

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

REBOISEMENT

et Initiative Privée

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le jeudi 1^{er} juin 1911, à 4 heures

PAR

PAUL SALVADOR

LYON

IMPRIMERIE A. VALETTE & C^{ie}

5, Rue Victorien-Sardou

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ☞, doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ☞, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.

FLURER, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ☞, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ☞, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☞, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☞, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☞, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☞, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du doyen.

BROUILHET, I. ☞, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. ☞, professeur de Droit commun.

LÉVY, I. ☞, professeur de Droit civil.

GONNARD, A. ☞, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☞, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ☞, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

Président : M. LÉVY, professeur.

Assesseur : M. BROUILHET, professeur.

— M. APPLETON, *professeur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

REBOISEMENT

et Initiative Privée

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le jeudi 1^{er} juin 1911, à 4 heures

PAR

PAUL SALVADOR



LYON

IMPRIMERIE A. VALETTE & C^{ie}

5, Rue Victorien-Sardou

1911

À MA MÈRE

À MON FRÈRE AINÉ

*en témoignage de mon affectueuse et profonde
reconnaissance.*

INTRODUCTION

On a détruit infatigablement, depuis des siècles, les arbres géants qui paraient la vieille Gaule d'une verte toison. Parfois l'homme se plaît ainsi à exagérer son droit. Enorgueilli par ses conquêtes, il se croit tout puissant et capable de modifier impunément les conditions de la nature vivante. Mais s'il a dû à son audace l'asservissement de la matière inanimée, le temps n'est pas encore venu où il peut prétendre soumettre à sa domination l'organisme vivant qu'est la forêt; car voici que, par suite des découvertes du siècle dernier, son maintien s'impose avec une force nouvelle. Elle est devenue une valeur d'avenir appelée à jouer un rôle chaque jour plus considérable dans l'économie générale des nations : le moment même est proche où vont se poser pour elle les grands problèmes sociaux qui agitent les villes !

La science nous apporte, en effet, en faveur de l'extension des forêts, des faits absolument nouveaux : la couverture fixe l'azote atmosphérique, elle assainit les sources calcaires en filtrant les eaux pluviales. Mais parallèlement aussi, s'affirme avec autorité, le rôle protecteur de la forêt. On a besoin d'elle pour et contre l'eau. Pour l'eau nécessaire au fonctionnement régulier des voies navigables et des usines dans lesquelles est consommée « la houille blanche » ; contre l'eau faiseuse de terribles inondations. Ainsi les forêts ne sont donc pas précieuses seulement par les produits ligneux qu'elles nous donnent ; elles tiennent encore une place prépondérante dans la

grande harmonie des forces de la nature, et même leur beauté est un objet d'utilité publique (1).

On comprend dès lors que la question forestière soit actuellement à l'ordre du jour en France, comme à l'étranger. Elle est traitée presque journellement dans les revues et les quotidiens par des écrivains de professions diverses; elle est inscrite au programme de plusieurs commissions constituées, de nombreuses sociétés s'en préoccupent, des groupements se forment dans différentes régions pour la résoudre. Le problème est double : conserver les forêts existantes en les améliorant, créer de nouveaux bois en utilisant les terrains incultes.

Mais si l'accord existe sur la nécessité, l'urgence d'apporter des remèdes à la situation actuelle, il n'en est pas de même en ce qui concerne les moyens proposés pour y parvenir. Les uns considèrent la confection de lois nouvelles comme l'inéluctable élément de salut, les autres pensent qu'il peut suffire de persuader, d'autres enfin adoptent une solution mixte qui consiste à demander l'intervention du législateur dans des cas restreints et à faire appel, pour le reste, à l'initiative privée. Nous préconisons pour notre part ce système, et il nous a paru intéressant de consacrer cette étude à son développement. N'est-il pas, en effet, opportun de renoncer à la décevante invocation de l'Etat-Providence, dont les cent millions dépensés pour l'exécution des lois de 1860 et de 1882 n'ont constitué qu'un effort insuffisant, tandis que la mise en valeur des Landes de Gascogne a pu s'effectuer sans concours financier de sa part, grâce à la persévérante initiative de Chambrelent (2). Tous les hommes d'Etat font le plus pressant appel aux initiatives, et l'on peut

(1) *Revue des Eaux et Forêts*, 1^{er} février 1905, p. 74.

(2) *La Gironde*, 21 janvier 1908.

lire, dans un discours récent d'une haute personnalité parlementaire : « Oui, dans ce pays, dès que les citoyens éprouvent quelque malaise, ils se tournent vers le gouvernement et ils viennent lui dire : Je suis gêné, eh bien ! c'est là un état d'esprit médiocre. Le gouvernement, il peut ce qu'il peut, il fait tout ce qu'il peut, mais il ne faut pas, tout de même, tout lui demander... »

Les initiatives et les capitaux ont, depuis un siècle, transformé le monde, pourquoi leur concours appliqué à l'œuvre de reforestation donnerait-il de moindres résultats ?

Notre étude n'a certes point la prétention de résoudre de façon définitive un problème aussi complexe que le problème forestier : l'autorité et la science nous manquent pour cela. Notre désir sera néanmoins comblé si ces pages peuvent gagner quelques adeptes à la cause forestière et contribuer, pour si peu que ce soit, à la grande œuvre de reboisement de notre patrie.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

DU RÔLE DE LA FORÊT AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE. — EMPLOIS MODERNES DU BOIS. — EBÉNISTERIE. — ÉTAIS DE MINES. — POTEAUX TÉLÉGRAPHIQUES. — PÂTE DE CELLULOSE. — PAPIER. — ACCROISSEMENT DE LA CONSOMMATION DU PAPIER. — BESOINS DE L'IMPRIMERIE. — DÉFICIT DE LA PRODUCTION LIGNEUSE FRANÇAISE.

L'apparition du fer, de l'acier, du ciment armé dans les constructions modernes, celle de la houille et du gaz dans le chauffage, semblent faire croire, au premier abord, à un amoindrissement du rôle économique de la forêt. Il n'en est cependant rien, et, en réalité, nous assistons moins à une diminution des emplois du bois qu'à une évolution profonde de ceux-ci, dûe aux progrès de l'industrie moderne.

Parmi les utilisations anciennes, les planches, madriers et autres pièces de bois d'œuvre, sont l'objet d'une consommation importante, que la menuiserie, l'ébénisterie et la tonnelerie contribuent pour leur part à accroître dans de notables proportions. Mais à côté de ces emplois, d'autres ont surgi depuis un demi-siècle qui, à leur tour, réclament un apport non moins considérable. Citons en particulier : le pavage en bois, les étais de mines, les poteaux télégraphiques, les traverses de voie ferrée, dont le nombre atteint chaque année plus de cinq millions.

Cependant tout cela est encore relativement peu en compa-

raison des exigences de l'industrie du papier obtenu par le traitement chimique de la pâte de bois dont la consommation mondiale est annuellement évaluée à plus de deux millions de tonnes. A elle seule, la France en importe annuellement d'après les statistiques les plus récentes, 255.748 tonnes, soit quatorze fois plus qu'en 1881 où ce chiffre s'était élevé seulement à 17.442 tonnes.

Où passe tout ce papier ? Il sert d'abord à alimenter les 3.250 journaux et revues qui se publient à Paris, les 5.700 journaux qui paraissent en province. Il sert à éditer les 12.000 livres et les 8.000 morceaux de musique qui voient le jour chaque année (la plupart de ces livres publiés à un nombre d'exemplaires qui peut varier de 100 ou 200 à 50.000, parfois 80 et même 100.000). Il sert encore à la consommation de la publicité commerciale qui édite cette multitude de catalogues, de prospectus, d'avis dont on inonde les boîtes aux lettres et qui, en affiches seulement, sème une proportion moyenne de seize millions de feuilles de toutes dimensions. Or, 150 kilogrammes de papier représentent environ 250 kilogrammes de pulpe qui n'exigent pas moins pour leur fabrication d'un mètre cube de bois brut. On s'imagine, d'après ces chiffres, le nombre d'arbres qu'il faut sacrifier pour faire face aux besoins de cette extraordinaire consommation de papier. De curieux calculs ont ainsi établi qu'un roman à succès dévorait à lui seul quatre cents arbres et que la ration des grands quotidiens comme le *New-York-Herald*, le *Times* et le *Journal* n'était pas inférieure à deux cent mille (*Lyon Républicain* du 8 décembre 1910).

L'industrie tire encore de la pâte à papier les produits les plus variés. Elle en fait de la soie, de l'alcool ; en Amérique :

des roues de voitures et des rails ; au Japon : du cuir, des vêtements et jusqu'à des cloisons d'habitation.

Si l'on adjoint à tous ces produits ceux récoltés en forêt, tels que les écorces pour la tannerie, le liège pour la fabrication des bouchons, la résine et les diverses essences qui en sont extraites, on aura une idée de l'importance de plus en plus considérable et du rôle que sont appelées à remplir les forêts pour les besoins de l'industrie moderne (1).

La France devrait pouvoir se suffire à elle seule, semble-t-il. Son aire forestière couvre, en effet, 9.663.767 hectares, répartis entre trois catégories de propriétaires ; l'Etat, les Communes et Etablissements publics et les particuliers dans les proportions suivantes :

Bois de l'Etat.....	1.198.255 h.
Bois des Communes et { Soumis au régime forestier ...	1.950.570 h.
Etablissements publics { Non soumis	297.852 h.
Bois particuliers	6.217.070 h.
Total général.....	9.663.767 h.

Malgré ces chiffres, la production totale n'atteint guère annuellement que 26 millions de mètres cubes de bois, parmi lesquels les bois à brûler occupent une large place. C'est là un rendement insuffisant eu égard aux besoins considérables de notre consommation nationale. Aussi, pour remédier à

(1) La distillation du bois à vase clos donne entre autres produits l'acide pyroligneux dont on retire le méthylène et les produits acétiques. Le méthylène ou alcool méthylique sert à la dénaturation des alcools. Les produits acétiques des acétates de soude, d'alumine, de cuivre, de plomb. On évalue à 16 millions en 1907, les produits obtenus par la distillation du bois.

cette situation, devons nous faire appel au concours de l'étranger.

Ce déficit importe peu, dira-t-on, si d'autres pays le compensent; cela serait vrai, sans doute et il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter si l'on avait la certitude que la production des pays exportateurs pourra toujours suffire à la combler. Mais il est impossible de s'illusionner sur la gravité de la question si l'on considère qu'actuellement, dans le monde, la consommation du bois est supérieure à la production normale des forêts accessibles et qu'il y a dans cette production un déficit qui est momentanément compensé par des destructions de forêts. Une revue rapide de la situation mondiale va nous permettre d'établir que ce cri d'alarme n'a rien d'exagéré.

1^o Les Pays extratropicaux de l'hémisphère Nord

A. *Pays importateurs.* — L'Angleterre, l'Allemagne, la France et la Belgique importent chaque année 40 millions de mètres cubes de bois, représentant au total plus d'un milliard de francs; ce sont les quatre grands pays importateurs.

Les Pays-Bas, le Danemark, la Péninsule Ibérique, l'Italie, la Turquie, la Grèce, la Serbie et la Bulgarie, en ce qui concerne l'Europe; l'Asie musulmane (Asie mineure, Iran, Asie centrale Russe), la Sibérie, l'Inde Britannique, la Chine, en ce qui concerne l'Asie; enfin l'Afrique du Nord et le Mexique, sont également, mais dans une proportion moindre, des pays importateurs. La Suisse se suffit, pour le moment, à elle-même, mais on prévoit que cette situation ne durera pas très longtemps...

L'Empire Japonais possède de belles forêts, mais on ne

doit pas les considérer comme une réserve d'avenir, à cause des rapides progrès économiques de cette nation et de son développement industriel. Il ne faut pas davantage compter sur les vastes forêts du Sud de la Sibérie pour alimenter l'Europe occidentale, et cela à cause de la longueur et de la difficulté du transport. D'ailleurs, l'Asie est, au point de vue forestier, le vieux continent par excellence; c'est à peu près partout un pays usé qui ne renferme presque aucune réserve. Les magnifiques forêts du Liban, elles-mêmes, si célèbres jadis, ont à peu près entièrement disparu.

B. *Pays exportateurs*. — La Suède, la Norvège, la Finlande, l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, le Canada et les Etats-Unis sont les seuls pays importateurs de l'hémisphère Nord.

Il est bon de remarquer toutefois que l'excédent de la Roumanie est faible et qu'il ne faut pas compter sur lui, que les excédents de la Russie, de l'Autriche-Hongrie et des Etats-Unis sont fort menacés, car des progrès très marqués se font actuellement en ces pays, dans toutes les branches de l'activité économique, par le vif essor que prennent les industries extractives comme les industries chimiques et mécaniques. Enfin, le taux de la natalité est élevé et la population croît rapidement.

Quant à la Norvège, elle a depuis longtemps fait appel à ses forêts pour alimenter son commerce extérieur. Malheureusement elle leur a demandé plus qu'elles ne pouvaient produire et les a appauvries... Il y a donc lieu de croire que ses exportations de bois d'œuvre diminueront d'importance dans un délai rapproché.

Il ne reste en définitive, dans l'hémisphère Nord, que trois réserves importantes : la Suède, la Finlande et le Canada.

Pour ces trois pays, les excédents des exportations sur les importations sont respectivement de 198, 90 et 140 millions de francs. Ils concernent presque exclusivement des bois de conifères.

2^o Forêts équatoriales

Les régions intertropicales, telles que le bassin du Congo, les Etats des Andes et de l'Amérique centrale, le bassin de l'Amazone, la Malaisie... renferment de grandes forêts où l'imagination se représente des ressources en bois illimitées. Quelle est, en réalité, la richesse de ces forêts au point de vue botanique? elle est considérable; le nombre des espèces qui concourent à la formation des peuplements est très grand, mais qui ne voit que cette richesse botanique est précisément l'opposé de la richesse commerciale?

Parmi les arbres si variés des pays équatoriaux, beaucoup n'ont, en effet, ni les qualités, ni les dimensions qui les rendent utilisables et les espèces commercialement exploitables, noyées au milieu des autres, ne représentent à l'hectare qu'un faible volume et qu'une valeur minime. Pour s'ouvrir un marché d'exportation, il faut pouvoir offrir de grandes quantités de marchandises de même nature, d'un usage très général et les livrer à bas prix sur les lieux de consommation.

C'est ainsi que les forêts les plus riches du monde, au point de vue commercial, celles de la Suède sont d'une grande pauvreté botanique; elles ne renferment que deux essences principales : le pin Sylvestre et l'Epicéa. Or les bois qui se consomment en quantité considérable dans les grandes nations industrielles de l'Europe et qui forment environ 87 à 90 % de leurs importations sont des bois résineux, légers, faciles à

travailler, des bois de conifères, et ceux-ci manquent dans les régions équatoriales du globe. La conclusion rapide qui se dégage de ces considérations, c'est que les forêts de ces régions ne peuvent suppléer à l'insuffisance de la production des bois d'œuvre.

Il n'est pas sans intérêt de reproduire à cette place ce que dit des conifères le célèbre professeur allemand M. Mayr, dans son récent traité de sylviculture (Berlin 1909) : « Les arbres que l'on cultive actuellement pour la production des bois d'œuvre, sont presque toujours des conifères. Aux conifères également appartient l'avenir, car leur bois possède les qualités que l'avenir recherchera de plus en plus : légèreté et résistance. Même dans les siècles futurs les plus lointains, les conifères ne seront jamais complètement dépossédés de leur domaine par les cultures agricoles ; car, pour eux, aucun sol n'est ni trop froid, ni trop pauvre, ni trop aride. »

Ces quelques lignes mettent bien en lumière le rôle capital de ces arbres qui manquent, comme le dit l'auteur aux régions équatoriales.

3° Régions extratropicales du Sud

L'Afrique australe ne renferme que des forêts peu étendues ; elle se prête bien à la colonisation européenne et possède d'abondants gisements minéraux ; par suite, les importations en bois y sont supérieures aux exportations.

Le grand continent australien dont l'intérieur est en majeure partie désertique, ne renferme que 4 % de forêts ; aussi les importations de bois se chiffrent-elles dès maintenant par 2 millions de francs. La Nouvelle-Zélande et les îles voisines,

qui avaient autrefois de magnifiques forêts de résineux comparables à celles de l'hémisphère Nord, ont été en partie dévastées par le développement prodigieux du mouton. Quant à l'Amérique méridionale, les importations de bois y sont déjà considérables, surtout dans la République Argentine où elles atteignent 30 millions de francs par an. Le Chili, lui-même, malgré la présence de grandes forêts dans la province de Valdivia, est importateur de bois.

En considérant, en définitive, l'ensemble de l'Europe, dit M. Schlich, qui est le forestier le plus autorisé de l'Angleterre, il y a actuellement un déficit annuel de 2.000.000 de tonnes de bois d'œuvre (la tonne anglaise est de 1.010 kil.) Or, étant donnée la diminution de production des pays exportateurs et la faible quantité des réserves forestières, il serait imprudent de croire que nous pourrions toujours nous procurer le bois nécessaire à notre consommation. Il viendra un moment, si l'on n'avise, où, même à prix d'or, nous ne pourrions acheter. La situation présente est donc inquiétante, aussi faut-il sans retard en saisir l'opinion publique et secouer l'indifférence dans laquelle elle se complait trop aisément à l'égard de ces questions.

CHAPITRE II

DU RÔLE PHYSIQUE DES FORÊTS. — LEUR ACTION SUR LA TEMPÉRATURE. — LE RÉGIME DES PLUIES. — LA GRÊLE. — LA CONSTANCE ET LE DÉBIT DES SOURCES. — LES TORRENTS EN MONTAGNE. — LES AVALANCHES.

Mais si l'accroissement des forêts a une importance aussi considérable au point de vue économique, l'intérêt avec lequel il s'impose au point de vue physique par l'action exercée sur le climat, les sources et le régime des eaux, n'est pas moins considérable. De nombreuses expériences rigoureusement entreprises depuis une quarantaine d'années, en France et dans les pays voisins, permettent de formuler aujourd'hui des conclusions définitives. On a ainsi remarqué que la température moyenne annuelle de l'air est plus faible sous bois que hors bois. Pour tous les mois de l'année, l'indication du thermomètre est moins haute en forêt qu'en dehors.

Toutefois l'action réfrigérante de la forêt est bien plus sensible en été qu'en hiver, de telle sorte que les indications extrêmes sont moins écartées et que le climat des régions boisées est plus régulier, plus uniforme que celui des régions déboisées. Au cours d'une même journée, le thermomètre monte d'ailleurs moins haut et descend moins bas en forêt que hors forêt. De ce dernier fait résulte la moindre fréquence des gelées tardives sous le couvert des bois, que dans les terres cultivées voisines.

De même l'humidité relative de l'air, c'est-à-dire le rapport entre le poids de vapeur d'eau contenu dans un certain volume d'air et le poids total de ce même volume, est plus élevé sous le massif de la forêt que dans les plaines avoisinantes. L'air étant ainsi plus près de son point de saturation, la vapeur d'eau qu'il contient peut, sous l'influence du moindre abaissement de température, se condenser rapidement sous forme de gouttelettes liquides.

D'ailleurs cet abaissement de la température peut être provoqué par la forêt elle-même. Maintes fois, les aéronautes ont signalé qu'à leur passage au-dessus de massifs boisés, ils ressentaient un refroidissement marqué qui s'est traduit par la descente de leur ballon. La forêt agit donc comme un puissant organe d'aspiration « elle prend au passage les brumes et les brouillards épais et tout ce qui navigue avec eux ; dans cette épaisseur, elle appelle, commande ces passants aériens, les oblige à descendre » (1).

Il n'y pas lieu de s'étonner après cela que la disparition des grands bois ait entraîné les sécheresses prolongées qui désolent la Grèce, l'Algérie ou le midi de la France.

Mais si les forêts attirent la pluie, elles semblent aussi, par la pointe élancée de quelques-unes de leurs essences, arracher la foudre aux nues ; chaque an, en se réfugiant sous les arbres pendant l'orage, des bergers imprudents sont blessés plus ou moins grièvement par le fluide électrique. Ces observations ont conduit à se demander si la forêt ne déchargerait pas aussi les nuages de grêle ; il semble aujourd'hui établi que ceux-ci sont maintes fois coupés et, en tous les cas, déviés à leur passage au dessus des massifs boisés.

(1) MICHELET. *La Montagne*, p. 25.

Pendant que ces travaux s'opèrent à la surface, un autre plus minutieux s'effectue au-dessous : c'est la création des sources. L'eau qui provient des précipitations atmosphériques, tombant sur un sol boisé est retenue par l'humus formé par la décomposition du feuillage, des branches ou des aiguilles. Ce feutre l'absorbe et, à travers l'inextricable lacis des racelles, elle gagne les couches profondes du sol, jusqu'à ce que l'une d'elles moins perméable que les autres, s'oppose à son passage et la retienne prisonnière. Là se forme alors une nappe souterraine qui, par mille conduits microscopiques reviendra à la lumière pour sourdre à la base d'un versant ou dans le creux de quelque ravin. Mais la présence des forêts ne favorise pas que la naissance des sources ; elle contribue aussi à accroître leur débit. Nous avons vu, en effet, que les arbres attirent les pluies à la surface des terrains qu'ils couvrent ; si une certaine quantité de cette eau retourne, il est vrai, à l'atmosphère par évaporation, la majeure partie s'en vient néanmoins jusqu'au sol qui l'absorbe aussitôt, pour le plus grand profit de la nappe souterraine.

Cette influence modératrice de la forêt sur le régime des eaux est plus merveilleuse encore en montagne. Ici son œuvre est une œuvre de salut ; une question d'être ou de n'être pas. Qu'advient-il en effet si elle ne se dresse barrage vivant sur la pente des monts, si les mille griffes de ses racines ne sont là pour serrer les terres et les pierres ? Les eaux de l'orage ou celle de la fonte des neiges n'étant plus absorbées, ruissellent sur le roc bientôt mis à nu, drainant d'ici, de là, graviers et broussailles, elles dévalent jusqu'au ravin, s'y ramassent en torrent puis, en une course folle, bondissent dans la plaine qu'elles dévastent.

C'est ainsi qu'il y a quelques années, nous avons vu, à la

suite des pluies d'automne, l'Hérault dégringoler les pentes dénudées du mont Aigoual et ravager en quelques heures, dans le fond de la vallée, le village de Valleraugue (1). Et il en a été partout de même, hier encore, dans les vallées déboisées de la France. Sous l'influence de pluies chaudes favorisant la fonte des neiges, la Loire, le Rhône, la Saône, le Tarn, la Seine même, grossie surtout par ses affluents, ont, à qui mieux mieux, roulé des flots torrentueux et offert aux populations consternées le douloureux spectacle de l'inondation. « Dure leçon pour ceux qu'elle a atteints directement, leçon éloquente pour les autres appelés par devoir de solidarité nationale à venir au secours des victimes de tant de désastres ! » (2).

Ce rôle de protection qu'ont mis en évidence les savantes observations de l'ingénieur Surel, n'est d'ailleurs point le seul qui tienne la forêt en montagne. Son œuvre tutélaire se complète par la préservation des villages contre la chute des avalanches.

On sait que, dans la saison des débâcles, il suffit du moindre déplacement d'air pour provoquer le glissement de ces masses énormes de neige qui anéantissent tout sur leur passage.

Si la forêt se trouve à faible distance de leur point de départ, c'est sur elle que passe la tempête ; elle subit le choc, ses arbres entraînés roulent misérablement fracassés ; cependant leurs pointes ont rompu le coup ; le plus grand nombre même de ces vaillants guerriers périt, mais la vallée est sauve ! En vain a-t-on essayé de suppléer à l'absence de la

(1) Village du Gard au pied du mont Aigoual.

(2) Henry DEFERT, — *Revue Touring-Club de France*, décembre 1907.

forêt par des barrages de pierre ou des ouvrages en bois; la puissance de la masse neigeuse ne s'embarrasse pas longtemps de ces obstacles, elle en a tôt raison. Aussi ces travaux peuvent-ils servir tout au plus de correctifs transitoires, permettant aux plantations forestières d'atteindre une force de résistance suffisante pour exercer leur salubre influence.

CHAPITRE III

DU RÔLE SOCIAL DES FORÊTS. — MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES. — PROTECTION CONTRE L'ENVAHISSEMENT DES DUNES. — ASSAINISSEMENT ET ESTHÉTIQUE.

Nous venons d'examiner les propriétés physiques des forêts et les effets qu'elles produisent sur le cours des phénomènes naturels; mais en dehors de cette utilité qu'on ne saurait méconnaître sans attirer les pires maux, elles ont un véritable rôle social à remplir.

C'est ainsi qu'elles assurent la mise en valeur des sols les plus incultes. Les terrains sans profondeur, ceux qui ont une pente excessive, qui sont trop humides ou encore trop rocheux ne peuvent être occupés avec profit par l'agriculture. Or, la forêt permet précisément de leur faire rendre un revenu pécuniaire, car il n'est pas, sauf le roc ou l'argile pure, de sol si aride ou si marécageux, si brûlant ou si froid, si meuble ou si compact, qui ne puisse convenir à la culture de quelques-unes de nos essences forestières. L'aulne, le saule, le bouleau prospèrent dans les terrains les plus humides; le pin Sylvestre, le pin d'Alep, l'acacia dans les plus secs; le méleze et le cembro se plaisent sur les sommets neigeux des Alpes.

Mais les forêts ne font pas que de se montrer peu exigeantes sur la qualité des sols où elles croissent; en possession de ceux-ci, elles parviennent encore à les améliorer. En premier lieu, le réseau des racines facilite en petits éléments la désagrégation de la terre qui, de la sorte, est mieux préparée

à absorber les substances minérales en dissolution. D'autre part, les feuilles et les débris de branchages qui tombent constamment sur le sol, arrivent peu à peu à constituer à sa surface la couverture morte, riche en azote et en éléments fertilisants. Ainsi, à l'inverse des autres cultures qui épuisent les terrains sur lesquels elles viennent, au point d'être bientôt obligées, pour prospérer, de faire appel au concours des engrais, la forêt se suffit à elle-même. Par ses propres ressources, elle restitue avec usure les substances minérales absorbées, amendant par de continuels apports le sol qu'elle occupe. En Sologne et en Champagne, des terrains arides ont de la sorte acquis une fertilité remarquable qu'on n'aurait pu leur donner autrement qu'au prix de dépenses considérables...

L'utilité sociale de la forêt est donc indéniable, puisqu'elle rend productives des régions destinées à demeurer sans elle d'arides déserts. En certains lieux, elle fait cependant mieux encore, car cette utilité se double alors d'un véritable rôle de protection. Les dunes qui se forment sur le littoral de la mer constituent, on le sait, pour les villages voisins, un péril incessant. Sous l'influence du vent, elles progressent dans l'intérieur des terres, faisant leur proie de tout ce qui tend à s'opposer à leur marche. La forêt par sa présence, conjure ce péril. Certaines essences, le pin maritime en particulier, ont, en effet la propriété de fixer les collines mouvantes et d'enrayer leurs efforts malfaisants. Dans les Landes où sévissait le fléau, des plantations de pins poursuivies patiemment pendant de longues années ont ainsi reconquis la stabilité et la fertilité du sol. De nos jours, chez les habitants de cette contrée, l'angoisse a fait place à la quiétude, tandis que les produits de la forêt productrice sont en même temps pour eux une source d'inépuisables richesses.

Enfin la forêt se recommande à nos soins au nom de l'hygiène et de l'esthétique. C'est une opinion universellement répandue que le séjour au milieu des grands bois ou dans leur entourage exerce, en effet, une action salubre sur la santé de l'homme. La raison en est double. D'abord les feuilles des arbres agissent à la manière d'un écran, filtrant l'air et retenant ses impuretés ; elles absorbent, d'autre part, une quantité considérable d'acide carbonique pour restituer en échange à l'atmosphère une proportion beaucoup plus grande d'oxygène. Vivifié de la sorte, l'air est particulièrement favorable à la respiration, aussi est-ce pour cette raison que sont recommandées aux malades atteints d'affections pulmonaires, les stations des altitudes boisées. Moins digne d'attention peut paraître à notre époque imbuë d'utilitarisme, le rôle esthétique !

Cependant, le nombre sans cesse croissant des touristes qui, chaque année, vont séjourner dans les régions montagneuses dit assez que le charme et l'attrait des forêts n'ont cessé d'opérer. L'arbre est beau. A la beauté de la mer et de la montagne peut seule se comparer la beauté de la forêt. Mais je ne sais quoi de plus vivant, de plus proche de l'homme réside dans la splendeur forestière !... L'architecture des arbres qui varie sans fin, nous offre des exemples inépuisables de fantaisie décorative. Ni la montagne ni la mer n'atteignent à cette variété... L'arbre, c'est à la fois l'ombre et l'abri et tout cela dans de l'harmonie, dans du pittoresque, dans du mouvement, dans de la couleur (1).

(1) Marcel Prévost. — *Album des Voyages*, p. 449.

Ainsi, par son influence sur les conditions physiques d'un pays et, indirectement, sur son habitabilité et son développement économique, l'extension de la forêt s'impose aux gouvernants gardiens des intérêts de la collectivité. Mais les particuliers trouvent-ils également, dans l'accroissement de l'aire forestière, des avantages pécuniaires susceptibles de les encourager à y contribuer? C'est cette question que nous nous proposons de résoudre en examinant si, d'après leur caractère, les cultures forestières sont susceptibles d'offrir un taux de placement rémunérateur aux capitaux qui leur sont confiés.

CHAPITRE IV

LES CARACTÈRES ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES. —

LES AGENTS DE LA PRODUCTION. — LE TRAVAIL. — LE CAPITAL DE SUPERFICIE. — RELATIONS ENTRE LE CAPITAL ET LE REVENU. — LE TAUX DE PLACEMENT DES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES. — SES VARIATIONS. — COMPARAISON DU TAUX DE PLACEMENT DES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES AVEC CELUI DES EMPLOIS CONCURRENTS DE CAPITALAUX.

L'économie politique enseigne qu'on ne peut rien produire sans le secours de trois éléments : l'action des forces naturelles, le travail humain et le capital. Ces agents de la production se retrouvent également parmi les éléments constitutifs des exploitations forestières.

Les agents naturels. — L'air, la lumière, l'humidité, la chaleur, les éléments minéraux du sol sont les véritables artisans de la production forestière. Comme ils sont toujours abondants, l'exploitant n'a pas lieu de s'en occuper autrement que pour diriger leur action au point de vue cultural.

Le travail. — Le travail qui est le grand facteur de toutes les entreprises agricoles ou industrielles, n'intervient pas dans la fabrication de la matière ligneuse. La forêt est un immeuble qui travaille seul : point de labours, point de fumures, rien de ce travail agricole qui oblige à chercher soit un entrepreneur, soit un métayer, soit un fermier. Le plus important

travail que nécessite la forêt, c'est la coupe du bois. C'est pourquoi sans doute, dans les sociétés humaines à leur début la forêt était considérée comme un bien naturel, commun à tous, tel que l'air atmosphérique. Actuellement, dans l'ensemble des forêts domaniales françaises, on estime qu'un quart seulement de la valeur du produit est absorbé par la rémunération du travail humain occupé à la production.

Le Capital. — On rencontre en forêt trois espèces de capitaux qu'il y a lieu de distinguer :

Le capital de roulement ;

Le capital fonds ;

Le capital superficie.

1^o Le capital de roulement, indispensable à toute exploitation, est celui qui sert à rémunérer le travail humain et collabore à la production, soit pour les récoltes, soit pour les travaux d'entretien et d'amélioration : curage, mise en état des routes, des chantiers d'exploitation.

2^o La terre est l'agent primordial de la production forestière.

Dans la majorité des cas, le sol forestier présente cependant un état tout spécial ; à lui en effet sont incorporés les feuilles les fruits, les graines abandonnées à chaque récolte. Tous ces organes végétaux, dont le pouvoir fertilisant est considérable, dotent ainsi le sol d'épargnes successives. Ce sont celles-ci qui, si intimement jointes à la terre qu'il est difficile de l'estimer sans elles, constituent le capital fonds.

3^o Les éléments que nous venons d'examiner sont communs à tous les genres d'exploitation. Mais il existe deux autres caractères qui différencient profondément les domaines boisés : c'est en premier lieu que le produit à exploiter ne s'y forme point en un an et que d'autre part, le moment auquel

on doit le recueillir n'est pas naturellement déterminé. Voici par exemple, un hectare de terrain où nous venons de répan- dre de la graine de pin. Le jeune semis ne sera exploitable, c'est-à-dire bon à réaliser, ni la première année, ni la seconde, ni même pendant une période assez longue de vingt ans par exemple, âge auquel le prix que procurera la vente des pro- duits sur le marché commencera à dépasser les frais de leur récolte. Rien, d'ailleurs, n'indique cet âge plutôt qu'un autre et, pendant un laps de temps plus ou moins long, la réalisa- tion du peuplement pourra être différée sans que les arbres qui le composent perdent de leur valeur.

De ces deux circonstances absolument caractéristiques des exploitations forestières, découle le troisième élément du ca- pital : la superficie.

Si, en effet, les arbres doivent occuper le sol pendant un certain nombre d'années, il en résultera nécessairement que, dans une forêt envisagée à un moment quelconque, existe- ront toujours des récoltes en formation, des bois grandissant en vue d'une réalisation ultérieure, c'est-à-dire un capital su- perficiel dont l'importance variera avec l'âge d'exploitation. De valeur peu considérable dans un taillis abattu tous les vingt ans, il acquerra une très grande importance dans une forêt de sapins où les coupes se limitent à des arbres de cent cinquante ans.

Relations entre le capital et le revenu

La détermination du meilleur âge d'exploitation varie sui- vant les régions où l'on se trouve, les arbres peuplant les forêts, les facilités de transports. Supposons qu'un proprié- taire possède un terrain qu'il veut ensemercer en pins et

qu'il se propose d'abattre ces arbres à l'âge de quarante ans. A cet âge-là, les bois seront exploités en bloc sur toute la surface de la forêt; autrement dit, toute la superficie sera coupée. A ce moment, elle constituera la récolte, le revenu fourni tous les quarante ans. Pour en obtenir un semblable, il faudra procéder à un nouvel ensemencement et attendre l'expiration d'une autre période d'égale durée. De pareilles exploitations qui accumulent leur production pendant longtemps pour les livrer en une seule fois, sont de véritables caisses de capitalisation, d'excellents et sûrs instruments de création de capitaux. Celui qui en acquerra immédiatement après une coupe, pourra le faire avec une dépense minime, puisqu'il n'aura que le fonds à payer. A partir de ce moment, son capital initial ne cessera de grandir, de telle manière qu'il fournira longtemps une production plus considérable que celle d'une somme d'argent s'accroissant par la composition de ses intérêts au taux usuel des placements financiers.

Cette création de richesse se produira sûrement, sans frais, presque sans d'autres soins que ceux nécessités par la surveillance de la propriété. Mais si ce mode d'exploitation est susceptible de créer de la sorte un capital et d'augmenter une fortune, il a l'inconvénient de ne pas correspondre aux besoins humains, qui sont continus bien plutôt que périodiques et, en outre, généralement uniformes d'une année à l'autre. Il faut donc, dans la mesure du possible, l'adapter aux exigences de la vie humaine, c'est-à-dire en faire la source continue de recettes annuelles. A cet effet, on devra aménager la forêt, c'est-à-dire procéder à l'opération qui permettra d'arriver à la réalisation des produits successivement sur autant de surfaces différentes qu'il faut d'années aux arbres pour atteindre les dimensions aptes à l'utilisation que l'on attend d'eux.

Il ne rentre pas dans le cadre de cette étude d'indiquer les moyens à l'aide desquels on peut parvenir à un tel résultat ; il était néanmoins intéressant, en vue des développements à suivre, de donner une définition sommaire de l'aménagement.

Taux de placement des exploitations forestières. Ses variations. — Par taux de placement des fonds engagés dans une exploitation forestière, on entend la relation qui existe entre le revenu que donne le domaine boisé et le capital qui l'a formé. Lorsque l'on envisage une exploitation périodique fonctionnant comme on l'a indiqué plus haut, le taux de placement prend le nom de taux de formation, parce qu'il s'agit moins du placement d'un capital, c'est-à-dire de sa mise en valeur en vue d'un revenu annuel, que de la création d'un capital obtenu en accumulant des revenus dont la consommation est différée. Soit une exploitation périodique dont le fonds a une valeur f et qui produit en n ans une valeur r . On dit que son taux de formation est le même que le taux t auquel aurait dû s'accroître un capital f placé à intérêts composés pour produire dans le même temps un revenu r . Cela s'exprime par l'égalité :

$$f + r = f(1 + t)^n.$$

Au contraire, quand il s'agit d'une exploitation aménagée, le revenu est annuel et constant ; d'autre part, le capital demeure invariable avec le temps. Le rapport entre ces deux grandeurs fixes donne le taux de placement que servent les capitaux engagés dans la forêt. On obtient ainsi la formule

$$t = \frac{R}{C}$$

dans laquelle R est le revenu annuel, C le capital d'exploitation et t le taux de placement.

Dans l'exploitation périodique, le taux de formation varie

avec l'âge d'exploitation. Faible pour des âges peu élevés, il augmente avec ceux-ci, passe par un maximum, puis décroît de nouveau et d'une manière continue quand l'âge d'exploitation devient de plus en plus élevé. Aussi, comme l'indique M. Hüffel, quel que puisse devenir le prix du bois, il sera toujours vrai qu'à des âges d'exploitation élevés correspondra un taux de placement extrêmement faible. Cela explique que les propriétaires particuliers n'aient pas intérêt à être producteurs *de gros bois*. D'autres emplois de capitaux leur offriront, avec une sécurité égale, une meilleure rémunération. Ainsi, même dans le moment de dépression générale des taux que nous traversons, des capitaux fournissent encore des revenus de 3 et même 3,75 % à de grands capitalistes, tandis qu'une forêt aménagée en vue de la production des gros arbres, à des âges de 150 ou 200 ans, ne fournira que 0,5 à 1,5 % du capital engagé. La forêt domaniale de Levier (Jura), la plus belle des sapinières françaises, pour laquelle l'âge d'exploitation est de 150 ans, fonctionne au taux de 1,4 %.

Il y a là un fait qui domine l'étude du fonctionnement financier des exploitations forestières : la production des bois de fortes dimensions ne rémunère que très faiblement les capitaux que l'on y emploie. Cependant, elle est aussi impé-rieuse, dans une grande nation civilisée, que celle du sucre ou des tissus de coton et, comme elle est nécessairement onéreuse, il appartient à l'Etat, de s'en charger.

**Comparaison du taux de placement
des exploitations forestières
avec celui des emplois concurrents de capitaux**

Est-ce à dire cependant que l'on doive abandonner à l'Etat tous les domaines boisés et qu'il n'existe pas d'exploitations ligneuses susceptibles de fournir des taux de placement avantageux ?

Sans doute, il est bon qu'il y ait, dans un pays tel que le nôtre, des forêts domaniales pour la production des bois de fortes dimensions. Mais nous ne devons pas oublier qu'à côté de ceux-ci, l'industrie réclame, pour une foule d'emplois, des arbres de moyennes dimensions : planches (caisserie), étais de mines, poteaux télégraphiques... Or, la production de ces bois est parfaitement possible à des âges d'exploitation de 40 à 70 ans, avec lesquels on obtient alors un taux de placement de 3 à 4 %. On est arrivé même, dans le département du Rhône, à des résultats plus intéressants encore. Des plantations de pin Sylvestre y donnent à l'hectare, au bout de 50 ans, un produit net de 3.305 francs pour un capital initial de 425 francs (achat du sol et dépenses de plantation), ce qui correspond à un placement à intérêts composés au taux de 4,5 % environ. Le pin Laricio de Corse est plus rémunérateur encore, puisque le produit à l'hectare, à l'âge de 40 ans, s'élève à la somme de 2.879 fr. pour un capital de 382 francs, soit un placement à intérêts composés à 6 %. Les plantations de sapin et surtout d'épicéa peuvent également donner des rendements très rémunérateurs à l'âge de 70 ans par exemple (le taux de placement atteint parfois 10 %) ; enfin, les taillis de châtaignier ou de robi-

nier exploités tous les 20 ans fonctionnent normalement au taux de 8 1/2 %.

Si l'on considère que la valeur du bois ne peut aller qu'en augmentant, on voit quelles fructueuses perspectives la propriété forestière sagement administrée peut, dans certains cas, offrir aux capitaux qui s'orientent vers elle. Mais la médaille a son revers : il ne faut pas se dissimuler, en effet, que l'argent placé dans les exploitations forestières est immobilisé et que les propriétaires sont exposés à une longue attente avant de pouvoir encaisser des revenus ; beaucoup ne savent pas, souvent même, ne peuvent pas s'imposer un tel sacrifice ! D'autre part la capitalisation forestière ne permet pas à la spéculation de la balloter comme de vulgaires valeurs mobilières ; elle ne permet pas de provoquer la baisse ou la hausse de la rente, des fonds d'Etats, ou des autres valeurs dites de « père de famille » et c'est là ne l'oublions pas, un défaut grave.

Enfin, comme nous le verrons par la suite, de nombreux obstacles et plus particulièrement l'état de la législation actuelle découragent les meilleures volontés. Ainsi s'explique le peu d'empressement qu'ont mis jusqu'ici les capitaux à s'engager dans les exploitations forestières. Cependant, depuis quelques années, à mesure que se développent les sociétés forestières, que les esprits les plus éclairés appellent les initiatives à collaborer au reboisement, la voie inconsciemment encombrée d'obstacles semble s'ouvrir plus large. Aussi sans s'illusionner, est-il permis d'espérer voir désormais les capitaux susceptibles de se prêter à des placements de longue haleine, coopérer en même temps au salut des forêts de France et à la création d'une source nouvelle de richesses.

CHAPITRE V

LE DÉBOISEMENT. — SES CAUSES. — L'EXPLOITATION ABUSIVE DES PROPRIÉTAIRES. — LES MARCHANDS DE BOIS. — LES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION. — L'EXTENSION TROP GRANDE DES CULTURES TEMPORAIRES. — LES MAUVAISES MÉTHODES PASTORALES. — LA CHÈVRE, LE MOUTON. — LA SURCHARGE DES PATURAGES. — LA TRANSHUMANCE. — LES CAUSES NATURELLES : L'OURAGAN, L'INCENDIE.

Malgré que les forêts, ainsi que nous venons de le voir, soient de véritables caisses d'épargne et rémunèrent convenablement les capitaux qui y sont entassés, la plupart de leur possesseurs, loin d'être occupés à les ménager, semblent au contraire, empressés de les détruire.

Le renchérissement de l'existence, et aussi les exigences de plus en plus grandes nées dans notre siècle de l'accroissement des besoins, poussent chaque jour davantage les propriétaires à chercher partout des ressources et à entamer les épargnes jalousement amassées par leurs auteurs, de quelque nature qu'elles soient.

Double est d'ailleurs pour eux le profit, car outre la réalisation en espèces, ils se soustrayent du même coup aux charges qui grèvent le revenu normal de leurs bois. Mais cet apport de gain si séduisant par lui-même, n'incite pas seul à la destruction.

Les offres en apparence les plus séduisantes que font jour-

nellement les marchands de bois, accroissent encore la tentative et achèvent de déterminer les plus irrésolus.

Jadis, les coupes étaient en quelque sorte réglées par les besoins de la consommation indigène, sinon même de la consommation locale. Le propriétaire de forêts n'avait à faire qu'à des marchands dont la faculté d'achat ne pouvait s'exercer que dans la proportion et dans la mesure où ils étaient assurés de trouver l'écoulement des produits de leur commerce. La facilité des transports, leur rapidité relative, les demandes croissantes de bois d'œuvre dans tous les pays du monde ont changé tout cela. Des associations, des syndicats se sont constitués en vue de l'exploitation industrielle des forêts considérées non plus comme des mines naturelles productives de matières premières dont l'exploitation doit être subordonnée à la productivité, mais comme des richesses minières exploitables et taillables à merci pour en retirer tout le profit immédiat possible. Dans les *Affiches parisiennes* du 31 décembre 1907, on pouvait lire les statuts de l'une de ces sociétés qui puissamment étayée sur un capital de 1.600.000 francs, ne devait pas tarder à réaliser de brillantes opérations. Le détail de l'insertion était navrant ; on y voyait énuméré avec complaisance tout l'attirail perfectionné de la destruction : machines à vapeur et électriques, voies de chemin de fer, locomotives, cités ouvrières, scies verticales à lames multiples, que sais-je encore ?

Cette société n'est d'ailleurs point la seule. Un syndicat belge et allemand a, de son côté, entrepris le dépouillement des départements de l'Est et réalisé, en quelques années, plus de 123.000 hectares. Enfin, brochant sur le tout, voici l'industrie moderne qui pousse aussi les propriétaires à monnayer leur capital ligneux ; nous avons vu en effet, dans un

précédent chapitre, combien, au cours du xix^e siècle, et au fur et à mesure des découvertes de la science, ses exigences s'accroissaient en nombre et en variété. Tous ces appels réitérés à une exploitation abusive ne demeurent pas sans écho, car l'humaine nature sait mal combattre l'espoir du lucre ; aussi fermiers, propriétaires, hobereaux gaspilleurs de fortune, d'accourir en foule pour y répondre, également pressés de céder aux offres des traitants qui viennent la poche pleine et paient comptant. Et voilà comment disparaissent, les uns après les autres, boisements de pins, d'épicéas, de mélèzes, cédés en bloc dès qu'il est possible d'en tirer des étais de mine ou du bois à papier. Tous périssent prématurément sous la hache, 20, 30 ans avant d'avoir atteint leur complet développement et acquis toute leur valeur, en donnant du bois plus précieux. Et rien n'est plus triste que de considérer le bilan de cette cause de déboisement dans lequel, à côté de noms obscurs et sans gloire, figurent des bijoux de la parure forestière de France : Amboise, Marchenoir, Eu !

*
* *

Dans la plupart des régions de notre pays, mais particulièrement dans celles du centre et du midi, les lois et la prévoyance de la nature qui a destiné à la production ligneuse les flancs et les plateaux des montagnes non gazonnées, et à la culture proprement dite les plaines et les vallées, ont longtemps été, et sont encore méconnues des propriétaires forestiers. Pendant des siècles, ceux-ci ont regardé comme une conquête utile la culture des céréales partout où elle pouvait se pratiquer, et devant elle la forêt a dû s'effacer, puis bientôt disparaître.

Cette manière d'opérer pouvait, il est vrai, être à la rigueur justifiée, à une époque où les moyens de transport étaient extrêmement coûteux, par la nécessité de se procurer sur place des récoltes sans avoir à faire appel à aucun concours étranger. Dès lors, semble-t-il, la création des routes, la facilité des moyens de communication devaient apporter un remède à un travers aussi fâcheux et, par suite, enrayer la lutte contre la forêt. Il en a cependant rarement été ainsi ; de nos jours, la même incompatibilité paraît exister entre l'intérêt des propriétaires montagnards et la forêt ; eux qui sont jaloux de la moindre atteinte portée à leur droit, qui parfois plaident pour des vétilles, acceptent sans mot dire le préjudice qui découle de ces coupes irraisonnées. Non seulement, en effet, les cultures substituées aux arbres sont peu lucratives, mais encore elles sont temporaires et suivies, le plus souvent, de longues années de stérilité absolue.

*
* *

A cette hostilité viennent s'ajouter les mauvaises méthodes pastorales. Un usage très répandu, c'est le pâturage en forêt ; or, il n'est pas d'obstacle plus dangereux au bon fonctionnement de la vie agricole : la forêt pâturée donne une mauvaise récolte et en bois et en herbe, outre qu'entravée dans son essor par l'action des troupeaux, elle tend à s'éclaircir de plus en plus. Peu à peu les genêts et les bruyères s'en emparent et bientôt, aux élégants bouquets de bois, succéderont les landes et les garrigues. La chèvre et le mouton sont spécialement les artisans de cette ruine. D'un coût peu élevé, la chèvre est néanmoins fort productive ; c'est, dit-on, la vache du pauvre ; mais ses qualités démocratiques ne lui enlèvent rien

de sa voracité native. Partout où elle passe, elle ne laisse ni un bourgeon, ni une feuille, car l'herbe ne satisfait que médiocrement sa gourmandise. Il lui faut des mets plus tendres, et sa préférence va aux jeunes rejets, aux plantes nées de la graine dont la délicatesse est pour elle un régal. De plus, campée sur ses pattes de derrière, elle peut atteindre jusqu'à deux mètres au-dessus du sol et s'approprier de la sorte les jeunes baliveaux qui n'ont point encore atteint cette taille.

Moins coupable et de goûts plus modestes est le mouton pris isolément ; mais, en troupeaux, il devient aussi dangereux que la chèvre. Or, c'est le plus souvent ainsi qu'on le laisse aller en forêt ou dans les pâturages, sans s'inquiéter si leur contenance est en rapport avec le nombre de têtes de bétail. Qu'advient-il alors ? Le rendement en herbe étant insuffisant pour toutes ces bêtes affamées, elles s'attaquent sans répit à la végétation forestière : tout ce qui se peut manger devient leur proie, depuis la moindre broussaille jusqu'aux derniers vestiges des racines. Cette œuvre pastorale, dit M. Fabre, a stigmatisé les rives de la Méditerranée. Moutons et chèvres ont ruiné la Grèce, l'Archipel, tout l'Orient classique : telle est la conclusion scientifique des idylles de Virgile et de Théocrite et des pastorales arcadiennes. Et rien n'est plus vrai : la Palestine, Terre Morte, fut la proie du pastoral biblique. La Tripolitaine, aux cités et aux oliveraies enfermées sous les sables, aux populations clairsemées, est vouée à l'anéantissement (1). L'Espagne, pour édifier la réputation de ses mérinos, a laissé cette lèpre la ronger.

Quant à la France, il n'est que temps pour elle de limiter les abus de ces méthodes pastorales si elle n'en veut souffrir

(1) FABRE (L.-A.). — *L'exode montagnoux en France.*

à son tour les funestes effets. Mais il ne faut point se figurer que ce soit là tâche aisée, car, à côté des bergers aveugles et sourds aux conseils de la sagesse, il y a aussi les communes propriétaires de vastes terrains en montagne, soit pâtures, soit bois, qui s'ingénient à contribuer au déboisement en favorisant la transhumance.

*
* *

Dans les Pyrénées, les Alpes et le Plateau central, les communautés pastorales, voire même les particuliers, propriétaires besogneux, louent leurs pâturages à des éleveurs de troupeaux de moutons. Durant l'hiver, ces animaux séjournent dans la Crau, la Camargue et les côteaux arides de la Provence, vivant chichement des maigres herbages de ces régions. Puis, la belle saison venue, dès que les rayons du soleil ont roussi ce qui restait d'herbe, toutes ces bêtes sont dirigées vers la montagne, qu'une redevance minime va leur donner le droit de dévaster.

Cette coutume de la transhumance est ancienne : au ^{xii}^e siècle, il existait au cœur même du monde rural, en Provence, une catégorie de gens d'une condition modeste en apparence, mais classe industrielle de paysans : c'étaient les « nourriguiers » ou nourriciers, sorte de bergers ou chefs de troupeaux remis à leur garde. Ils se chargeaient de les conduire, de les exploiter et de payer les frais de paissance, en partageant par moitié avec le propriétaire le croît et les autres produits. Les nombreux contrats retirés de la poussière des études de notaire attestent leur nombre.

Là était la richesse mais aussi le germe de la ruine future ; comment aurait-on prévu de si loin les conséquences de cette

exploitation ? Maintenant elles n'apparaissent que trop réelles avec la dénudation et la misère de nombreux versants montagneux où régnaient avant le passage des transhumants, la verdure et la prospérité. Il est aisé de s'expliquer comment la transformation a pu s'accomplir. L'intérêt dépendant de l'exploitation des troupeaux a diminué, peu à peu tout le reste, et après leur avoir réservé les pentes uniquement gazonneuses, on les a conduit par la suite dans les parties récemment dépouillées de leur bois ; ou à la lisière de ceux-ci ; ainsi s'est insensiblement amoindri le domaine forestier et accompli sa dégradation, soit totale, soit au moins partielle. Mais, comment, dira-t-on, de telles pratiques peuvent-elles de nos jours, être encore en usage ? Les règlements ne défendent-ils pas l'accès des pâturages : 1^o à un nombre de bêtes supérieur à leur possibilité ; 2^o aux bestiaux étrangers aux communes ?

Sans doute, mais on oublie que nul autre mieux que le pasteur, ne sait avec plus de sans-gêne, se livrer aux abus, aux dévastations aux illégalités. Pour parvenir plus sûrement à ses fins, ce singulier personnage se dédouble en notable de la commune, en électeur influent. Spéculateur respecté de tous pour ses quelques pièces d'or, il s'en va au printemps acheter dans le plat pays des bêtes chétives et maigres que, l'automne venue il revendra avantageusement après les avoir nourries sans bourse délier.

Conseiller municipal, parfois maire, il se dégrève des charges communales qui lui incombent en louant illégalement la montagne à des troupeaux transhumants. Il n'a cure de la nationalité des propriétaires : espagnols, catalans, français, peu lui importe ; l'argent rentre, les déficits sont comblés : c'est le point essentiel.

Quant à la destruction de la forêt, à la ruine consécutive

de la montagne, ce sont là, questions secondaires dont il a grand soin de se désintéresser.



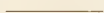
Outre ces éléments de ruine coalisés contre elles, les forêts ont encore à compter avec les forces de la nature qui leur livrent parfois de terribles assauts.

C'est ainsi que les ouragans, en s'abattant avec violence sur les contrées boisées, fauchent les arbres, et principalement ceux de dimensions élevées plus exposés que les autres, à raison même de cette circonstance.

En 1896, les forêts du Jura furent de la sorte dépeuplées d'un grand nombre d'unités ; à Vaux, dans l'espace d'une seule nuit, on ne compta pas moins de 11.000 arbres jonchant le sol.

Plus redoutable encore est l'incendie. La région des Maures et celle de l'Estérel, ainsi que les landes du Sud-Ouest de la France en sont chaque année plus particulièrement victimes. Desséchés par les ardeurs du soleil, les aiguilles des pins, les herbes ou les bruyères des sous-bois offrent à la flamme un aliment de premier ordre. Qu'à leur contact viennent alors l'allumette mal éteinte d'un fumeur ou une étincelle échappée du feu d'un pâtre imprudent et le fléau se déchaîne dévorant parfois des centaines d'hectares. Encore la ruine serait-elle beaucoup plus profonde, qu'elle ne l'est sans la merveilleuse fécondité du pin maritime et la faculté qu'à le chêne-liège de rejeter la souche jusqu'à un âge très avancé. (Ces deux espèces sont les plus importantes dans les Maures et l'Estérel, et c'est le pin maritime qui peuple presque exclusivement les Landes de Gascogne).

DEUXIÈME PARTIE



CHAPITRE PREMIER

BALANCE ENTRE L'INTÉRÊT DE LA CONSERVATION ET CELUI DE LA
DESTRUCTION DES FORÊTS. — COUPES ABUSIVES ET SPÉCU-
LATION. — LE DÉBOISEMENT ET LA DÉPOPULATION DES MON-
TAGNES. — LES CRUES DES RIVIÈRES ET DES FLEUVES. —
LES FORÊTS ET LA HOUILLE BLANCHE. — LA HOUILLE BLANCHE
ET L'INDUSTRIALISATION DES MONTAGNES.

Les coupes abusives sont une mauvaise spéculation

Nous avons envisagé, dans la première partie, tous les services que sont appelées à rendre les forêts, y compris les revenus en argent et en matière qu'elles peuvent procurer à leurs propriétaires. Cependant, nous n'avons pu nous défendre de constater qu'en dépit de ces avantages, ceux-ci étaient moins préoccupés de les conserver que de les réaliser. L'intérêt de la destruction primerait-il donc celui de la conservation ? Apparemment les vendeurs en sont convaincus ; en réalité, les aliénations qu'ils ont la faiblesse de consentir ne sont de leur part que des actes de dilapidation dont ils retiennent un maigre profit. En monnayant d'un seul coup leur capital ligneux, la plupart perdent en effet la moitié de la valeur des bois jeunes en croissance. Le chêne ou le sapin qui vaudrait 30 francs dans 25 ans, n'en vaut pas 15 aujourd'hui, et le spéculateur à blanc ne le paie guère que 5 à 6 francs !

Quant aux gros arbres, la perte n'est pas moindre ! Il n'est

pas rare que, dans les taillis sous futaie, l'arbre grossisse, en 25 ans, de 15 centimètres de diamètre. Le chêne de 60 centimètres de diamètre et 8 mètres de tronc, cubant 2 mètres cubes en bois d'œuvre, peut valoir à présent 80 fr. Dans 25 ans, ayant 75 centimètres de diamètre et cubant 3 mètres cubes, il vaudrait, aux prix actuels, 150 francs. Conserver l'arbre, ce serait faire un placement à 3 % ou à peu près, puisqu'à ce taux les valeurs doublent en 23 ou 24 ans et, pour peu que les prix augmentent, le placement serait meilleur encore. Vendre l'arbre pour l'abatage, c'est aliéner à perte un capital en formation.

Il en est de même pour le sapin.

Dans la plupart des sapinières, l'arbre de 60 centimètres de diamètre vaut à peu près le double de l'arbre de 50 centimètres. Donc en conservant des sapins de 50 centimètres, on fait un placement des plus rémunérateurs.

La hausse constante des bois d'œuvre depuis le milieu du XIX^{me} siècle en témoigne avec éloquence. Il y a 40 ans, le chêne de 80 centimètres valait 30 francs le mètre cube dans les forêts de la Savoie ; il en vaut 50 aujourd'hui et l'on peut dire qu'en général le prix a doublé. Si l'on considère d'autres essences : le hêtre, le frêne, le robinier-acacia, on constate également que leur cours est en voie de progression continue.

On pourrait multiplier les exemples : on arriverait toujours à cette conclusion qu'à raison de la consommation croissante et de la rareté plus grande du bois d'œuvre, l'intérêt de la conservation prime, au point de vue financier, celui de la destruction.

Le déboisement et la dépopulation des montagnes

Mauvaise spéculation pour les propriétaires particuliers, cette pratique des coupes irraisonnées n'est pas moins dornageable pour les habitants des montagnes ! En s'acharnant à détruire les arbres considérés comme tenant indûment la place de l'herbe que mangeraient leurs moutons, ils sont, en effet, les artisans de leur propre ruine.

Le danger n'apparaîtra peut-être pas immédiatement : pendant quelques années la forêt dévastée donnera au bétail une abondante nourriture ; mais bientôt, les arbres n'étant plus là pour favoriser le dépôt des rosées et, par suite l'essor de la végétation herbacée, celle-ci finira par disparaître, livrant sans défense un sol dénudé aux assauts de l'orage. Sans herbe ni bois, réduite désormais à son squelette, la montagne deviendra de plus en plus impropre à l'exploitation pastorale et à l'existence de ses populations. Il ne restera alors à celles-ci d'autre ressource que de fuir ces lieux inclements pour aller sous des cieux nouveaux recommencer une vie nouvelle. De là, l'exode des montagnards : les uns vers la grande ville où, le plus souvent, ils ne feront que changer de misère ; les autres, les plus nombreux, à l'étranger et sans esprit de retour.

Ce mal sévit dans nos chaînes alpines et pyrénéennes. Les statistiques établissent, en effet que depuis 1870, les Hautes-Alpes ont perdu 21 % de leur population et que, bon an mal an, nos départements méridionaux perdent 22 % de leurs habitants, sur lesquels le nombre des expatriés partis pour les pays neufs va toujours en croissant puisqu'il a passé de 8.000 en 1874 à plus de 15.000 en 1907.

Autant de bras de moins pour nos travaux et nos cultures ;

autant de places de plus laissées à la main-d'œuvre étrangère dont l'envahissement se trouve ainsi facilité, sans parler du déchet de nos contingents militaires pour la défense du pays !

Si cette « mort de la montagne » et la déperdition de tant de forces vitales sont les conséquences de la destruction des forêts, par contre leur conservation dispense d'inappréciables bienfaits !

Parcourez une de nos régions riches en forêts, telles que la Lorraine, les Vosges, le Jura : vous y admirerez de luxuriants pâturages et des vaches grasses qui produisent un lait abondant, du beurre exquis et des fromages réputés faisant la fortune du pays. Là, c'est la vie calme et paisible ; tout le monde est heureux et chacun possède de quoi se satisfaire sans souci du lendemain. Interrogez les habitants et demandez-leur si le paupérisme sévit dans leur commune. Ils vous répondront, tous sans exception : « Comment voulez-vous qu'avec nos forêts il y ait des pauvres ? Il y a ici du travail pour tous et plus qu'il n'en faut ; nos arbres nous donnent tous les bienfaits qu'ils réservent à ceux qui les savent aimer ! » Vous constaterez enfin que personne ne cherche à s'expatrier ou même à quitter le pays ; bien au contraire, la population y suit une marche ascendante.

Intérêt de la conservation au point de vue de la régularisation du régime des eaux.

Mais conserver la forêt, favoriser son essor, ce n'est pas seulement faire renaître à la vie la montagne, c'est encore par l'empêchement de multiples désastres, conserver dans le présent les richesses acquises et en préparer de nouvelles pour l'avenir.

Chaque année, des existences humaines sont détruites, des habitations et des usines emportées, des champs ravagés ; les pertes se chiffrent par millions. C'est là le tribut normal payé aux forces naturelles qu'on laisse agir sans s'attacher suffisamment à les combattre. A côté de ces désastres, d'autres se produisent à intervalles plus ou moins rapprochés qui revêtent le caractère de véritables cataclysmes : Ce sont les grandes inondations de la Loire, du Rhône, de la Garonne et, plus près de nous, celle de la Seine qui, connue jusqu'ici pour son égalité d'humeur, vient soudain de se révéler irritable et malfaisante.

A chaque invasion du fléau destructeur, l'opinion publique s'émeut, fait entendre ses plaintes, ses récriminations, ses demandes de secours. Entre les Chambres et les ministres du moment, ce sont quelques escarmouches oratoires ; elles aboutissent au vote de maigres crédits, peut-être à la nomination d'une commission d'enquête ! en fin de compte, l'oubli se fait, laissant pour le lendemain subsister la même incurie, la même insouciance.

A plus forte raison le pays reste-t-il indifférent aux calamités qui frappent des régions isolées, de pauvres et lointaines contrées. Cependant ces ruines partielles se reproduisant tantôt sur un point, tantôt sur un autre, portent un grave dommage à la prospérité générale. Pour le démontrer éloquemment, il suffit de citer quelques chiffres. Le département de la Lozère est un des plus pauvres de France ; les 22 et 23 septembre 1890, les crues du Tarn, du Lot, du Gardon ont causé sur son territoire plus de cinq millions de dégâts. Onze ans plus tard, en 1901, une crue violente du Tarnon causait la mort de plusieurs personnes et occasionnait 300.000 francs de dégâts aux voies de communication de la vallée. En octobre 1907,

dans le même département tous les cours d'eau ont débordé ; les pertes ont été évaluées à 3.976.000 francs. On constate des désastres analogues dans les Pyrénées, la Haute-Garonne, la Savoie et les Alpes, l'Hérault, le Gard, l'Ardèche.

Ces morts si douloureuses, ces pertes matérielles qui plongent dans la misère des familles entières ont une cause unique : la dénudation des sommets et des versants, la ruine de la forêt.

C'est là tout le mystère.

On préconise, pour mettre Paris à l'abri de catastrophes telles que celle de janvier 1910, la construction d'un canal de dérivation. Il en coûtera 90 millions et le remède sera précaire. Si l'on continue à déboiser, le canal sera vite trop étroit. Et tous les canaux que l'on pourra imaginer n'empêcheront pas un fleuve de déborder, lorsque les monts de son bassin seront dénudés et que rien n'y retiendra plus l'eau des pluies ou celle des neiges ! On n'arrête pas les eaux en marche ; ce qu'il faut, c'est les contenir à leur point de départ, c'est entraver leur élan initial ! Or, seule la forêt est capable de soutenir un tel combat et d'en sortir victorieuse grâce à la coalition de ses arbres contre les éléments déchaînés. Les faits en fournissent la preuve. On a constaté ça et là, notamment pour le Lot, en comparant les crues de 1874, 1875, 1888 et 1900, que leur violence a régulièrement diminué à mesure qu'on reboisait les Causses et les escarpements du bassin de cette rivière. Maintenant les versants, en bien des points, se cachent sous un manteau de verdure ; sur les graviers se sont développées des prairies et le souvenir des inondations d'autrefois semble s'être évanoui !

Mais la déforestation a d'autres conséquences encore qui, pour n'être pas aussi dommageables que les crues des cours

d'eau, portent cependant une grave atteinte au développement économique de certaines régions : ce sont l'obstruction du lit des rivières et l'envasement des ports. Lorsque les arbres ne sont plus là pour enserrer dans la griffe de leurs racines les terres et les rochers, ceux-ci, sous les assauts répétés des éléments, se désagrègent, puis, roulés par les eaux, vont s'entasser dans le lit des rivières et des fleuves, ou encore envahir leurs estuaires. Chaque année, la Loire, le Rhône, la Garonne, l'Hérault charrient de la sorte des millions de mètres cubes de sables, vases ou limons. La Loire, autrefois navigable sur une grande partie de son cours, s'ensable de plus en plus. Quant à la décadence du port de Bordeaux, au déclin de la batellerie, ils sont dus à l'envasement de la Gironde. Pendant toute l'année, il n'y a de franchement navigable que le fameux estuaire, d'ailleurs de plus en plus encombré d'îles allongées, tendant à se réunir bout à bout, comme pour faire deux couloirs au lieu d'un. Soit à Bordeaux, soit à Nantes et à Saint-Nazaire, des sommes importantes sont consacrées chaque année aux travaux de désensablement. Mais il faudrait aussi reboiser les pentes des Cévennes et des Pyrénées dont la dégradation est la cause première de tous ces maux !

Enfin la déforestation entraîne la mort des sources. Avec l'arbre succombent en effet les mille organes aériens et souterrains qui leur donnaient la vie et assuraient leur constance en même temps que celle des rivières et des fleuves. L'intérêt de posséder une eau de bonne qualité, en quantité suffisante, pour satisfaire à tous les usages agricoles et industriels, milite donc aussi en faveur de la conservation des forêts.

La plantation sur les versants montagneux à forte déclivité, d'essences appropriées à la nature du sol, donnerait assuré-

ment un meilleur approvisionnement en eau aux régions voisines et favoriserait le développement de prairies naturelles ou artificielles rémunératrices. Le bien-être et la prospérité générale de ces régions se trouveraient ainsi augmentés dans des proportions très sérieuses.

La forêt et la houille blanche

Mais le problème de la régularisation des cours d'eau et de la constitution d'importantes réserves ne doit pas être envisagé qu'à ce point de vue. Le progrès de l'industrie dépend en grande partie de la puissance des forces motrices. Les deux principales sont le charbon et l'eau. Pour le charbon, nous sommes en infériorité notable sur la plupart des grandes nations, et nous devons être tributaires d'elles pour compenser l'insuffisance de production de nos houillères. Mais, par contre, le nombre de nos cours d'eau nous donne sur plusieurs nations étrangères une supériorité marquée : l'abondance de forces hydrauliques que, grâce à la découverte du transport de l'énergie à distance par l'électricité, nous pouvons utiliser loin des lieux où elles prennent naissance.

D'après les observations de M. De la Brosse, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, on peut fixer à environ dix millions de chevaux la richesse hydraulique efficace de notre territoire. « Ainsi, la puissance de nos cours d'eau ne serait pas moindre que celle de tout notre outillage à vapeur. En réalité, elle peut satisfaire un ensemble de besoins supérieurs, parce que l'utilisation est beaucoup plus complète qu'autrefois. Si, d'autre part, on considère que beaucoup d'appareils à vapeur ont une marche discontinue, on trouve que

l'avantage reste aux moteurs hydrauliques capables d'assurer un service de 24 heures par jour » (1).

Tenant compte de ces données et du prix de 1 franc comme coût du cheval-vapeur dans les régions montagneuses, M. le sénateur Audiffred, dans un rapport au Sénat, formule les conclusions suivantes : « Le produit annuel des forces hydrauliques de la France représente une valeur d'au moins quatre milliards ; or, ce chiffre était celui de la totalité de la production de notre pays en 1789 ! ».

Si l'on songe que la forêt constitue un organe perpétuel de véritable gisement de houille blanche, n'est-il pas évident qu'agrandir son domaine serait du même coup accroître dans de sensibles proportions les forces hydrauliques et développer la puissance industrielle de la nation ?

De leur côté, les conditions de la vie rurale et de l'agriculture ne seraient pas moins favorisées que l'industrie ! On peut déjà constater une amélioration en bien des régions par la multiplication dans les villages et les fermes d'engins agricoles commandés par moteurs électriques, par l'éclairage des bâtiments agricoles, etc. Les cultures elles-mêmes gagneraient en intensité par l'emploi plus fréquent de nitrates et des divers engrais actuellement fabriqués dans les usines hydrauliques, l'augmentation du nombre de ces dernières devant avoir pour conséquence de réduire sensiblement le prix de revient.

(1) Rapport AUDIFFRED, p. 17 et 18.

La houille blanche et l'industrialisation des montagnes

L'accroissement des forces hydrauliques permettrait encore la survivance et le développement de l'atelier de famille, grâce à la possibilité pour l'ouvrier d'augmenter à bon compte sa puissance de production et de transformer les membres de sa famille en collaborateurs. On connaît les admirables résultats déjà obtenus sous ce rapport dans la région de Saint-Etienne et de Lyon pour le tissage des rubans et des étoffes de soie (1). Des œuvres philanthropiques se sont même créés qui facilitent l'achat de métiers et moteurs aux ouvriers pour reconstituer le régime ancien détruit par la vapeur quand elle amena la concentration dans les grandes usines. Sans espérer pouvoir aujourd'hui supprimer les grands ateliers on peut tout au moins diminuer la tendance de l'industrie à la concentration, pour tous les métiers compatibles avec le travail à domicile.

Enfin, l'électricité permettra de lutter dans une certaine mesure contre le mouvement d'émigration des populations montagnardes. Lorsque la force motrice aura, en effet, reçu un aménagement convenable, celles-ci n'auront plus à descendre dans la plaine chercher des ressources qui leur faisaient défaut, à proximité les usines nouvelles pourront les leur fournir.

De leur côté, les possesseurs de bois ou de prairies de peu d'importance (et leur nombre est grand !) auront la faculté d'employer les longs mois d'hiver, qui jadis les condamnaient

(1) MONCORGÉ. *Fonction économique et réglementation légale des inventions*
p. 106 et suivantes.

à un chômage forcé, à augmenter leur maigre revenu par une rémunération d'ouvrier industriel. Il y a mieux encore. Sans craindre d'être optimiste, il est permis d'escompter que cette industrialisation des régions montagneuses parviendra, en définitive, à faire revivre le culte de la forêt ! A voir tous les avantages octroyés par la houille blanche, les montagnards comprendront l'importance qu'il y a à ménager les gisements qui la dispensent et peu à peu, ils oublieront les maigres avantages de ce pâturage en montagne qui ne leur apparaît aujourd'hui si précieux et si intangible qu'en raison de l'impossibilité de trouver dans le pays d'autres sources de bénéfices ! Forêts et industries, l'avenir des montagnes est là !

CHAPITRE II

LA REFORESTATION SOURCE NOUVELLE DE RICHESSES POUR LE PAYS.

— SOLUTION DIVERSES PROPOSÉES. — L'INDIVIDU. — LA FAMILLE. — L'HÉRITAGE. — CRITIQUES ADRESSÉES AUX PROPRIÉTAIRES PARTICULIERS. — L'INCONSTANCE DES PATRIMOINES. — LE DÉFAUT DE CONTINUITÉ DE LA GESTION DES FORÊTS PAR LES INDIVIDUS. — LA NATIONALISATION DU SOL FORESTIER ET SES EXAGÉRATIONS. — LES MOYENS PROPOSÉS POUR NATIONALISER LES FORÊTS. — L'EXPROPRIATION FORCÉE. — L'ACQUISITION AMIABLE. — IMPOSSIBILITÉS BUDGÉTAIRES. — L'ÉCOLE INTERVENTIONNISTE. — LES FORÊTS DE PROTECTION. — AUTRES SOLUTIONS AYANT POUR BUT DE SAUVEGARDER ET D'AMÉLIORER LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE.

Si la conservation de notre patrimoine forestier intéresse en définitive la sécurité de la plaine et celle des monts ; si, d'autre part, on est en droit d'attendre de la mise en valeur par la forêt des six millions d'hectares que comporte encore le sol métropolitain, la constitution de richesses nouvelles, il n'est point douteux que l'intérêt économique du pays commande de réaliser ce double but. Mais si tous les esprits soucieux de l'avenir sont d'accord sur ce point, des divergences se manifestent lorsqu'il faut chercher une solution au problème et nous n'en voulons pour preuve que les nombreux projets et systèmes proposés durant ces dernières années. Nous n'avons certes pas la prétention de les vouloir tous analyser. Nous nous contenterons seulement d'examiner ceux des principales écoles, afin de nous permettre de dégager

ensuite quel serait, à notre avis, la meilleure solution à adopter.

*
* *

Ainsi que nous l'avons indiqué, les forêts particulières ont une grande importance en France : à elles seules, elles représentent les deux tiers de la surface boisée de notre pays. Or la thèse que l'on voit développer plus ou moins explicitement dans un certain nombre d'ouvrages relativement récents, est la suivante : entre les mains des individus, les forêts s'appauvrissent et se ruinent, soit que par besoin d'argent ceux-ci sacrifient volontairement l'avenir au présent pour augmenter leurs revenus actuels, soit que par une appréciation erronée des choses, ils dépassent les possibilités de leur récolte.

Sans doute, on trouve encore en France, où le goût de l'épargne est une vertu nationale, des propriétaires parcimonieux de leur patrimoine forestier et qui, songeant à l'avenir des leurs, se gardent des coupes abusives. Mais l'expérience montre que ces quelques forêts, si amoureusement soignées durant toute une vie d'homme, n'échappent pas, en définitive, soit au morcellement, soit aux coups de la cognée. Fatalement l'œuvre du père de famille est appelée à succomber avec lui. Vient-il à mourir ? Ou bien ses enfants, usant de la faculté conférée par la loi, se partageront par égales portions l'actif successoral et, de la sorte, la forêt, démembrée en parcelles, sera soumise au bon vouloir de ses divers propriétaires ; ou bien — et c'est le cas le plus usuel — pour acquitter les charges héréditaires ou leurs dettes personnelles, ils recourront à la licitation qui permettra à quelque marchand de bois de s'adjuger un bien objet de ses convoitises.

Après avoir fait de la sorte le procès de la propriété forestière privée en démontrant son instabilité entre les mains des individus ou de leur famille, les adversaires de cette propriété préconisent le remède qu'on doit appliquer pour mettre un terme à la déforestation du sol français. Le défaut d'esprit de suite, la gestion incohérente des particuliers, dus aux fluctuations de la vie humaine, telles sont les causes du mal. Pour y obvier, il suffit de faire passer la propriété forestière aux mains d'un être impérissable qui n'aura à compter ni avec le temps, ni avec les dépenses, que n'atteindra aucune des misères de l'existence des mortels : revers de fortune, besoins d'argent, décès, partage. Or, nul autre que l'Etat ne semble mieux qualifié pour réaliser ces conditions multiples.

Non seulement, en effet, son existence est indéfinie, mais encore il a à son service une administration compétente, connaissant la science sylvicole et qui sera pour lui un auxiliaire de premier ordre. Du reste, dit le proverbe, c'est à l'œuvre que l'on connaît l'artisan ; or, comparez les bois domaniaux à ceux des particuliers ; tandis qu'ici vous verrez régner l'ordre et la bonne tenue, vous constaterez là le pillage et le délabrement. Il est donc incontestable que l'Etat semble plus apte que les particuliers à administrer les forêts ; aussi doit-on, par tous les moyens possibles, chercher à les adjoindre à son domaine.

Ces critiques sont-elles fondées et devons-nous les accueillir sans formuler de réserves ? A la vérité, les partisans de l'Ecole-Etatiste analysent avec assez d'exactitude les vices de notre système successoral et les conséquences fâcheuses qu'entraîne son application. Aussi ne pouvons-nous, en attendant de proposer un tempérament à l'exagération de ses tendances

destructives, que nous incliner devant ce premier grief. Ce serait, d'autre part, nier l'évidence en ne reconnaissant pas que, chaque année, nombre de futaies disparaissent, dans les forêts particulières, sous les coups de la cognée.

Mais, à part ces concessions, nous ne saurions en faire d'autres, et nous nous refusons notamment à admettre qu'entre les mains des particuliers l'existence des forêts soit une anomalie, que dans tous les domaines privés, l'œuvre du reboisement soit en baisse constante : juger ainsi, ne serait-ce point condamner sans appel l'initiative privée et méconnaître les efforts très louables tentés par elle depuis quelques années en vue d'amener la reforestation ?

Dans un but de spéculation bien légitime, beaucoup de propriétaires reboisent, en résineux surtout, les terres les plus maigres de leurs domaines, et ces opérations sont beaucoup plus étendues qu'on ne le croit généralement.

Les résultats¹ de l'enquête ouverte depuis cinq ans, par l'Administration des Eaux et Forêts, pour établir la statistique générale de la propriété privée, ne sont pas encore connus ; mais si nous manquons de statistique générale, nous pouvons, par des renseignements partiels, justifier notre affirmation. Dans le Rhône, un des départements où l'Etat ne possède pas un hectare de forêts et où celles-ci, pour la presque totalité (99 %), sont entre les mains des particuliers, le reboisement a donné des résultats si décisifs que l'opinion publique lui est acquise.

Depuis 1860 jusqu'à la fin de 1907, on a reboisé 5.485 hectares, soit une moyenne de 120 hectares par an.

Sur ce chiffre, les communes n'interviennent que pour 300 hectares ; le reste est l'œuvre des particuliers (1).

(1) Rapport de l'Inspecteur GAUDET au Conseil gén^l du Rhône, 1909, p. 43.

Dans l'Isère, de 1891 à 1901, les particuliers ont reboisé environ 500 hectares. Pour 1906, la surface livrée par eux à la culture forestière est de 70 hectares, dépassant de 20 hectares la moyenne décennale de 1891 à 1901 (50 h.). Beaucoup d'autres départements sont entrés dans la même voie ; en particulier la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, le Doubs, le Jura et la Haute-Saône se signalent à l'attention par les résultats dus à l'initiative privée.

Ces quelques exemples sont bien, il nous semble, de nature à atténuer le discrédit jeté avec trop de complaisance sur la capacité des propriétaires particuliers, par les partisans de l'Ecole Etatiste. D'ailleurs, ceux-ci, avant de flétrir la gestion de l'individu, se sont-ils au préalable rendu exactement compte des motifs qui le poussait à réaliser ses bois ? Il ne nous le semble pas, car, en vérité, s'ils étaient allés au fond des choses, ils auraient été forcés de convenir que leur façon d'agir n'était point sans excuse. Il suffit, en effet, d'examiner les charges qui grèvent la propriété forestière privée pour s'expliquer comment, en présence de leur nombre, peuvent se décourager les meilleures volontés. De toutes les propriétés immobilières, la forêt est la plus obérée d'impôts ; sur elle s'abattent à la fois les droits de mutation, les impôts fonciers, les centimes additionnels, les taxes vicinales, répartis avec si peu d'équité, qu'en définitive, la presque totalité, si ce n'est l'intégralité même du revenu est absorbée. Et encore n'ajoutons-nous à ces causes ni la crainte de l'impôt sur le revenu, qui pousse certaines personnes à monnayer leurs capitaux ligneux afin de lui permettre de revêtir une forme moins compromettante, ni l'accroissement des droits de succession dont l'acquit oblige les héritiers à recourir à des coupes anticipées. Dès lors, comment être surpris du peu de

soin qu'apportent les propriétaires à la conservation de leurs bois et de l'empressement avec lequel s'effectuent les réalisations? Logiquement il n'en pourra guère être autrement tant que l'Etat persistera à maintenir ses exigences actuelles.

*
* *

La réalisation pratique du système étatiste aplanirait-elle toutes les difficultés? Ses partisans l'escomptent fermement et proposent pour atteindre leur but les deux moyens suivants :

- 1° L'expropriation ou acquisition forcée ;
- 2° L'acquisition amiable.

1° L'expropriation n'est pas un moyen nouveau : la loi de 1882 sur la restauration des montagnes l'a préconisée pour tous les terrains à utiliser en vue de l'extinction des torrents, lorsque ceux-ci présentent un danger né et actuel. Mais, théoriquement réalisable, cette mesure, lorsqu'il faut passer à la pratique, se heurte à un grave obstacle : le manque de fonds. Les disponibilités du budget sont précaires ; nous n'en voulons pour preuve que le soin minutieux avec lequel on cherche, par des tarifications nouvelles, à l'accroître de ressources supplémentaires. Aussi, pour éviter des déboires nouveaux, certains auteurs ont-ils proposé de payer les expropriés en leur concédant des coupes à effectuer dans les bois domaniaux pendant un certain laps de temps ou même de pratiquer la nationalisation par voie d'échange : l'Etat cèderait diverses forêts en plaine, sur les points où leur présence n'est pas indispensable. Mais, en admettant même, ce qui est contestable, que les forêts ne soient pas partout indispensables, le nombre de celles qui pourraient être abandonnées sans

danger par l'Etat serait certainement très insuffisant. Quant à l'expropriation sans indemnité, on ne peut la concevoir sans une violation formelle de la loi ;

2° Le rachat successif des forêts par voie amiable, chaque fois que l'occasion se présenterait, est le second moyen. M. Jaurès le préconisait en ces termes à la tribune, le 10 juillet 1909 (1) :

« Je constate qu'en Allemagne, en Angleterre, en Autriche-Hongrie, il y a maintenant une politique constante : le rachat par l'Etat des grandes forêts. Il n'y a pas d'autres moyens de les sauver. Tant que vous laisserez les grandes forêts à l'arbitraire des particuliers, vous aurez beau édicter au dehors des règlements de police, vous n'aboutirez à rien, qu'à vexer et à irriter sans effets utiles. »

En apparence, le rachat amiable est plus aisément proportionnable aux ressources budgétaires ; mais, en réalité, la difficulté est la même, car ces ressources étant minimes, les achats le seront aussi. En fin de compte, l'écueil auquel se heurte la réalisation pratique du système étatiste est la question d'argent.

Faut-il le déplorer ? Il ne nous le semble pas. Nous estimons, au contraire, qu'il y a plutôt lieu de s'en réjouir et même de souhaiter que de longtemps encore cela ne puisse être. En effet, la restauration des domaines forestiers par nationalisation présente de graves inconvénients. Outre qu'elle engloutit dans les périmètres des millions pour acquérir des terrains pauvres, de situation difficile, d'un profit douteux, elle rompt « le lien ancestral qui attache l'homme à la terre et favorise l'exode rural ». Enfin, en admettant même que, sans abus,

(1) *Journal Officiel*, 11 juillet 1909.

sans violation aucune de la légalité, ce qui paraît difficile à concevoir, l'Etat accomplisse son œuvre de nationalisation, pourra-t-il conserver entière cette propriété acquise au prix de tant de sacrifices ? Chacun ne voudra-t-il pas avoir sa part de jouissance directe en se faisant concéder des droits d'usage ? Et de là à un acheminement vers le socialisme agraire, il n'y a qu'un pas. Evidemment celui-ci n'aboutirait pas nécessairement à un partage de la propriété ; mais il ne manquerait pas de se traduire « par un retour à la jouissance individuelle qui a caractérisé les longs siècles du début de la période féodale » (1).

Or que ce soit sur les versants pauvres des montagnes ou sur les terres fertiles des plaines, une jouissance collective a toujours déterminé l'aridité et la dégénérescence du sol ; partout au contraire où la propriété individuelle a pu être substituée à la jouissance commune et à la propriété indivise les déserts se sont peu à peu recouverts d'une couche végétale. « Donnez au paysan un rocher et il en fera une terre labouable », disait Arthur Young. Chez les peuples en progrès, la tendance à la propriété individuelle est constante. Rien ne fixe l'homme à la terre comme l'instinct de la propriété individuelle, qui développe au fond de son être la « notion de responsabilité directe vis-à-vis du sol ». Sans doute nous voulons bien reconnaître que l'Etat en possession du sol forestier aurait des agents qui lutteraient contre l'extension des droits d'usage, contre les abus ; mais combien de temps seraient-ils soutenus ayant contre eux d'âpres convoitises appuyées sur l'intérêt électoral ?

Ch. GUYOT. *La Nationalisation du sol forestier*. p. 5.

L'école interventionniste. — Les forêts de protection

Si l'on repousse la nationalisation du sol forestier pour les motifs qui viennent d'être exposés, l'Etat ne pourrait-il tout au moins imposer aux particuliers un régime destiné à protéger la forêt, lorsque ses propriétaires tendraient à en faire un usage contraire à l'intérêt d'autrui ?

Sans vouloir méconnaître le droit de propriété individuelle, il faut bien convenir que son exercice n'est point absolu ; il est tempéré par l'obligation naturelle et légale de ne causer à autrui aucun dommage. L'art. 544 du Code civil donne du droit de propriété la définition suivante : « La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la façon la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements », c'est-à-dire que le particulier ne peut se prétendre propriétaire qu'aux conditions fixées par la société qui lui a conféré son droit. Quant à ceux qui invoquent l'art. 17 de la Déclaration des droits de l'homme, pour proclamer la propriété un droit inviolable et sacré, ils oublient qu'il est toujours dangereux de présenter isolée ou absolue la notion du droit sans l'associer à celle du devoir. Le droit de propriété a, nous semble-t-il, pour corollaire le devoir de propriété qui est non moins inviolable et non moins sacré. « Perdre de vue ce principe c'est risquer, dit M. Bruhnes, de transformer la société en un vaste champ clos où se heurtent des absolutismes contradictoires ».

Aussi les partisans de l'école interventionniste désirent-ils qu'on limite ce qui dans le droit de propriété constitue le

« *jus abutendi* » et par droit d'abus ils entendent le droit « d'obstruction » et le droit de « destruction » (1).

Le droit d'obstruction, c'est-à-dire le droit d'user arbitrairement de la propriété pour faire obstacle sans nul profit pour soi à une entreprise utile à autrui ; le droit de destruction, c'est-à-dire le droit de détruire pour le plaisir une chose dont la bonne conservation entre les mains de son possesseur servirait les intérêts de la société toute entière.

Les inconvénients du droit d'obstruction se sont révélés à propos de la création des usines hydrauliques en la personne des « barreaux de chûte ». Ceux-ci qui le plus souvent agissaient dans un but de spéculation entendaient, en leur qualité de propriétaire riverain d'un cours d'eau en disposer librement, sans s'inquiéter si du même coup ils ne privaient de la force motrice les usines établies en aval de leur fonds. De nombreux arrêts (2) ont décidé que cet usage des eaux constituait un abus : l'exercice du droit d'un seul riverain ne pouvant porter atteinte à celui des autres. Certaines décisions ont même condamné l'auteur du dommage résultant de l'intermittence du débit à une réparation pécuniaire (3) au profit de l'usinier qui en a souffert.

La question forestière souligne de son côté tous les dangers du droit de destruction que les défricheurs considèrent comme la caractéristique de leur vrai droit de propriété. On ne saurait en effet leur reconnaître la liberté de causer le malheur d'autrui ? Un particulier n'a point le droit d'incendier son

(1) DUCROT, p. 266.

(2) Cassation 23 août 1882, D. 1885, 1-336.

(3) Cassation 19 mars 1890, D. 1890, 1-220. — Cassation 6 juillet 1897, D. 1898, 1-509. — Cassation 10 juin 1902, D. 1903, 1-11. — 27 décembre 1903, D. 1906, 1-66.

immeuble à cause des dangers auxquels il exposerait ses proches voisins. Pourquoi serait-il permis au propriétaire forestier en livrant ses bois à la cognée destructive, de déchaîner les avalanches, les éboulements, de livrer le sol aux torrents dévastateurs.

L'État gardien vigilant de la collectivité a le devoir d'intervenir, non point certes, pour supprimer le droit de propriété mais pour en restreindre la jouissance excessive. « Il faut empêcher l'acte qui supprime la richesse, non ceux qui l'exploitent, qui règlent son rendement, utilisent son revenu ». (1)

La nécessité de l'intervention de l'Etat étant admise, comment va-t-il l'exercer ?

Une distinction, à notre avis, s'impose ici. Il ne faut point, en effet, perdre de vue que parmi nos forêts, toutes n'offrent pas le même intérêt de conservation : alors que certaines d'entre elles sont indispensables à la nation, il en est d'autres dont l'existence est d'une moindre nécessité.

Quoi de plus rationnel dès lors, de soumettre les unes à un régime spécial de surveillance destiné à empêcher leur destruction, tandis qu'on laisserait les autres bénéficier d'un régime d'entière liberté ? Reste à donner maintenant une idée précise de la « forêt d'utilité publique ». Plusieurs définitions en ont été données.

M. Reynard trouve les éléments d'une définition, sinon complète, tout au moins limitant les conditions extrêmes que le législateur n'a pas encore cru pouvoir dépasser, dans l'article 220 de notre Code forestier. « Cet article, dit-il, prévoit tous les cas d'opposition au défrichement des bois des particuliers et toutes les forêts qu'il vise sont devenues en fait

(1) Pierre BAUDIN, *Le Journal*, 8 février 1908.

de véritables forêts d'utilité publique. Si l'on donne au terme de *salubrité publique* qui fait l'objet du paragraphe 6 toute l'extension logique qu'il comporte, c'est-à-dire l'hygiène publique tout entière, par suite le climat, on voit qu'une définition de la forêt d'utilité publique, emprunté à ce texte de loi réaliserait à peu près une véritable définition scientifique et rationnelle » (1).

Comme les termes de cette définition sont empruntés à la loi même, M. Reynard croit qu'elle serait beaucoup plus facilement acceptée par la Chambre qu'une définition nouvelle qu'il faudrait discuter mot à mot.

Du reste, le Code forestier algérien nous a devancé sur ce point. Pour déterminer les forêts d'utilité publique qui pourront être l'objet d'une expropriation par l'Etat, il renvoie simplement à l'énumération de l'article 220 (2).

Nous retrouvons la proposition de M. Reynard dans le projet du Touring-Club déposé à la Chambre par MM. Fernand David et Pierre Baudin le 2 décembre 1907 (3).

Au point de vue pratique les conséquences de cette définition seraient d'englober dans les forêts de protection les deux tiers des forêts possédées par les particuliers. M. Reynard estime, en effet, à deux millions d'hectares environ celles que l'on peut sans inconvénient abandonner à la pleine jouissance de leurs propriétaires. Toutes les autres, près de 4.500.000 hectares, sont considérées comme d'utilité publique et soumises au régime approprié (4).

(1) REYNARD, *Les forêts d'utilité publique*, Besançon 1906, p. 6.

(2) Code forestier Algérien, art. 76.

(3) Projet de loi, F. David et P. Baudin, Doc. an. à la séance de la Chambre du 2 décembre 1907, n° 1351.

(4) REYNARD, *op. cit.*, 2^e brochure, p. 8.

A cette classification M. Guyot fait deux objections.

C'est d'abord que sa formule est beaucoup trop large : les cas dans lesquels le classement pourrait être prononcé seraient infiniment trop nombreux et permettraient de comprendre dans les forêts de protection des bois qui, tout en étant utiles à la société, n'ont pas besoin cependant d'être soumis à un régime spécial.

« Si l'on comprend, dit M. Guyot, que le législateur ait cru devoir autoriser assez facilement l'intervention administrative pour une mesure qui, malgré sa gravité, n'entrave en rien la jouissance et la liberté de gestion du propriétaire, il ne saurait plus en être de même pour l'application d'un régime beaucoup plus restrictif en vertu duquel les agents administratifs pourront s'immiscer fréquemment dans les moindres détails de la gestion forestière » (1).

Le second reproche fait à la définition de M. Reynard, c'est d'englober dans un même texte les forêts existantes et les terrains à reboiser (2).

La question du reboisement ne peut être traitée d'une façon aussi simple et demande une étude plus approfondie. Du reste elle fait déjà l'objet de la loi de 1882.

Aussi M. Guyot propose de ne classer tout d'abord que des terrains boisés et de ne comprendre dans les forêts de protection que celles dont le maintien est jugé absolument indispensable pour la sécurité du sol national, c'est-à-dire celles

(1) M. GUYOT, *Les forêts de protection*, Besançon 1905, p. 17.

(2) Le projet de M. Reynard débute ainsi : « Article premier. Pourront être déclarés d'utilité publique les bois, forêts et terrains dont la conservation à l'état boisé, où le reboisement et la restauration seront reconnus nécessaires »... Suit l'énumération de l'article 220. REYNARD, *op. cit.*, p. 1.

qui sont visées par les n^{os} 1, 2 et 4 de l'article 220 (1).

Cette classification correspondant à peu près à celle qui est établie par la loi fédérale suisse du 11 octobre 1902 (2), et par la loi italienne du 20 juin 1877, article premier, elle serait largement suffisante (3).

Procédés de classement. — Comment opérer maintenant la délimitation de la zone des forêts de protection ?

La Société de Franche-Comté et de Belfort qui a procédé à une étude approfondie de ces questions propose de fixer par une loi spéciale précédée d'une enquête le périmètre de chaque zone. L'enquête serait complétée par la délibération des divers Conseils municipaux, d'arrondissement et départementaux et par l'avis d'une commission présidée par le préfet. La loi italienne de 1877 a mis en vigueur un procédé plus simple. Dans chaque province ont été créés des Comités forestiers qui remplacent nos divers Conseils. Dans les six mois de la publication de la loi, les inspecteurs forestiers dressent par commune un tableau des terrains compris dans la zone de protection et le soumettent à l'approbation des Comités. Ceux-ci statuent et la liste des forêts de protection est affichée au fur et à mesure des décisions, dans chaque

(1) Ce serait donc, d'après l'article 220, les forêts nécessaires : 1^o au maintien des terres sur les montagnes ; 2^o à la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves, rivières et torrents ; 3^o à la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et l'envahissement des sables.

(2) Sont forêts protectrices, d'après cette loi, celles qui se trouvent « dans le bassin de réception des torrents et celles qui, par leur situation assurent protection contre les influences climatologiques nuisibles, les avalanches, les chutes de pierres et de glace, les éboulements, les affouillements, ou contre les écarts considérables du régime des eaux ; » art 3 et 4.

(3) DUCROT, *op. cit.*, p. 296, 297, 298.

commune de la province. Tout intéressé à un délai de deux ans pour se pourvoir, devant le Comité d'abord, et en appel devant le Conseil d'Etat.

Régime. — Ainsi délimitée, la forêt de protection va être dotée d'un régime particulier. Quel sera-t-il ? Les mesures restrictives qui les concernent dans les divers pays où elles existent sont très variables. Résumons-les brièvement (1) : Interdiction absolue de défricher en Prusse (loi du 6 juillet 1875); obligation pour les propriétaires de ces forêts de produire un aménagement, en Hongrie (loi XXXVI de 1879, art. 3); en Russie, réglementation et surveillance des exploitations (arrêt du 4 avril 1888, art. 6), interdiction plus ou moins absolue de pratiquer des coupes et des fortes éclaircies en Nassau (loi du 4 juin 1887); en Hesse (ordonnance du 26 janvier 1838); dans le Grand Duché de Bade (loi du 25 février 1879); en Bavière (loi du 17 juin 1896, art. 16); en Wurtemberg (loi du 8 septembre 1879, art. 9).

Enfin une des dernières législations en date : la loi fédérale suisse en vigueur depuis le 27 janvier 1903 interdit toute coupe rase dans les forêts protectrices (art. 18). La sanction de cette prohibition est une forte amende qui peut s'élever de 100 à 500 francs par hectare, réserve faite de la question du reboisement (art. 46 et 47).

Dans son projet de loi, M. Ch. Guyot demande que les forêts de protection, s'il en est créé en France, soient surveillées « par les agents et préposés de l'Etat », « que l'Administration des Eaux et Forêts leur impose un aménagement, détermine la nature et la quotité des coupes ainsi que les

(1) M. MADELIN a consacré son intéressant ouvrage *Les restrictions légales au droit de propriété forestière*, à l'étude de cette législation comparée.

autres mesures tendant à la conservation de l'immeuble », enfin que toutes les contraventions commises par le propriétaire aux règles de jouissance qui lui sont imposées soient considérées comme des délits forestiers commis dans la forêt d'autrui et punis en conséquence. Il serait au moins nécessaire d'obliger le propriétaire de toute forêt classée de protection à produire un aménagement qui devrait être approuvé par l'administration, et de donner aux « agents de l'Etat le moyen de contrôler et au besoin d'exiger l'application de cet aménagement dans ses grandes lignes. Mais la plupart de ces mesures restrictives, pouvant peut-être sembler au propriétaire une « *diminutio juris* ». M. Ch. Guyot décide dans l'article 5 de son projet de loi « que les forêts de protection, quel qu'en soit le propriétaire, sont exemptées de tout impôt foncier et de tous centimes additionnels, départementaux ou communaux ».

Il est fort à désirer que le projet présenté par le savant professeur devienne loi, il y va, en effet, de la sécurité même du pays tout entier et de sa prospérité économique (1).

*
* *

Le principe de la nationalisation du sol forestier étant écarté pour les motifs que nous avons exposés, et l'intervention des pouvoirs publics limitée à la réglementation des forêts protectrices, il convient de rechercher maintenant quels moyens sont aptes à sauvegarder et à améliorer la propriété forestière non comprise dans la zone de protection. L'énumération de ces moyens sera la conclusion de la troisième partie de cette étude.

(1) *Revue Forestière*, 15 juin 1906, p. 357-358.

CHAPITRE III

LES PERSONNES MORALES. — INTÉRÊT QU'IL Y AURAIT A LES VOIR
CONCOURIR AUX OPÉRATIONS DE REBOISEMENT. — LEURS
CARACTÈRES COMMUNS AVEC L'ÉTAT. — AVANTAGES PAR
LESQUELS ELLES L'EMPORTENT SUR LUI. — LES COMMUNES.
— LA COMMUNE DE GIVRINS. — RÉSULTATS OBTENUS DANS
LE JURA. — MOYENS PROPRES A LES GÉNÉRALISER. — LES
DÉPARTEMENTS. — L'INITIATIVE PRIVÉE MISE EN ŒUVRE PAR
LA PHILANTHROPIE. — L'ASSOCIATION GÉNÉRALE POUR L'AMÉ-
NAGEMENT DES MONTAGNES. — L'ASSOCIATION DAUPHINOISE.
— POINTS SUR LESQUELS DOIT PORTER LA RÉFORME.

La pérennité de l'Etat, en accord avec la longue durée des spéculations forestières, est la raison primordiale qui a fait proposer son concours à l'œuvre de reforestation. En cela, on s'est conformé à l'usage immémorial de tendre les bras vers l'« Etat-Providence », comme si l'on ne devait attendre en toutes circonstances le salut que de lui seul.

Cependant le caractère de durée indéfinie n'est point son apanage exclusif. A ses côtés existent d'autres êtres im-^{mu}risables, ses satellites pourrait-on dire, qui, semblables à lui, ne périssent point et demeurent à son exemple indifférents aux fluctuations de l'existence des humains. Ces êtres sont les « personnes morales ».

Etant donné leur situation spéciale, leur aptitude l'emporte même sur celle de l'Etat. Elles présentent, en effet, sur lui l'inappréciable avantage de posséder une individualité propre.

Leurs biens, dont la nature est beaucoup plus voisine des biens des particuliers, répondent à des besoins spéciaux, faciles à distinguer de ceux de la collectivité entière ; aussi la défense en peut-elle être plus aisée et plus efficace. Sur ces personnes n'ont pas de prise les sollicitations électorales ou la poussée prolétarienne, auxquelles l'Etat serait fatalement obligé de céder. D'autre part, elles détiennent d'importantes réserves de capitaux, alors que l'Etat, même avec le concours de son organisation fiscale ou l'émission de ses emprunts, est impuissant à faire face à ses nécessités budgétaires.

En possession d'avantages aussi appréciables, il n'est point douteux que cette catégorie d'êtres impersonnels ne se trouve placée dans les conditions les plus favorables pour concourir à la fois à la conservation et au développement de nos richesses forestières. C'est ainsi que pourraient utilement s'orienter dans cette voie une partie des fonds que le public apporte chaque jour dans les caisses d'épargne, les caisses des sociétés de secours mutuels et, d'une façon générale, de toutes les œuvres de mutualité. Ces institutions sont autant de sources de capitaux dont le placement dans les entreprises de restauration forestière, rémunératrices à lointaine échéance, conviendrait à merveille aux opérations à long terme de ces établissements ou associations. Là dorment, en effet, dans un état quasi-léthargique, des ressources considérables pour lesquelles ne sont admis d'autres placements que le 3 % sur l'Etat français et les quelques valeurs de père de famille qu'on lui a assimilées. On redoute toujours un accaparement du sol par les personnes morales et le législateur se laisse dominer par la crainte des biens de mainmorte, dont l'extension tendrait à diminuer les ressources de l'Etat en supprimant les droits de mutation. Cependant, dès que cet accaparement

profite à l'Etat, on n'y voit plus d'inconvénient et l'on consent volontiers à accroître son domaine, ou celui des communes et établissements publics ce qui revient au même. « Alors pourquoi tant de terreurs vaines pour des établissements susceptibles de rendre les mêmes services sans présenter les mêmes inconvénients? ».

Ces préjugés ont assez vécu et dans l'intérêt du pays tout entier il importe d'octroyer aux associations, aux sociétés et d'une manière générale à toutes les personnes morales aptes à posséder la faculté de pouvoir employer leurs capitaux, ou du moins une fraction de ceux dont elles disposent en acquisition de forêts ou entreprises de reboisement. Quant aux collectivités qui, d'ores et déjà, jouissent de cette capacité il faut sans tarder les encourager à en faire un plus large usage. Parmi elles les communes et les départements semblent être en état d'entrer dans la voie des reboisements nécessaires qui seront en même temps pour les uns et pour les autres des reboisements fructueux si les plantations sont faites après une étude sérieuse du terrain, avec un choix judicieux des essences et défendues comme il convient contre les déprédations d'où elles viennent. La situation prospère des communes qui de longue date se sont associées au mouvement de reforestation justifie pleinement ces prévisions.

*
* *

Un des exemples le plus suggestif de régie forestière communale nous est offert par la commune de Givrins située au pied du versant vaudois du Jura et dont la population s'élève à 300 habitants.

Outre diverses exploitations en régie, au nombre desquelles

sont une auberge, un four, des maisons, un poids public, des pâturages, cette commune possède toutes les forêts situées sur son territoire et aussi des forêts situées sur le territoire des communes voisines (les communes d'Arzier-le-Muids et de Saint-Cergues, et même sur le territoire de la commune française des Rousses, sur lequel sont situées une partie des forêts des Pilles). La superficie du domaine forestier de la commune de Givrins est de 428 hectares 40 ares. Son produit moyen pendant la période de 1875 à 1908 a été de 20.273 francs (et par hectare, de 47 fr. 25). Mais il y a eu un mouvement général de progression, la moyenne des cinq premières années ayant été de 14.041 et celle des cinq dernières années de 31.143, c'est-à-dire de plus du double. Le plan d'aménagement des forêts communales établi par M. Petitmermet, forestier aménagiste et approuvé par les autorités cantonales, distingue les forêts des Côtes qui se trouvent à proximité du village sur la première pente du Jura et les forêts de la Montagne situées à 10 kilomètres plus à l'ouest, près de la frontière française et entièrement dans le haut Jura. Dans les mises des bois des forêts des Côtes, il ne vient guère que des gens de la localité. L'usage s'est conservé depuis le temps des répartitions directes que chacun ait son lot, néanmoins, comme les mises sont publiques les prix montent passablement haut. Les bois des forêts de Montagnes attirent un plus grand nombre d'acquéreurs : des marchands français de Morez, des Rousses, des habitants des hameaux proches de la frontière viennent prendre part aux mises, aussi, la lutte est elle plus vive, et les prix atteints plus élevés que ceux obtenus dans n'importe quelle forêt des environs. En 1907, une coupe marquée à la Givrine a été vendue sur pied au prix de 30 francs le mètre cube, ce qui

est un maximum inconnu jusqu'à ce jour. En général, les prix varient entre 22 et 26 francs le mètre cube sur pied.

A la tête de l'exploitation des forêts se trouve une commission composée d'un municipal, directeur des forêts, de son suppléant et de deux gardes forestiers de triage. Cette commission décide des plants à abattre. La besogne courante de surveillance et d'entretien est faite par les deux gardes forestiers : l'un chargé des Côtes, l'autre des Montagnes. Les frais annuels d'entretien et d'exploitation des forêts ne dépassent pas 2.300 francs. Grâce à ses propriétés, et surtout à ses forêts, la commune de Givrins peut suffire aux besoins de son budget sans percevoir d'impôts. Elle peut, en outre, faire des répartitions « à ses bourgeois » ayant droit à la jouissance des bénéfices communaux, c'est-à-dire domiciliés dans la commune et âgés de trente ans révolus. Les exemples d'une administration forestière communale aussi sagement organisée sont malheureusement trop rares dans notre pays. Il serait cependant injuste de méconnaître les très louables efforts tentés par un certain nombre de communes jurassiennes en vue de la mise en valeur de leur patrimoine forestier. Les communes de l'arrondissement de Pontarlier, notamment, possèdent un domaine boisé de 15.307 hectares, qu'elles gèrent avec succès puisqu'il leur rapporte à l'hectare, environ 77 francs. D'autres, de la même région tirent, bon an mal an, de 10 à 20.000 francs de leurs forêts, indépendamment du cadeau qu'elles font chaque année à leurs habitants, sous forme d'affouage, cadeau qui s'élève parfois à plus de 1.000 francs par ménage. Et ces revenus ne feront qu'augmenter avec le temps par la plus-value constante des bois d'œuvre, dont la rareté va en croissant dans bien des pays.

Combien d'autres communes de France trouveraient les mêmes avantages à posséder des forêts suffisantes qui leur procureraient une sérieuse aisance, voire même une prospérité qu'elles n'ont jamais connue !

Il semble cependant que beaucoup commencent à s'en rendre compte, si l'on en juge par la liste qu'a publiée le Touring-Club de France, en qui elles trouvent un précieux appui. Citons en premier lieu la commune de Cabris, très pauvre et jusqu'à ces derniers temps, rebelle au reboisement. Son conseil municipal vient de prendre une résolution énergique en décidant la plantation de ses communaux. Mentionnons, en outre : Geovreissiat (Ain) ; Millau (Aveyron) ; Clerval (Doubs) ; Chamonix (Haute-Savoie) ; Saint-Saturnin (Aveyron) ; Meaux (Seine-et-Oise) ; Vaillac (Lot) ; Quincieux (Rhône) ; Mercurey (Saône-et-Loire). Il reste toutefois beaucoup à faire encore ! On ne compte pas moins, en effet, de 1.450.000 hectares de communaux incultes, dont la replantation serait la meilleure méthode de mise en valeur. Malheureusement les communes auxquelles ils appartiennent mettent peu d'empressement à les reboiser. A quoi cela tient-il ? Il faut reconnaître, tout d'abord, que l'on n'a pas fait jusqu'ici des efforts de propagande assez actifs ni assez suivis pour diriger les communes dans cette voie. On s'est heurté à la résistance des intérêts pastoraux. Ces terrains communaux servent de pâturages au bétail possédé par les habitants et ceux-ci ne veulent point sacrifier les profits, quelque modiques qu'ils soient, que leur donnent ces maigres herbages, aux bénéfices lointains des plantations forestières. Il serait souvent facile de triompher de cette résistance si l'on prenait soin, après une étude d'ensemble de tous les terrains appartenant à une commune, de les classer en deux catégories :

1^o Les terrains qui, par leur situation ou leur état superficiel ne sont presque d'aucune ressource pour le pâturage (par exemple : les terrains rocheux, les crêtes, les mamelons, les pentes rapides et dénudées) :

2^o Les terrains susceptibles au contraire, par leur faible inclinaison, leur fertilité ou enfin par leur situation, de rendre vraiment aux habitants les services qu'ils en attendent au point de vue pastoral.

Cette étude d'ensemble, faite par un agent technique de concert avec une commission municipale, ne manquerait pas de concilier l'intérêt pastoral et l'intérêt forestier, délimitant à chacun d'eux le champ d'exercice de son action. Mais pour beaucoup de communes il reste à résoudre une difficulté bien plus grande : celle relative aux moyens financiers. Pour la mise à exécution de ce programme sylvo-pastoral il faut de l'argent, et la plupart de nos petites collectivités rurales ont de la peine déjà à équilibrer leur pauvre budget.

Plusieurs procédés s'offrent pour trouver les ressources nécessaires.

Tout d'abord, les municipalités peuvent aliéner une partie de leur landes et employer la somme obtenue à restaurer le reste. Ce procédé fut d'un usage courant lors de la mise en valeur des landes de Gascogne. C'est ainsi qu'ont été transformés en forêts de pins 291.525 hectares de landes, dont 102.834 sont restés propriété communale.

La location emphytéotique est un autre moyen pour les communes et établissements publics d'assurer le reboisement de leurs friches. Ayant le temps pour elles, ces personnes morales peuvent louer leurs landes à long terme, sous la condition qu'elles seront rendues complètement boisées à la fin du bail. M. Descombes cite le cas de la Côte Saint-Martin,

appartenant à la ville de Saint-Dié, dont le reboisement a été obtenu de cette façon. La ville, qui avait consenti en 1806 un bail de 99 ans, n'attendit pas son expiration. En 1860, elle a racheté pour 21.439 francs, la jouissance des terrains loués au prix de 30 francs.

Les communes peuvent encore opérer par voie d'emprunts qu'elles contractent généralement beaucoup plus facilement que les particuliers. C'est ainsi qu'il leur est loisible de demander au Crédit Foncier l'argent dont elles ont besoin. Malheureusement, une telle opération nécessite des disponibilités budgétaires, car le Crédit Foncier n'est autorisé à consentir aux communes « que des prêts remboursables, soit à long terme par annuités, soit à court terme avec ou sans amortissement ».

Un emprunt de ce genre est aisément réalisable pour une ville qui serait, par exemple, désireuse d'acquérir une forêt, grâce à lui, le prix d'achat pourra être payé et le produit des coupes annuelles servira ensuite à couvrir le montant des annuités. Mais, pour des communes dénuées de ressources, une semblable combinaison n'est malheureusement pas possible ; elle les mettrait dans l'obligation de prélever des sommes considérables sur leur maigre budget avant de rien récupérer de leurs travaux. Ceci est profondément regrettable. Cependant, la création de syndicats et quelques modifications introduites dans la loi du 29 décembre 1906, apporteraient, nous semble-t-il, comme nous le verrons par la suite, un remède efficace à cet état de choses.

Enfin, nous signalerons comme mesures destinées à favoriser le reboisement des communaux, celles prises par M. Truc, préfet de la Creuse. Les voici telles qu'il les présente lui-même dans une lettre qu'il adressait le 15 mai 1909 au Président du Touring-Club de France.

1° « Aucune vente de biens communaux ne sera autorisée à l'avenir que si, après expertise, il est établi que les terrains sont propres à la culture.

« Si une partie des dits terrains est reconnue impropre, elle devra être conservée par la commune et complantée ».

2° « Je me suis adressé aux Chambres de Notaires du département et j'ai prié leurs représentants de demander à leurs collègues de bien vouloir à l'avenir insérer dans les baux de fermage et de métayage que le fermier ou métayer sera tenu, aux frais du propriétaire, de complanter une certaine partie ».

3° « J'ai adressé à 60 communes un questionnaire aux fins de me faire connaître ; avec plans à l'appui, les contenance des propriétés communales et particulières dont une partie pourrait être complantée ».

Pour arriver à planter les étendues ainsi désignées, voici le procédé que propose M. Truc : « Toutes les fois qu'une contenance de terrain communal sera reboisée, il sera versé dans la caisse communale une somme de x... francs représentant le revenu du terrain ; après un certain laps de temps, les bois devenant productifs, la commune jouira librement et sous certaines conditions d'exploitation, des terrains complantés et restituera aux départements ou aux sociétés les intérêts qu'elle aura reçus ».

L'accomplissement d'un tel programme est de nature à amener une amélioration considérable ; aussi l'administration départementale devrait-elle s'efforcer de le réaliser partout. Les préfets peuvent faire beaucoup en faveur des communes placées sous leur tutelle, en les dirigeant, en leur prodiguant des encouragements, enfin en leur venant en aide au moyen de subventions et de distributions de graines ou de plants.

Pourquoi aussi ne créerait-on pas des forêts départementales ? Le département joue en France, comme propriétaire foncier, un rôle trop effacé. Cependant, il serait désirable, tant dans son intérêt propre que dans celui du pays tout entier, de le voir coopérer à l'œuvre de restauration forestière. Au Congrès de l'Arbre et de l'Eau tenu à Guéret en 1908, M. Descombes proposait la création d'un centime départemental, dont le produit serait affecté à cette œuvre. Cette mesure permettrait de réaliser annuellement une somme de 8 millions de francs ! Ne serait-il pas désirable de voir les départements prendre l'initiative de cette nouvelle imposition et apporter de la sorte, sous la forme d'un sacrifice minime, une contribution précieuse à la reconstitution de notre patrimoine forestier ?

Si les communes et départements comprennent également leur rôle et leur intérêt ; si, renonçant à attendre de l'Etat l'œuvre de défense indispensable, ils savent se substituer à lui, leur effort combiné contribuera à rétablir, peu à peu, la royauté des forêts de France.

*
* *

Mais il n'est pas que les personnes impérissables et les groupements administratifs dont on doit envisager la coopération à l'œuvre de reboisement. L'intervention de l'initiative collective, mise en avant par la philanthropie, peut lui apporter aussi, comme l'expérience l'a démontré, un concours des plus efficaces.

Douloureusement ému par l'état de délabrement dans lequel les troupeaux transhumants avaient mis les forêts et les pâturages des vallées pyrénéennes, et aussi par la précarité de leur situation économique, un savant doublé d'un ardent patriote, M. Paul Descombes, conçut, il y a quelques années,

le projet d'arracher les monts à la ruine qui les guettait. A cet effet, il fondait le 21 avril 1904, à Bordeaux, l'« Association générale pour l'aménagement des montagnes », société absolument désintéressée, n'ayant d'autre but que de faire connaître aux montagnards les bienfaits d'un reboisement judicieux et d'appeler l'attention de l'opinion publique sur la défense de la montagne.

L'Association créait du même coup un programme, une méthode, un instrument.

S'imposant comme règle le respect le plus absolu des intérêts privés et locaux des montagnards, auxquels elle ne veut demander aucun sacrifice pécuniaire ou d'amour-propre, elle se propose de restaurer les pâturages dévastés par les transhumants, de reboiser les pentes abruptes, enfin de rendre aux communes un domaine pastoral amélioré, avec des forêts en plein rapport.

Pour enrayer le mal, M. Descombes comprit qu'il lui fallait, en premier lieu, s'assurer le concours des montagnards. Or, une semblable tâche, étant donnée l'aversion des populations pastorales pour toute réglementation, semblait si non impossible, du moins d'une réalisation fort difficile. Telle fut cependant l'efficacité de la méthode employée, qu'elle vainquit l'inertie des montagnards et leur hostilité. La plume et la parole étant condamnées comme impuissantes pour démontrer la solidarité de l'arbre et du pâturage, ainsi que l'heureuse influence de la forêt sur la régularisation du régime des eaux, l'Association institua la « leçon de choses », dans le but de convaincre les populations pastorales de l'identité de leurs intérêts particuliers avec l'intérêt général (1).

(1) DESCOMBES, *La première étape de L. A. C. G. A. M.*, p. 3-5-6.

Pour réaliser ce dessein, elle eut recours à la location de pâturages, au lieu et place des propriétaires de troupeaux transhumants. C'est ainsi que, 38 jours après sa fondation, elle occupait 2.000 hectares dans la vallée d'Aure. Le cahier des charges préparé en vue de la transhumance ne paraissait cependant guère se prêter aux projets escomptés ; néanmoins, une convention passée le jour même de l'adjudication entre les Maires des deux communes copropriétaires et le Président de l'Association transformait le droit de pacage adjugé en autorisation d'améliorer les pâturages, de reboiser les pentes raides, d'établir les pépinières nécessaires à cet effet. L'été de 1904 vit l'œuvre de restauration s'ébaucher. Peu à peu s'exécutèrent des plantations et des améliorations pastorales, des épandages d'engrais, des abreuvoirs et toute une série de travaux destinés à mettre en valeur ces solitudes dévastées par la transhumance. Le résultat ne se fit pas longtemps attendre : en moins de trois années l'érosion du sol avait disparu et, à sa surface, reverdissait une végétation que l'on croyait à jamais bannie. Progressant ainsi par étapes, l'Association augmente successivement ses zones de restauration à l'aide de nouvelles locations de terrains auxquels elle applique ses procédés d'aménagement. C'est ainsi que, de 2.000 hectares occupés en 1904, elle en est arrivée actuellement à 7.000.

Il fallait créer les ressources nécessaires à ces leçons de choses et à ces travaux de rénovation du sol. La cotisation annuelle de 10 francs, versée par chacun des membres, y fut d'abord consacrée ; ensuite les subventions des Pouvoirs publics, les produits éventuels des sols rénovés, enfin les dons et legs de personnes généreuses.

Parallèlement à l'association générale pour l'aménagement des montagnes, une campagne semblable était menée dans

les Alpes, où le commandant Audebrand fondait en 1906, d'après les mêmes principes, l'Association Dauphinoise. Comme son aînée, celle-ci s'est mise résolument à l'œuvre. En moins de quatre années, elle a déjà loué plus de 3.000 hectares. Mais elle espère des résultats plus féconds encore dans cette patrie de la houille blanche, lorsque tous les exploitants de force hydraulique conviés à l'encourager, auront répondu à son appel et l'aideront de leurs deniers à l'accomplissement de sa noble tâche.

Telle est l'œuvre de l'initiative privée. Son triomphe sur l'apathie des montagnards, la rapidité avec laquelle elle progresse, comparée aux lenteurs administratives, indiquent la voie dans laquelle il faut maintenant s'engager résolument. Certes, nous ne nous dissimulons pas que les étapes à franchir ne soient nombreuses et qu'il en coûtera, pour avancer, du temps et de l'argent. Mais l'ampleur de l'effort n'a rien d'effrayant chez une nation dont l'épargne crée chaque année plus de deux milliards de capitaux et qui, depuis un demi-siècle, en a consacré près de 18 à ses chemins de fer. Il faut seulement faire concourir à cette œuvre toutes les initiatives avec une volonté ferme et persévérante, et, d'autre part, modifier la législation forestière, afin de « la mieux harmoniser avec l'état actuel des mœurs, des besoins économiques et des intérêts généraux du pays ».

L'étude de ces réformes fera l'objet des développements qui vont suivre.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

CONVIENDRAIT-IL DE MODIFIER L'ÉTAT ACTUEL DE NOTRE LÉGISLATION SUCCESSORALE POUR PERMETTRE A L'INDIVIDU D'ASSURER A SON ŒUVRE UN CARACTÈRE PLUS GRAND DE STABILITÉ. — DÉFAUTS DU SYSTÈME ACTUEL : INCOMPATIBILITÉ ENTRE LE MORCELLEMENT LÉGAL ET OBLIGATOIRE ET LES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES. — LES RÉFORMES. — L'ARTICLE 832 DU CODE CIVIL. — LES INCONVÉNIENTS DE L'EXTENSION DONNÉE AUX PARTAGES D'ASCENDANTS. — ORIENTATION NOUVELLE DE LA JURISPRUDENCE. — DÉROGATIONS APPORTÉES A LA RÈGLE DE L'ÉGALITÉ EN NATURE. — LA LIBERTÉ DE TESTER. — AVANTAGES INHÉRENTS A SON EXTENSION. — MOYENS DE LA RÉALISER. — L'ANERBENRECHT. — LE SYSTÈME SUCCESSORAL ANGLAIS. — LE SYSTÈME ESPAGNOL. — SES AVANTAGES. — L'ŒUVRE DU PÈRE DE FAMILLE A L'ABRI DES EFFETS DU MORCELLEMENT. — ORIENTATION NOUVELLE DE LA JURISPRUDENCE EN VUE DE LA PROTECTION DES DROITS DE L'USUFRUITIER.

Le grief articulé avec le plus de raison contre la participation des individus à toute entreprise de restauration forestière, est fondé sur l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'assurer à leur œuvre l'élément essentiel du succès : le caractère de stabilité.

Il faut bien reconnaître, en effet, que nos lois successorales sont peu faites pour se prêter à la perpétuité de la propriété. Elles cherchent, au contraire, à morceler le sol et à empêcher la transmission intégrale des patrimoines petits et

grands. Moins encore que tout autre, le père de famille peut lier son établissement à l'avenir de sa postérité. Il n'a, effectivement, la faculté de disposer que d'une faible partie de sa fortune ; quant au surplus, il doit être non seulement partagé en portions égales entre tous ses enfants, mais encore chaque lot doit, conformément à une jurisprudence acquise, se composer d'objets semblables. C'est le morcellement obligatoire. En ce qui concerne la propriété boisée, le partage fréquent des grandes forêts diminue fatalement leur importance, rend difficilement applicables sur le terrain les combinaisons d'aménagement, jette le désordre dans la marche des coupes et finit par empêcher la réalisation des avantages cultureux et autres que l'on est en droit d'attendre d'un règlement d'exploitation sagement élaboré. Ces conséquences peuvent être plus préjudiciables encore aux domaines de médiocre importance. Dans ce cas, leur division en parcelles, pour peu surtout que le *de cujus* laisse plusieurs enfants, aboutira nécessairement à la vente. Le revenu intégral de la forêt était, du vivant du père, suffisant à assurer son existence ; émietté par la constitution de plusieurs lots, il se réduira pour chaque héritier à des proportions si minimes que chacun d'eux préférera réaliser immédiatement sa part de capital ligneux. Aussi, conçoit-on qu'en prévision du sort réservé à son œuvre, le père de famille, à part de rares exceptions (notamment s'il est très fortuné), ne se consacre pas à l'aménagement d'exploitations forestières. A quoi bon, dira-t-il, planter des arbres qui n'abriteront point mes descendants, mais deviendront la proie de quelque marchand de biens ? Je ne veux pas travailler pour eux, ni prendre beaucoup de peine pour l'élaboration d'un édifice qui sera presque fatalement voué à la caducité au lendemain de mon décès.

Car l'homme, lorsqu'il agit humainement, ne conçoit rien, nous dit la belle maxime spinoziste, que suivant le caractère d'éternité.

Le législateur de 1894 a fort bien compris, d'ailleurs, tout le regain d'activité que pouvait donner à l'individu la faculté légale de conquérir l'avenir. Aussi, après avoir établi les comités d'habitations à bon marché, a-t-il fait décider du caractère indivisible de l'habitation ouvrière et admettre une dérogation au partage en nature de ce bien. Les réformes qui tendraient à assurer la stabilité des patrimoines auraient-elles de même une répercussion heureuse sur le développement de la propriété forestière privée? Nous en sommes convaincus. La réforme des forêts comme celle de l'agriculture, dit M. Le Play, marchera de pair avec le rattachement des liens familiaux. Elle s'accomplira d'elle même lorsque le père aura la certitude que son exploitation demeurera dans la famille et qu'il pourra, de son vivant, désigner son continuateur en la personne de l'un de ses enfants.

Il reste à déterminer quels moyens il conviendrait d'employer pour atteindre ce but.

*
* *

A notre avis, les réformes doivent porter :

a) Sur l'article 832 du Code civil, tel que l'interprète la jurisprudence en l'appliquant soit aux partages judiciaires, soit aux partages d'ascendants ;

b) Sur la liberté de tester.

a) *L'article 832 du Code civil* est ainsi conçu :

« Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les

exploitations et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Pour qui ne connaît pas l'interprétation donnée à cet article, il apparaît comme posant une règle générale : l'obligation de ne pas morceler les héritages, à côté de laquelle il indique, à titre de faculté et d'exception, la mise dans chaque lot de biens de même nature. Mais cette conception cependant rationnelle n'a pas été celle de la pratique et de la jurisprudence. Celle-ci notamment a purement et simplement supprimé la règle générale comme si elle n'existait pas et c'est de la disposition exceptionnelle et facultative qu'elle a fait une règle obligatoire. La conséquence de cette interprétation est l'émiettement des héritages, dont nous déplorons les effets.

Mais, dira-t-on, la loi offre contre eux au père de famille un moyen préventif ; l'institution du partage d'ascendants lui permet, en effet, de distribuer ses biens entre ses enfants, soit par acte entre vifs, soit par testament, à la condition toutefois de ne pas porter atteinte à la réserve. Rien n'est plus exact, théoriquement du moins. Malheureusement, la Cour de cassation, pénétrée elle aussi d'un faux esprit d'égalité, a étendu sans nécessité aux partages d'ascendants l'interprétation donnée à l'article 832 du Code civil par la jurisprudence des Cours d'appel. Il n'est donc pas permis au père de famille de mettre dans le lot de l'un de ses enfants tous les biens fonds ; égaux en valeur, les lots doivent l'être aussi relativement à la nature des biens qui les composent.

Cependant, à s'en tenir aux textes du Code civil relatifs aux partages d'ascendants, il semble bien qu'aucun article du chapitre VII, du titre VI (livre III), n'impose à l'ascendant l'obli-

gation à laquelle la Cour suprême le soumet. En tous cas, telle n'était point l'intention des rédacteurs du Code. En instituant le partage d'ascendants, ils n'entendaient pas apporter d'entraves à la liberté du père dans la distribution de ses biens.

« En faisant cette opération, disait Bigot de Préameneu, le père ne doit tenir compte que des qualités personnelles de chacun de ses enfants ».

Quoiqu'il en soit, distribués par voie judiciaire ou par avancement d'hoirie, les biens ont actuellement une destination commune : le morcellement. Il serait cependant facile de remédier à cette situation. Sans demander une réforme législative, il suffirait d'octroyer aux juges le pouvoir d'apprécier l'opportunité de la règle posée par la jurisprudence relativement à l'application de l'article 832. Il leur serait ainsi loisible d'y déroger lorsqu'elle aurait pour conséquence la dépréciation des patrimoines immobiliers par l'effet de leur morcellement.

Quelques arrêts relativement récents semblent d'ailleurs battre en brèche les anciens principes égalitaires et tendent à orienter la jurisprudence vers une voie différente de celle suivie jusqu'ici, précisément vers celle que nous préconisons. On peut voir notamment un arrêt de la Chambre des Requêtes du 15 novembre 1893 (1) qui décide qu'un testament partage ne saurait être attaqué sous prétexte qu'il n'a pas fait entrer dans chaque lot la même quantité de meubles et d'immeubles ; il est au contraire régulier et valable en ce qu'il évite de morceler l'héritage. D'autre part, un arrêt de la

(1) DALLOZ, 94-1-437. Dans l'arrêt faisant l'objet du pourvoi, il s'agissait précisément d'une exploitation rurale, composée de bois et de vignes, que le père de famille avait mise dans le lot de son fils, alors qu'il n'attribuait à sa fille qu'un immeuble et des valeurs mobilières.

Cour de Lyon du 27 mars 1893 (1) dit que l'interprétation habituelle de l'article 832 cesse d'être obligatoire et doit être écartée lorsque son application est de nature à entraîner la dépréciation des biens héréditaires par l'effet de leur morcellement.

Ces précédents sont d'un heureux augure et nous désirons ardemment voir le mouvement de réaction s'accroître, car il ne peut que contribuer efficacement à assurer aux patrimoines une plus grande stabilité. Particulièrement en ce qui concerne la transmission du domaine forestier, les conséquences du démembrement auquel le voue sa répartition entre les lots de chaque cohéritier seraient sinon supprimées, du moins considérablement amoindries.

b) La liberté de tester. — Toute personne capable peut en principe disposer librement, par donation entre vifs ou par testament, de son entier patrimoine. Par exception à cette règle, la loi refuse à certaines personnes, la faculté de disposer de l'intégralité de leurs biens. La portion de patrimoine déclarée indisponible prend plus particulièrement le nom de réserve, tandis qu'on appelle quotité disponible la portion dont il est permis de disposer librement.

Le père de famille est au nombre des personnes dont la loi limite la faculté de tester. « Les libéralités soit par actes entre vifs, soit par testament, dit l'article 913 du Code civil, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime, le tiers s'il laisse deux enfants, le quart s'il en laisse trois ou un plus grand nombre ».

(1) DALLOZ, 94-2-60. Dans le même sens voir aussi : D. 96-2-283, Bordeaux 3 juin 1887; *Journal des Arrêts de la Cour d'Appel de Bordeaux*, 1887, 1-374; BAUDRY LACANTINIERE et WAHL, t. 2, n° 3261.

Quel que puisse être son désir d'avantager un de ses enfants, le père de famille ne pourra le faire sans s'exposer à voir sa libéralité restreinte aux limites dans lesquelles l'enserme la loi. Il y aurait cependant parfois grand intérêt, qu'à raison notamment des aptitudes de l'un de ses fils, il puisse attribuer à celui-ci plutôt qu'à tel autre, sans être obligé de la scinder, l'entreprise à laquelle, sa vie durant, il a donné ses soins. D'une telle réforme résulteraient, on le conçoit, de grands avantages pour les bois particuliers. Sachant sa forêt désormais à l'abri du morcellement, le père de famille pourrait faire choix d'un traitement approprié à la nature des essences qui la peuplent, confectionner un aménagement, un plan d'exploitation qui ne serait plus exposé à de fréquents bouleversements, mais que l'un de ses fils continuerait à appliquer méthodiquement, sans compromettre, par des coupes extraordinaires ou anticipées, l'œuvre commencée ; car le temps intervient dans la gestion forestière plus que dans toute autre culture et plus que partout ailleurs l'ordre, la méthode, l'esprit de suite sont indispensables si l'on veut arriver à des résultats tangibles.

Les avantages de l'extension de la liberté testamentaire démontrés, en quel sens convient-il de modifier les dispositions législatives qui y ont trait ? Faut-il maintenir, comme certains le désirent, une réserve proprement dite, avec les caractères que lui donne le Code civil, destinée à assurer l'avenir des enfants ; ou ne vaut-il pas mieux lui substituer une sorte de « légitime » plus ou moins réduite et d'une nature alimentaire ?

Dans ce second système, le père peut charger un seul de ses enfants de continuer son œuvre, sauf à payer la légitime en argent — capital ou arrérages — à ses frères et sœurs.

« L'Anerbenrecht » confère cette faculté au père de famille allemand. Dans un article qui a eu un certain retentissement, M. Maurice Barrès en fait, aux dépens de notre Code civil, un pompeux éloge. « Tandis que la France ne permet que des buts viagers, dit-il, l'Allemagne cherche à allonger vers l'avenir les pensées fortes de ses concitoyens... elle écoute et respecte au-delà de la tombe la volonté des morts... fonde des domaines où peuvent se former des autorités locales » (1).

Mais l'académicien n'a envisagé que le point de vue théorique; si ce système est fort séduisant en apparence, il ne donne pas toujours cependant — et il s'en faut de beaucoup — des résultats pratiques appréciables. Trop souvent, en effet, l'« Anerbe » se trouve grevé de charges qu'il ne peut supporter. Pour y faire face, il doit contracter des emprunts hypothécaires, puis les échéances arrivent et comme il n'est pas en mesure de satisfaire à ses engagements, les créanciers l'exproprient et sa ruine entraîne celle de la famille toute entière. Le cas s'est présenté à maintes reprises, notamment dans les environs de Strasbourg.

Quant à l'entière liberté de tester, c'est une arme à deux tranchants. Elle permet sans doute au père de famille la sanction la plus énergique de son autorité; mais elle peut se retourner contre la famille et laisser un père, poussé par une passion aveugle (notamment à la suite d'un second mariage) enlever ses biens à tous ses enfants et réduire ainsi les siens à la misère. Qu'on ne cite pas les avantages pourtant considérables que doit à une telle liberté la propriété anglaise! Quiconque connaît l'organisation de la famille en Angleterre

(1) *Revue des Deux Mondes* du 14 novembre 1904, p. 14.

sait que les biens s'y transmettent d'une façon complexe et par des substitutions plutôt que par testament.

A vrai dire, le meilleur système est celui qui à la fois garantit l'autorité paternelle, assure aux enfants la plus notable partie du patrimoine et permet aux parents de le répartir entre eux suivant leurs aptitudes. Or, le Code civil espagnol s'est très sensiblement rapproché du but d'une manière ingénieuse. Quel que soit le nombre des enfants, la loi espagnole divise la succession en trois parties égales. Le premier tiers forme une réserve à laquelle tous les enfants ont un droit égal ; le second tiers est entièrement disponible et le père peut en gratifier même un étranger ; enfin, le dernier tiers est une réserve collective des enfants vis-à-vis des étrangers, mais une quotité disponible pour les enfants entre eux.

En d'autres termes, le père ne peut pas employer le dernier tiers à des libéralités qui s'adresseraient à des étrangers ; mais il en fait ce qu'il veut entre les enfants, de sorte qu'il peut le répartir inégalement entre eux et même priver un ou quelques-uns des enfants de toute part à ce tiers de l'héritage. Ce système, comme on le voit, permet de faire d'importants avantages à certains enfants. Le père, qui connaît les qualités et les aptitudes propres de chacun d'eux, pourra tenir compte de ces dons naturels et répartir les biens au mieux de leurs intérêts. A celui qui est resté au foyer paternel et qui travaille le patrimoine rural depuis de longues années sous la direction et la surveillance de son père, il sera de toute équité que ce patrimoine rural soit légué. Aux frères et sœurs seront attribués des immeubles urbains, s'il y en a, ou simplement des valeurs mobilières. Ainsi sera évité un démembrement onéreux, destructif de toute exploitation forestière aussi bien

qu'agricole. Nous ne nous dissimulons pas ce que cette réforme a de hardi, peut-être de téméraire, étant donné nos principes démocratiques d'égalité.

Peut-on dire cependant que ce soit faire échec à la loi de démocratie que de créer un remède pour empêcher les entreprises industrielles et commerciales, les exploitations forestières ou agricoles d'être bouleversées par une désespérante instabilité ?

Les droits de l'usufruitier sur les coupes.

Jurisprudence nouvelle

Dans ce chapitre qui traite des réformes du droit civil ayant pour objet de restreindre le morcellement des propriétés boisées, auquel notre système successoral les condamne, il nous paraît intéressant de mentionner une décision récente du Tribunal civil de Mont-de-Marsan qui affermit les droits du nu-propriétaire en limitant ceux de l'usufruitier. L'art. 592 du Code civil interdit à l'usufruitier de toucher aux arbres de haute futaie : son application dans le département des Landes et de la Gironde est devenue fréquente et des plus intéressantes depuis que les pins ont acquis une valeur marchande considérable.

Les pins sont semés ou plantés assez denses, à mesure qu'ils grandissent, on les éclaircit, de telle façon que vers la trentième année il ne reste plus que des pins de « place » dont on extrait la résine. Quels sont les droits de l'usufruitier ? Il a droit à la gomme, à la résine, produit périodique. Mais si les arbres sont abattus son droit d'usufruit est-il

transporté sur le prix en argent ? Les usages tendaient à attribuer à l'usufruitier les pins d'éclaircissage, pour ce motif d'équité que l'usufruitier ne trouvant que des charges dans les forêts âgées de moins de 30 ans, semblait devoir prendre par compensation les jeunes pins destinés à disparaître. Le jugement du Tribunal civil de Mont-de-Marsan refuse tout droit à l'usufruitier, non seulement quant aux pins de « place » mais aussi quant aux pins d'éclaircissage (24 mai 1910, *Gazette du Palais*, 30 juin 1910).

Sans doute, il y avait des usages, mais ils n'ont créé qu'une « tolérance » et qui disparaît. Les arbres d'éclaircie étaient utilisés sur les lieux comme bois de chauffage, ils n'avaient qu'une valeur dérisoire : avec les modes de locomotion créés depuis quelques années dans les Landes et les débouchés nombreux qui ont été ouverts, ces bois ont acquis une grande valeur marchande ; le nu-propriétaire ayant désormais un intérêt à défendre son droit, est fondé, malgré les errements anciens, à se prévaloir de l'art. 592. « Ainsi, parce que le produit est devenu une valeur, le droit dorénavant le connaît » (1).

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette intervention du juge en vue de sauvegarder les droits du propriétaire forestier. N'est-elle pas, en effet, l'indication la plus sûre de l'entrée de la forêt dans la vie économique et ne prélude-t-elle point aussi à une ère de protection après de longues années de désintéressement ?

(1) Note de M. le professeur E. LÉVY. *Revue trimestrielle de Droit civil*, n° 3, p. 305.

CHAPITRE II

DIFFICULTÉ DE RÉALISER PRATIQUEMENT LA RÉFORME SUCCESSORALE. — LE GROUPEMENT DES INITIATIVES PRIVÉES. — LES ASSOCIATIONS SYNDICALES ENTRE PROPRIÉTAIRES. — LE CONTRAT DE COMPLANT TUNISIEN. — SYNDICATS PATRONAUX. — SYNDICATS OUVRIERS.

S'il est malheureusement difficile, dans l'état actuel de nos mœurs, d'escompter la réalisation pratique du projet réforme de notre législation successorale, est-ce cependant une raison pour que l'individu, sous prétexte que son œuvre est limitée ne tente aucun effort ?

Quelqu'éphémère en effet que puisse paraître l'existence de l'individu comparée à la pérennité de l'Etat, le propriétaire forestier à mieux à faire que de se laisser aller au découragement. Au lieu de s'isoler, qu'il se rapproche de ceux de ses semblables dont le but est analogue au sien; qu'il s'associe à eux et la tâche considérée jusqu'ici comme impraticable lui apparaîtra moins ardue. L'union fait la force, c'est une vérité de tous les temps et pour toutes les causes que l'histoire des associations syndicales vient elle même confirmer. C'est en effet grâce aux soins d'une des plus anciennes d'entre elles, dont l'origine remonte à l'année 1169, l'administration « des Wateringues du Nord » qu'une partie considérable de l'arrondissement de Dunkerque a été assainie et mise à l'abri des inondations de la mer et des eaux pluviales. La Provence et le Comtat doivent de leur côté « aux œuvres d'Arles et de Craponne » l'endigement des rives du Rhône et de la Du-

rance ainsi que le percement de nombreux canaux d'arrosage.

Désorganisées durant la période révolutionnaire par suite du démembrement des autorités départementales, les associations syndicales reparaissent avec les lois sur le dessèchement des marais et des mines des 16 décembre 1807 et 27 avril 1838. Mais ces textes n'avaient pas établi de règles fixes et précises consacrant leur régime. Pour remédier à l'insuffisance de la législation, le gouvernement impérial, de la part duquel cet acte de libéralisme peut surprendre, dotait de la loi du 21 juin 1865 les associations syndicales de propriétaires, les divisant en associations libres et autorisées. Cette loi complétée par celle du 22 décembre 1888 régit de nos jours encore la constitution de ces associations.

Pourquoi, usant de la faculté qu'elle leur confère, les petits propriétaires forestiers d'une même région ne se grouperaient-ils pas en vue de gérer et d'administrer leurs bois ? Ils pourraient de la sorte centraliser les adjudications de chaque coupe et retirer des divers domaines réunis un revenu rémunérateur.

L'Association apporterait également une solution heureuse à la protection de ses bois contre l'incendie (1). La question de l'assurance est aujourd'hui encore fort discutée par les assureurs et par les propriétaires. Les premiers la repoussent parcequ'on leur demande de garantir des risques souvent par trop considérables ; les seconds hésitent parcequ'en prévision de sinistres graves, les primes à payer sont fort lourdes. La création d'une mutuelle entre membres de la société ou du groupement, permettrait de répartir plus équitablement les risques, en tenant compte de la nature des bois, des dangers

(1) La loi du 13 décembre 1902 autorise les associations syndicales de propriétaires à organiser la lutte contre « l'incendie dans les forêts, landes boisées et landes nues. »

locaux ; il en résulterait une fixation moins arbitraire dans l'établissement des primes.

Quelques syndicats contre l'incendie se sont formés déjà dans la région landaise ; nous pouvons citer en particulier le Syndicat des Sylviculteurs du canton de Pessac (Gironde), qui fut fondé en 1906 à la suite d'un terrible incendie où disparurent toutes les forêts de la commune de Toctouan ; il peut servir de modèle pour toute organisation de ce genre et contient dans ses statuts un code parfait des règles pour la tenue des forêts de pins, la police, et la surveillance des bois, les mesures préventives et la lutte contre le feu avec une minutie de détail qui fait honneur à la prévoyance et à la science des fondateurs (1).

Certaines nations ont bien compris l'importance de l'administration commune : elles encouragent la création des syndicats forestiers et rendent même celle-ci obligatoire dans plusieurs cas ; citons notamment la Prusse (2) et la Suisse. Malheureusement, en France, nous ne sommes point aussi avancés (3) ; à l'heure actuelle, il n'existe au plus qu'une demi-douzaine de syndicats. Mentionnons en particulier celui de Sologne, fondé par le baron de Larnage, celui de la Puisaye dans l'Yonne, ceux du Nontronais dans la Dordogne, de l'Eure-et-Loir... D'autres sont en formation dans l'Allier, la Saône-et-Loire, la Mayenne. Parallèlement à la mise en valeur des bois appartenant à leurs membres, les syndicats

(1) DUCROT, p. 94. Rapport de l'abbé DANEY, curé de Toctouan. Compte rendu *in extenso* du premier congrès de L. A. G. A. M. 1907, p. 271.

(2) Loi wurtembergeoise du 8 septembre 1879. Loi prussienne du 6 juillet 1875.

(3) Les premiers syndicats créés sont ceux des bûcherons du Cher et de la Nièvre en 1902.

pourraient entreprendre l'aménagement des terres incultes. Les capitaux employés à ce genre d'opération, tout en travaillant avec des risques très faibles, donneraient un taux avantageux.

Certaines sociétés de sport ou de charité disposent de ressources considérables qu'elles ont obtenu du dévouement de leurs adhérents ; elles ont aussi de puissants moyens d'action. Mais quels ne seraient pas ceux d'un groupement ayant à la fois un but d'utilité générale : la beauté et la prospérité du pays et un but d'intérêt privé : la rémunération des capitaux engagés !

Cette entreprise serait établie par actions et celles-ci, augmentant de valeur au fur et à mesure que se rapprocherait l'époque de l'exploitation, représenteraient à tout instant le capital engagé ou mieux l'escompte des bénéfices à prévoir : le capital forestier acquerrait ainsi la mobilité qui lui manque aujourd'hui. Les intérêts privés seraient de la sorte conciliés avec l'intérêt général ; et, par ce procédé également, se trouverait relevé le modique revenu des petits propriétaires de bois qui ne peuvent tirer un profit réellement avantageux de leurs exploitations dédaignées des marchands, parceque trop restreintes.

Enfin, l'organisation syndicale ne serait-elle pas, en dernière analyse, le plus sûr moyen de conserver une bonne administration dans les cas de partage ou d'indivision, comme aussi celui de vulgariser dans le pays les questions forestières, mieux que ne sauraient le faire les conférences et les écrits de tous genres ? (1).

(1) Le Syndicat forestier de France loue gratuitement, pour 50 ou 99 années, des terrains incultes en vue d'effectuer à leur surface des travaux de reboisement. En échange, il remet au propriétaire un certain nombre de

Le contrat de complant en Tunisie

La question de la culture forestière par les associations syndicales de propriétaires, nous conduit à dire quelques mots d'une forme intéressante de contrat connu en Tunisie sous le nom de contrat de complant ou mharca.

Ce contrat est celui par lequel un propriétaire engage un paysan pour effectuer les plantations d'oliviers et parfois d'autres arbres : cactus, figuiers, orangers, grenadiers. C'est une opération à long terme, l'olivier ne rapportant un revenu sérieux que dix à douze ans après avoir été planté. Le propriétaire fournit une terre nue à un cultivateur qui s'engage à la complanter d'arbres, au bout d'un certain temps, une partie du sol complanté reviendra en pleine propriété à l'ouvrier, le reste appartiendra toujours au propriétaire : tel est le contrat de mharca ; il dépend des parties d'en fixer à leur gré les conditions les plus importantes, telles que l'étendue plus ou moins grande des terres qui reviendront au mharci, l'époque où le contrat prendra fin, les avances que le propriétaire consentira au mharci jusqu'au moment du règlement final. (1)

Ce contrat a favorisé la constitution de la plus grande partie de la forêt d'oliviers de Tunisie ; dans la région de Sfax il a déterminé un grand nombre de colons à poursuivre la

« parts de capitalisation » et le reste au capitaliste qui fournit les fonds pour le reboisement. Ces parts sont des titres négociables de suite et donnant droit aux bénéfices d'ensemble de la société. Cette combinaison permet aux propriétaires les plus pauvres de reboiser à peu de frais, sans être obligés d'attendre la fin de l'entreprise ; car ils peuvent toujours vendre leurs titres, dont la valeur croît chaque année.

(1) Henri PENSA. *L'Avenir de la Tunisie*, page 32.

création d'olivettes, 80.000 hectares, ont été concédés à cet effet, sa portée économique n'est d'ailleurs pas moins appréciable : d'une part il aboutit à la création d'une richesse nouvelle : la plantation, d'autre part il élève le paysan au-dessus de sa condition primitive, puisque de simple ouvrier à gages qu'il est tout d'abord, il devient peu à peu indépendant au fur et à mesure que les produits accessoires du sol vont lui permettre de vivre et de rembourser les avances que le propriétaire lui a consenties. Et en effet, les avances du propriétaire au mharci — lorsque toutefois les dispositions légales sont respectées — ne doivent pas porter intérêt (1) de sorte que c'est un grand avantage pour le mharci qui ne pourrait emprunter autrement qu'à un taux usuraire, s'il trouvait à emprunter. Elles sont remboursées au moment où l'association est dissoute et la plantation partagée ; si le mharci n'a point d'argent à ce moment là il donne en remboursement une partie de la moitié de la plantation qui lui revient. Il serait à désirer que ce contrat puisse être appliqué dans la métropole : il ne manquerait pas d'apporter à l'œuvre de reforestation un concours précieux, malheureusement étant donné le renchérissement de la main-d'œuvre, son adaptation nous paraît difficilement réalisable.

Les Syndicats de défense

Nous avons envisagé jusqu'ici le rôle pacifique des syndicats forestiers ; mais pour certains, le mot syndicat « sonne comme une fanfare de guerre » destinée à donner tour à tour

(1) Rapport de M. BROUSSE, directeur de l'Agriculture, sur les *Cultures forestières*, p. 42.

le signal de la résistance ou celui du combat. Groupés en syndicats de résistance, les propriétaires de forêts se défendraient contre trois adversaires inégalement dangereux : les marchands de bois, déjà syndiqués, qui cherchent naturellement à maintenir les cours au plus bas prix possible ; la main-d'œuvre bûcheronne, qui se montre de plus en plus exigeante ; le fisc enfin, toujours plus insatiable et dont les impôts conduisent les forêts à la ruine.

Syndicats de combat, ils le seraient contre l'inertie administrative et l'indifférence parlementaire. Et pour mener tous ces combats, dit M. H. Defert (1), ce ne sera pas assez « des syndicats forestiers locaux, dont l'action éparse ne saurait porter des coups décisifs. Il faut que les premiers noyaux de résistance se soudent les uns aux autres en syndicat général ou central, lequel sera le porte-parole de tous, le grand agitateur de l'opinion publique, la seule force avec laquelle le Parlement daigne aujourd'hui compter et contre laquelle toutes les administrations de l'Etat se trouvent réduites à l'impuissance de nuire ».

Que dire de cette conception du rôle des syndicats forestiers ? A certains elle paraîtra peut-être exagérée et cependant, si l'on songe combien l'indifférence a plané longtemps sur les questions forestières et de quel lourd tribut nous l'avons jusqu'ici payée, on ne pourra que faire un accueil favorable à cette manifestation nouvelle de l'initiative privée, qui s'arme pour protéger et pour défendre une noble entreprise (2).

(1) *Revue du Touring-Club de France*, numéro de juin 1910.

(2) En traitant la question des Syndicats forestiers, M. Defert, a envisagé uniquement, semble-t-il, la constitution des syndicats patronaux. Il faut bien reconnaître cependant, que cette organisation syndicale peut être également profitable aux ouvriers travaillant en forêt. Elle leur est même



Aucune entrave légale n'est apportée à la constitution des sociétés sylvo-financières, non plus qu'à celle des syndicats forestiers dont beaucoup pourraient n'être qu'une extension des syndicats agricoles.

Mais à côté de ces sociétés, qui peuvent évidemment rendre de grands services, tout en laissant craindre cependant que le désir de procurer de forts dividendes aux actionnaires puisse parfois l'emporter sur le souci de conserver et d'améliorer la forêt, il existe d'autres collectivités entre les mains desquelles la gestion d'entreprises de reforestation paraît être entièrement sûre. Nous voulons parler des associations et des établissements publics, qui se distinguent précisément des sociétés sylvo financières par l'absence d'un but uniquement spéculatif. Malheureusement, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'indiquer, leur capacité de posséder est des plus réduites ! Quels efforts ont été jusqu'ici tentés pour secouer le joug de leur tutelle ? Quels sont ceux qui demeurent encore à tenter ? Tels sont les points que nous nous proposons d'examiner.

indispensable pour discuter le droit du propriétaire et notamment la réglementation du contrat de travail. Les syndicats des résiniers des Landes existent depuis janvier 1900. Avec l'accroissement de la valeur de la résine, les gains ont augmenté, les besoins se sont développés et l'ouvrier résinier qui s'était longtemps contenté d'un salaire annuel de 300 francs, a, en présence des bénéfices considérables réalisés par les patrons, revendiqué ses droits. Les syndicats constitués se sont réunis le 23 décembre 1907 à Morceaux, et ont créé une fédération des résiniers.

CHAPITRE III

LES ENTRAVES LÉGALES ÉCARTENT LES ASSOCIATIONS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE. — ASSOCIATIONS PLACÉES SOUS LE RÉGIME DE LA LOI DE 1901. — ASSOCIATIONS DÉCLARÉES D'UTILITÉ PUBLIQUE. — CAISSE D'ÉPARGNE ET PROJET DE LOI DU 12 MARS 1909. — SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS. — CAISSE NATIONALE DES RETRAITES. — ARTICLE 15 DE LA LOI SUR LES RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES. — COMPAGNIES D'ASSURANCES. — CAISSE DE SECOURS DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS. — CAISSE DE SECOURS ET RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. — SOCIÉTÉS DE MINES. — ENTREPRISES DE PUBLICITÉ. — COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER. — SOUMISSION FACULTATIVE AU RÉGIME FORESTIER.

Dans l'état actuel de notre législation, deux motifs écartent les associations et les établissements publics de la propriété forestière au développement de laquelle nous désirerions les voir coopérer ; ce sont :

1° L'incapacité de posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement ;

2° La difficulté de gérer les domaines forestiers, qui demandent un personnel et des connaissances techniques spéciales.

En vue de supprimer ces obstacles, plusieurs projets ont été déposés sur le bureau de la Chambre des députés, parmi lesquels nous citerons :

1° La proposition de loi de M. Fernand Bougère, portant modification des articles 6 et 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901

et autorisant les associations reconnues d'utilité publique ou déclarées, à posséder des bois et des terrains à utiliser pour le reboisement ;

2° La proposition de MM. F. Bougère et Fernand David, relativement à la faculté pour les propriétaires de soumettre leurs bois au régime forestier ;

3° La proposition de MM. F. David et Pierre Baudin, ayant pour objet d'introduire dans la législation certaines dispositions permettant à divers établissements ou associations de coopérer à l'œuvre du reboisement du sol de la France. Le rapport de M. Louis Vigouroux a combiné d'excellente façon ces trois propositions, soumises à son examen dans une proposition finale. Déposée le 26 juin 1908, celle-ci fut adoptée par la Chambre des députés le 12 mars 1909, après déclaration d'urgence votée sur la demande du Ministre de l'Agriculture, puis ensuite transmise le 16 mars au Sénat qui, immédiatement, nommait la commission chargée de son examen, commission dont M. Audiffred est rapporteur.

Nous allons examiner, dans l'ordre même du rapport de M. Vigouroux, les mesures édictées au profit des associations reconnues d'utilité publique ou déclarées en conformité de la loi de 1901, celles intéressant les caisses d'épargne, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et enfin les sociétés de secours mutuels.

A) Associations placées sous le régime de la loi de 1901

1° *Associations déclarées.* — Dans son article 6, la loi du 1^{er} juillet 1901 dispose que les associations peuvent, sans aucune autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subven-

tions de l'Etat, des départements et des communes :

a) Les cotisations de leurs membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées (ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs) ;

b) Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres ;

c) Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles se proposent (art. 6).

A cet alinéa, le projet Bougère adjoignait simplement le suivant :

d) Des bois, des forêts et des terrains qu'elles s'engagent à reboiser à leurs frais, avec ou sans le concours de subventions, ou à utiliser pour le reboisement.

La commission de l'agriculture n'a pas jugé opportun de conserver cette addition, sous le prétexte qu'elle était incompétente pour élargir la capacité de ces associations contrairement aux volontés nettement exprimées en 1901 par le rejet de tous les amendements proposés. Toujours la hantise de la mainmorte !

M. Vigouroux fait observer, en outre, que, comme les associations n'ont pas encore des ressources bien importantes, leur collaboration serait peu efficace. Mais à cela nous objecterons, avec M. Audiffred, qu'elles s'en créent tous les jours et, d'ailleurs, le champ d'action est assez vaste pour permettre à chacun de collaborer suivant ses propres forces.

Avec plus de raison, le rapporteur s'attache à démontrer que la loi de 1901 ne prohibe pas l'acquisition, dans un but désintéressé, de forêts ou de friches à reboiser, par les associations non déclarées, puisqu'il leur est loisible d'acquérir à titre onéreux, de posséder ou d'administrer les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elles

se proposent. Du reste, ces associations ont, si elles le veulent, la faculté de changer de nature ! Cela est évidemment incontestable, mais tel n'est pas leur desiderata. En définitive, la proposition adoptée par la Chambre des députés n'a pas maintenu le quatrième alinéa de la proposition Bougère ; par suite, aucune modification n'a été apportée à la situation des associations déclarées.

2^o *Associations déclarées d'utilité publique.* — Leur capacité est moins restreinte. Aux termes de l'article 5 de la loi du 4 février 1901, elles peuvent recevoir des dons et legs mobiliers, avec l'autorisation préfectorale si ceux-ci sont inférieurs à 3.000 francs, avec celle du Conseil d'Etat dans le cas contraire. D'autre part, elles ont des ressources mobilières parfois très considérables dont le placement en forêts serait fort à désirer. Enfin, en sollicitant la reconnaissance d'utilité publique, elles sont tenues de fournir leurs preuves et d'apporter notamment la justification de leurs moyens d'existence. Aussi l'Etat, les connaissant mieux, a-t-il moins de raison de les redouter et c'est ce qui explique la facilité avec laquelle l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 a été complété en ces termes : « *elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit, des bois, forêts ou terrains à boiser.* ». Mais ces bois et terrains seront de plein droit placés sous le régime forestier, en vertu de l'article 1^{er}, paragraphe 5 de la proposition présentée par la Commission de l'agriculture sur la soumission volontaire au régime forestier.

B) Caisses d'épargne

La plupart des nations étrangères ont repoussé le régime d'emploi exclusif des fonds des caisses d'épargne en titres d'Etat. C'est ainsi qu'en Autriche, en Allemagne et au Canada existent des caisses autonomes s'administrant elles-mêmes. Ce système de libre emploi des fonds a donné, particulièrement en Italie, de remarquables résultats et a permis d'affecter des ressources considérables au développement d'institutions d'intérêt général.

Les deux types de caisses de la loi française sont :

1° Les caisses d'épargne particulières ou municipales, avec dépôts obligatoires dans une des caisses publiques régies par la loi du 20 juillet 1895 ;

2° La Caisse nationale d'épargne, instituée par la loi du 9 avril 1881, sous la garantie de l'Etat et qui perçoit les dépôts par l'intermédiaire des bureaux de poste.

Ces deux catégories de caisses ont, l'une et l'autre, une fortune personnelle servant de garantie ; en outre, elles reçoivent des dépôts d'argent qu'elles sont tenues d'employer selon les conditions fixées par la loi du 20 juillet 1895.

La fortune personnelle des dites caisses doit être employée (art. 10) en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat ; en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes, des chambres de commerce ; en obligations foncières et communales du Crédit Foncier. Cependant, elles peuvent employer le cinquième de leur capital en valeurs locales (bons de Mont-de-Piété, prêts aux sociétés coopératives de crédit, construction d'habitations à bon marché), à condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où elles fonctionnent.

Quant aux fonds déposés, ils doivent être versés à la Caisse des dépôts et consignations, qui les emploie, soit en versements par compte courant au Trésor, soit en achat de rentes sur l'Etat, soit en valeurs garanties par lui (art. 1^{er} de la loi de 1895).

Ce procédé a un double inconvénient. En premier lieu, il centralise à l'excès les capitaux fournis par la petite épargne. L'or des plus humbles villages est ainsi drainé vers la capitale où « il va soutenir le cours de la rente », au grand détriment de l'industrie et du commerce locaux. D'autre part, un tel système est dangereux en ce qu'il donne à l'Etat un moyen facile de faire des emprunts déguisés et le grève de la charge des intérêts sans que, le plus souvent, l'emploi des fonds détermine un accroissement de richesses permettant au pays de supporter ce supplément de dette. Une augmentation d'impôts doit pourvoir au paiement des intérêts et l'épargne, qui n'a rien produit, devient pour la nation une source d'appauvrissement et non une source de richesses. Enfin, la garantie donnée par des placements en rente d'état obligatoires et exclusifs risque, comme le dit M. Guyot, de devenir un leurre en temps de crise. « Alors il n'y aura plus moyen de soutenir la rente et lorsque son taux sera avili, quelle terrible responsabilité l'Etat n'aura-t-il pas encouru à l'égard de tous ces déposants auxquels il promettait l'absolue sécurité ! »

Combien serait plus sûr et à la fois plus profitable au pays tout entier l'emploi de l'épargne populaire orienté vers des entreprises de restauration forestière ou des acquisitions de massifs boisés ! Il y aurait du moins une harmonie complète entre l'économie sociale et l'économie de la nature. L'une servirait à régulariser l'autre ! Comprenant tout l'intérêt

qu'offrirait à cet égard une réforme législative, MM. F. David et P. Baudin, avaient proposé de permettre à la Caisse des dépôts et consignations d'employer à des placements forestiers les fonds de dépôt des caisses d'épargne. La Commission de l'Agriculture fit observer, par l'intermédiaire de M. Vigouroux, qu'il serait téméraire de donner une forme immobilière à des capitaux de cette catégorie. La caisse dont il s'agit doit, dit-on, être constamment en mesure de réaliser son capital pour faire face aux demandes de remboursement qui lui sont adressées. Or, les placements forestiers rendraient l'opération impossible. D'autre part, les membres de la Commission supérieure des caisses d'épargne pourraient bien ne pas avoir la compétence suffisante pour faire le choix des placements forestiers à effectuer !

Ces objections, déclarons-le sans tarder, ne nous paraissent pas fondées. On ne voit pas bien comment les déposants pourraient être amenés à retirer la totalité de leurs fonds. Les retraits ne peuvent jamais être que partiels ; en cas de panique nécessairement temporaire, la caisse peut, en effet, avec la clause de sauvegarde, limiter les remboursements à 50 francs par quinzaine et par livret (1). D'ailleurs, si la Caisse des dépôts et consignations était amenée à cette opération invraisemblable : rembourser la totalité des dépôts, elle provoquerait par la vente de ses titres un tel abaissement du prix des valeurs, qu'elle ne pourrait faire face à ses engagements. Le placement mobilier, même le plus sûr, ne peut donc pas être une garantie contre ces éventualités imaginaires (2).

Quant à la seconde raison alléguée par la Commission de l'agriculture, elle est aussi aisément réfutable. Quoi de plus

(1) Art. 3 de la loi du 20 juillet 1895, § 2.

(2) Rapport Audiffred, p. 57, 58.

simple, si les membres de la Commission supérieure des caisses d'épargne craignent de se méprendre sur le choix des placements, que de les faire guider dans leurs acquisitions par l'Administration des Eaux et Forêts ?

Malgré ces observations, la proposition David et Baudin ne fut cependant pas admise dans son intégralité et l'on octroya seulement aux caisses d'épargne la faculté d'employer leur fortune personnelle en placements forestiers. Voici dans sa teneur le texte définitif adopté :

« L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne est ainsi complété : les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle et le cinquième (MM. David et Bougère avaient proposé le 50^{me}) du capital de cette fortune en valeurs locales existant dans le département où ces caisses fonctionnent, bons de Monts-de-Piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique, prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'escompte de ces sociétés, *acquisition de bois, de forêts, de terrains à reboiser*, acquisition ou construction d'habitations à bon marché ».

Quelque timide qu'elle fut, on ne pouvait qu'applaudir à cette heureuse innovation ; grâce à elle, plusieurs millions allaient pouvoir s'orienter vers les œuvres de reforestation. Malheureusement, depuis le vote de la loi à la Chambre des députés, la Commission supérieure des caisses d'épargne a cru opportun de faire entendre à nouveau ses doléances et de protester en reprenant et en complétant les arguments dont M. Vigouroux s'était fait l'interprète. Dans son rapport au Sénat, M. Audiffred a discuté et combattu ces objections et il y a lieu d'espérer que la loi passera au Sénat sans aucun changement.

Sociétés de secours mutuels

La loi du 1^{er} avril 1898 les divise en sociétés libres et sociétés approuvées. Les premières ne peuvent acquérir des immeubles sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité, sauf les immeubles exclusivement affectés à leur service (art. 5). Les secondes ont une capacité beaucoup plus étendue : elles peuvent recevoir des dons et des legs immobiliers, posséder et acquérir des immeubles à titre onéreux jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir (art. 20). Elles peuvent donc, à leur gré, acheter des forêts ou des terrains à reboiser et, si elles ne l'ont pas fait jusqu'ici, c'est assurément la gestion de ces domaines qui les en a détournées ; elles n'auront plus la même excuse avec le projet de soumission volontaire au régime forestier.

Les sociétés libres pourraient aussi, nous semble-t-il, bénéficier comme les associations des mêmes facultés, quant aux sociétés de secours mutuels reconnues d'utilité publique, elles bénéficieront de la loi nouvelle avec toutes les associations reconnues d'utilité publique.

La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse

Dans le projet F. David et P. Baudin figuraient aussi, au nombre des établissements susceptibles de posséder des forêts : la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Avec juste raison, les auteurs faisaient remarquer que le but de cet établissement étant de faire fructifier des capitaux pendant 30 ou 40 ans, la propriété forestière semblait constituer pour lui une sorte de placement forestier avantageux en même temps que très sûr. Malheureusement, comme la gestion et les fonds de la caisse des retraites sont entière-

ment entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations (1) et que d'autre part, elle n'a pas de dotation particulière, les observations de la Commission d'agriculture formulées déjà à l'occasion de l'emploi des fonds de dépôt des caisses d'épargne, ont prévalu contre elle : la capacité d'acquérir des terrains à boiser ou des forêts existantes ne lui a pas été octroyée.

Loi sur les retraites ouvrières, art. 15

Lors de la discussion de l'art. 15 de la loi sur les retraites ouvrières le 25 janvier 1910, la question se posa de savoir dans quelle mesure les caisses de retraites seraient autorisées à faire emploi des fonds en acquisition de terrains incultes et à boiser. Dans le projet soumis au Sénat, rapporté par M. Cuvinot, M. le sénateur Audiffred avait demandé que ces opérations fussent permises jusqu'à concurrence du 1/400^{me} des fonds. Devant la haute assemblée, MM. Monis et Méline déposèrent un amendement tendant à ce que cette proposition fut portée à 1/10^{me}. M. Cochery, ministre des finances, émit un avis analogue. Mais l'amendement Monis fut énergiquement combattu par M. le sénateur Cazeneuve qui reproduisit, à peu de chose près, les arguments du Conseil supérieur des Caisses d'épargne. « Les forêts, dit-il, risquent toujours de brûler et l'assurance est très coûteuse. Elles sont d'un revenu très douteux. . . . »

« Nous sommes tous d'accord sur la nécessité de reboiser, mais il ne faut pas le faire avec les capitaux provenant de l'épargne ouvrière ». Ces arguments furent refutés par M. le sénateur Audiffred qui, s'appuyant sur l'opinion des forestiers les plus autorisés, déclara « la thèse de l'improductivité

(1) Loi, 20 juillet 1886 ; décret, 20 décembre 1886 ; loi, 31 décembre 1895.

une pure hérésie », et démontra de même que les risques inhérents à la propriété forestière n'étaient pas différents de ceux des divers autres modes de propriété. Finalement la proposition du sénateur de la Loire fut adoptée et l'art. 15 rédigé en ces termes :

Les placements sont effectués 1° 2°
3° sur l'avis favorable du Conseil supérieur des
retraites ouvrières et jusqu'à concurrence de 1/400^{me} en acquisitions de terrains incultes à reboiser ou de forêts existantes.

On ne pouvait faire œuvre plus utile ! Dès 1904, M. Méline disait à ce propos : « quel meilleur et plus solide placement pourrait-on rencontrer que celui du boisement de la France, c'est-à-dire la transformation successive des versements de la Caisse des retraites en belles et bonnes forêts immuables comme la terre de France, d'un avenir certain à l'époque où doit s'ouvrir le droit à la pension de la plupart des assurés ? La combinaison offre ce double avantage : de produire l'accumulation des capitaux indispensables pour faire face aux retraites à une date éloignée et d'obliger l'Etat à immobiliser les fonds qui lui sont confiés, sans pouvoir y toucher » (1).

Les compagnies d'assurances

En dehors des associations et des caisses publiques auxquelles la loi adoptée par la Chambre des députés le 12 mars 1909 a permis l'achat de forêts ou de terrains à boiser, existent d'autres propriétaires abondamment pourvus de capitaux dont l'orientation vers le développement de nos richesses forestières serait à désirer.

(1) MÉLINE, *Le reboisement et les Caisses ouvrières*. (*République française*, 29 novembre 1904).

En première ligne figurent les compagnies d'assurances qui possèdent d'énormes réserves montant à plus de 567 millions pour la seule branche vie. Depuis longtemps ces sociétés ont compris quelles ne pouvaient se contenter d'un portefeuille de valeurs mobilières et elles ont entrepris dans les villes où la population était en progrès, et où, par conséquent les immeubles pourraient acquérir une plus-value, la construction de maisons de rapport. Les opérations de ce genre paraissent avoir jusqu'à maintenant réussi, seront-elles toujours aussi avantageuses ? On ne peut indéfiniment édifier des maisons et les capitaux, sous forme de primes, continuent d'affluer dans les caisses de ces sociétés. Il semble donc que des acquisitions de terrains faites judicieusement, sur des rapports sérieux d'agents forestiers compétents devraient procurer des profits aussi sûrs et aussi avantageux que des placements en bâtiments d'habitation, néanmoins, malgré l'exemple de quelques compagnies françaises et celui tout récent de « L'Utrecht » pour le reboisement de 1.600 hectares en Hollande, la plupart des compagnies d'assurances hésitent à s'engager dans le placement forestier. Elle donnent pour raison de leur abstention les difficultés techniques d'administration avec lesquelles elles se trouveraient aux prises étant dépourvues d'un personnel forestier compétent. Le vote définitif de la loi du 12 mars 1909 lèvera cet obstacle et leur permettra d'aborder en toute sécurité les placements forestiers, toutes les fois qu'elles les trouveront fructueux.

L'art. 3 de cette loi dont nous aurons l'occasion de parler, confère en effet aux propriétaires et aux sociétés qui en auront fait la demande la faculté de charger l'administration en tout ou en partie de la conservation et de la régie de leurs bois. Dès que la loi nouvelle eut été adoptée, l'Association générale pour

l'aménagement des montagnes se mit en rapport avec diverses compagnies d'assurances pour les engager à orienter leurs capitaux dans la voie dont l'accès venait de leur être facilité. Une objection surgit alors : le décret du 9 juin 1906 qui autorise les compagnies d'assurances sur la vie à placer en immeubles les 2/5^{mes} de leurs réserves, parlant ailleurs d'immeubles urbains, on pouvait craindre que le contrôle du ministère du travail n'établît une identité entre ces deux catégories différentes d'immeubles. Il importait d'élucider ce point au plus tôt. La lettre suivante de M. le Ministre du travail adressée à M. Descombes, a résolu la question en déclarant licites les achats forestiers.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, le 1^{er} Mai 1909.

—
MINISTÈRE DU TRAVAIL
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

—
*Direction de l'Assurance
et de la Prévoyance Sociales*

—
CONTROLE
des Sociétés d'Assurances sur la Vie

« MONSIEUR,

« Par lettre du 27 mars, 1909, vous m'avez demandé de vous faire connaître si les immeubles à acquérir par les Compagnies d'assurances pouvaient comprendre des forêts, bois ou terrains à reboiser.

« J'ai l'honneur de vous informer qu'en ce qui concerne les entreprises d'assurances sur la vie, assujetties à la surveillance et au contrôle de mon administration par la loi du 17 mars 1905, rien ne paraît s'opposer à ce qu'elles opèrent, dans les limites fixées par le décret du 9 juin 1906, le placement de leur actif en immeubles de la nature ci-dessus spécifiée.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

« Signé : RENÉ VIVIANI.

« A Monsieur le Président de l'Association Centrale pour l'Aménagement des Montagnes, 142, rue de Pessac, Bordeaux. »

**La caisse de secours des employés et ouvriers
(loi du 27 décembre 1895)**

**Les caisses de secours et retraites des ouvriers mineurs
(loi du 29 juin 1894)**

Mentionnons encore au nombre des caisses qui n'ont été visées par aucun projet. 1° Les caisses de retraites, de secours et de prévoyance au profit des ouvriers et employés, établies par la loi du 27 décembre 1895 ; 2° celles au profit des ouvriers mineurs instituées par la loi du 29 juin 1894. Les premières possèdent des capitaux assez importants dont la centralisation à la Caisse des dépôts et consignations n'est pas obligatoire. L'art. 3, paragraphe 3, dispose, en effet, que les fonds versés par les chefs d'entreprise dans la caisse syndicale ou patronale devraient être employés, soit en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, soit encore en obligations des départements, des communes, des Chambres de commerce, soit en prêts hypothécaires, soit enfin en valeurs locales. On ne voit pas pourquoi ces caisses ne seraient pas susceptibles de posséder des forêts et d'acquérir des terrains à boiser ?

Il en est de même des caisses des mineurs. Leur organisation est similaire à celles des caisses précédentes avec cette seule différence pourtant que les caisses syndicales et patronales sont plus étroitement limitées dans le choix de leurs placements.

Enfin à côté de ces sociétés diverses pour lesquelles l'achat de forêts existantes ou de terrains à boiser ne peut être envisagé qu'au point de vue placement de capitaux qu'elles doivent

faire fructifier, et du rendement à obtenir, il est des sociétés et des agglomérations qui peuvent retirer des plantations le double profit résultant d'un placement avantageux et d'un surcroît de production d'un objet de consommation qui leur est nécessaire.

Ainsi les sociétés de mines ont évidemment intérêt à favoriser le développement des sapinières et des pineraies qui leur procureront les étais dont elles ont besoin en grande quantité pour les galeries souterraines. Les papeteries, et les entreprises de journaux et revues qui font une si prodigieuse consommation de pâte et de cellulose sont dans la même situation.

Les compagnies de chemin de fer qui achètent chaque année des milliers de traverses de rail, trouveraient dans des plantations de grandes essences d'abondants approvisionnements. Les villes enfin qui ont construit des barrages dans le but de s'assurer d'importantes réserves d'eau potable, sont directement intéressées à exécuter elles-mêmes des reboisements et à favoriser des plantations dans le périmètre de réception de leurs réservoirs.

Tels sont les nombreux capitaux collectifs dont l'orientation vers les entreprises de restauration forestière permettrait la mise en valeur des six millions d'hectares incultes que renferme encore le sol métropolitain.

Soumission facultative au régime forestier.

Malheureusement, malgré tous les avantages que présentent ces placements forestiers, la plupart des personnes morales, ou des diverses sociétés que nous venons d'énumérer n'osent y recourir dans la crainte d'être inhabiles à gérer des biens d'une nature aussi particulière que les domaines boisés. Les difficultés de cette gestion disparaîtraient si l'Etat voulait accepter de rendre aux caisses publiques, aux compagnies d'assurances, mutualités, sociétés de secours mutuels, les services qu'il rend aux communes et aux établissements publics, et administrer leurs forêts avec le même soin. Il n'y aurait de sa part aucune ingérence blâmable, puisque cette gestion serait librement demandée, les sociétés restant libres de gérer leurs domaines à leur gré, si elles préfèrent se passer du concours de l'Etat. Et pourquoi ne pas accorder les mêmes facilités aux particuliers, et mettre à leur disposition un administrateur à la fois compétent et honnête ? Ils y auraient souvent le plus grand intérêt, car la plupart sont ignorants des choses forestières et méconnaissent ce qu'est l'aménagement d'une forêt.

Partant de cette idée, MM. F. David et F. Bougère ont proposé les additions suivantes à notre Code forestier :

« Sont soumis au régime forestier et seront administrés conformément aux dispositions de la présente loi, les bois et forêts dont les propriétaires ou locataires formuleront une demande en vue de leur assimilation à ceux des établissements publics, pour une période d'au moins dix ans, renouvelable par tacite reconduction ; — les terrains dont les propriétaires ou locataires demanderont, dans les conditions ci-

dessus, l'assimilation aux bois des établissements publics en s'engageant à les faire reboiser à leurs frais, avec ou sans le concours de subventions ».

La Commission de l'agriculture, tout en reconnaissant le principe, n'a pas conservé cette rédaction qui, à son avis, présente le grave inconvénient de soumettre au même régime les forêts appartenant à des particuliers, et des sociétés commerciales ou financières, qui ont pour objet la réalisation de bénéfices, et celles des associations constituées dans un but d'intérêt général ou collectif.

Pour les premières, l'assimilation complète au régime forestier des établissements publics n'est pas possible et serait contraire au but proposé. Ce régime serait trop rigoureux. Il comporte une mise en tutelle très étroite, exige des formalités minutieuses pour la vente des bois, et va jusqu'à régler la consommation personnelle des établissements publics.

D'un autre côté, M. Vigouroux fait observer que le tarif établi avec les établissements publics pour la gestion de leurs forêts serait sans doute insuffisant pour rémunérer l'administration du supplément de frais que nécessiterait la gestion de toutes ces forêts.

Aussi, a-t-il déposé, au nom de la Commission de l'agriculture, un autre projet, dont les grandes lignes peuvent se résumer ainsi :

« Tout d'abord, une distinction fondamentale entre les forêts des établissements ou associations constituées dans un but d'utilité générale et celles des particuliers et des sociétés commerciales ou financières qui ont pour objet la réalisation de bénéfices. Les premières seront nécessairement

assimilées aux forêts des établissements publics et gérées comme telles, qu'elles le demandent ou non. Ce sera une garantie obligatoire assurée à l'épargne des mutualistes et des œuvres d'utilité publique. Les secondes bénéficieront d'un régime *forestier spécial*, mieux approprié à leur caractère de propriétés privées ». Le régime spécial proposé, établi à l'aide de certaines dispositions du Code forestier, est très souple et très avantageux. Il a le mérite de pouvoir être réduit ou étendu librement par le propriétaire ou l'administration, sauf sur les points essentiels. Il apporte une protection très efficace par la poursuite et la répression des délits et ne peut que contribuer à la conservation et à la prospérité des forêts privées.

CHAPITRE IV

INSUFFISANCE ACTUELLE DE LA LÉGISLATION RÉPRESSIVE. — CRITIQUE DES LOIS DU 18 JUILLET ET 31 DÉCEMBRE 1906 PORTANT MODIFICATION DU CODE FORESTIER. — RETOUR A L'ANCIENNE LÉGISLATION.

La faculté conférée aux propriétaires particuliers de faire gérer leurs bois par l'Administration des Eaux et Forêts, moyennant redevance, constitue en quelque sorte à leur profit une mesure facultative de protection à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir, souhaitant de la voir bientôt consacrée à titre définitif.

Mais si cette réforme est une heureuse innovation, il n'en est point de même de celle que deux lois de date récente ont apportées aux dispositions répressives conservées jusqu'alors intactes dans le Code forestier : ce sont les lois des 18 juillet 1906 relatives à l'abaissement des pénalités en matière forestière, et 31 décembre 1906 concernant la compétence des juges de paix en pareille matière. Elles ont aggravé la situation des propriétaires forestiers par un libéralisme excessif à l'égard de ceux qui, abusivement, entendent devenir les maîtres dans la forêt d'autrui.

C'est précisément au moment où l'opinion publique prétend exiger des armes nouvelles en faveur de la protection des forêts que, par une contradiction vraiment étonnante, le législateur est venu émousser l'arme que le Code forestier de 1827 avait mise dans les mains de l'Administration. « Il ne faut pas s'y tromper, en effet ; la loi du 31 décembre 1906 fait une

brèche à l'unité du Code forestier, brèche qui ne tardera pas à s'agrandir et qui compromettra d'une façon irrémédiable la solidité de l'édifice. La faible barrière opposée par la limite de l'amende de 15 francs sera bien vite franchie ; il n'y a aucun motif pour qu'elle ne soit pas dépassée, puis que, par une étape nouvelle, toutes les contraventions en matière forestière ne soient justiciables des tribunaux de simple police. Point ne serait besoin d'étendre la compétence des juges de paix ; il n'y aurait qu'à abaisser encore d'un degré les pénalités forestières, comme l'avait fait déjà la loi du 18 juillet 1906, qui a précédé de six mois à peine la promulgation de la loi relative à la compétence des juges de paix en matière forestière. Si encore cette loi, étendant aux tribunaux de simple police la connaissance de certains délits, avait été introduite dans un Code forestier intact, avec les pénalités sévères et justifiées des anciens articles 192 et 199, le mal n'aurait pas été bien considérable, la plupart des délits entraînant des pénalités supérieures à 15 francs.

Mais, par un machiavélisme regrettable, l'Administration forestière a été invitée, tout d'abord, à coopérer elle-même à l'amputation du Code, en abaissant dans des conditions excessives les pénalités de la loi forestière. Puis, une fois cette réforme accomplie par la loi du 18 juillet 1906, la loi du 31 décembre suivant, qui n'aurait certainement jamais été acceptée par la Commission de réforme forestière, fut introduite furtivement, pourrait-on dire, et votée à la hâte, à la fin d'une législature, lorsque le budget se promène de l'une à l'autre Chambre, en attendant le vote final qui met d'accord le Sénat et la Chambre des députés ».

Après quatre années et plus d'application, cette loi inopportune a donné les résultats suivants :

- 1° Surcroît de travail imposé aux gardes forestiers ;
- 2° Augmentation sensible des dépenses ;
- 3° Pertes de temps sans aucun profit, d'où découlent d'autres conséquences non moins déplorables pour l'avenir des forêts : déconsidération un peu plus grande des agents chargés de conserver le domaine forestier ;
- 4° Augmentation du nombre des délinquants.

Si encore tous ces inconvénients étaient compensés par une diminution dans les frais de poursuite, le but du législateur eût été atteint. Mais, dans la réalité, il n'en est point ainsi : la différence entre les frais d'un jugement forestier par défaut en matière correctionnelle et les frais d'un jugement de même nature en matière de simple police, est insignifiante ; elle ne dépasse guère 2 francs, en aucun cas.

Evidemment, il en serait autrement si les prévenus comparaissaient sur simple avis : l'expérience a montré qu'il n'en a jamais été ainsi et il ne peut en être autrement. En effet, les délinquants justiciables des tribunaux de simple police, en sont à leur premier début (en cas de récidive, ils seraient poursuivis devant le tribunal correctionnel) ; on leur offre donc toujours une transaction très modérée. Si l'intéressé ne peut payer cette dernière, à *fortiori* ne paiera-t-il pas les condamnations prononcées contre lui et qui dépasseront de 10, même de 20 francs, la transaction offerte. Que lui importent des frais plus ou moins élevés ! il ne paiera rien et attendra que la contrainte par corps soit exercée. Encore moins se dérangera-t-il pour répondre à l'avis sans frais qui lui aura été adressé.

« Ce ne sont pas seulement les forêts domaniales ou com-

munes qui souffrent de l'état de choses créé par la loi nouvelle, ce sont aussi les propriétés particulières. En matière forestière, en effet, les délits commis dans les bois particuliers ne sont poursuivis par les Parquets que si le propriétaire dépose une plainte et s'il se constitue partie civile par le ministère d'un avoué, en vue du recouvrement des dommages qu'il peut avoir subis. Sur le montant des condamnations prononcées, l'amende est encaissée par l'Etat et le propriétaire n'a, pour compenser les pertes qu'il a subies ou les frais qu'il a avancés, que le montant des dommages-intérêts qui lui sont alloués par le tribunal. Or, chacun sait combien sont délicates, difficiles et coûteuses les estimations forestières : pour éviter d'avoir recours, dans chaque cas particulier, à une expertise, le Code forestier a très sagement stipulé, dans son article 202, que le montant des dommages-intérêts devra être au moins égal au montant de l'amende. En fait, on peut dire que, constamment, les tribunaux s'en tiennent à cette dernière estimation. Il en résulte donc que, la loi du 18 juillet 1906 ayant diminué dans de très fortes proportions le montant de l'amende, celui des dommages-intérêts se trouve abaissé dans le même rapport. Conséquence : les propriétaires, découragés par le montant dérisoire des dommages qui leur sont alloués, ne poursuivent plus, et un grand nombre de délits restent impunis (1) ».

Telle est la situation nouvelle créée par les deux lois dont il vient d'être question. Elles ne répondent à aucun des buts

(1) Rapport de M. BRETON au Congrès de la Société forestière de Franche-Comté et Belfort, le 19 juillet 1909, à Nancy.

que s'était proposé le législateur en les promulguant (1) et elles doivent, en conséquence, être abrogées.

Il est urgent de rétablir la saine doctrine posée par le Code de 1827, qui donne aux tribunaux correctionnels seuls, la connaissance des délits forestiers et dont les amendes ne sont nullement exagérées. C'est là la première mesure de protection de notre domaine boisé.

(1) M. BONNEVAY, rapporteur de la loi du 18 juillet 1906, avait déclaré le 22 mars 1906 : « Nous pensons que l'œuvre du reboisement ne peut que gagner à son adoption » ; cinq années d'application de la loi ont suffi à démentir ces prévisions. Rapport Bonnevey, docum. parlem., n° 3109.

CHAPITRE V

LÉGISLATION FINANCIÈRE. — LES IMPOTS GRÈVENT TROP LOUDEMMENT LA PROPRIÉTÉ FORESTIÈRE. — IMPOT SUCCESSORAL. — IMPOT FONCIER. — IMPOT SUR LE REVENU. — TAXE VICINALE. — MESURES TENDANT A UNE RÉPARTITION PLUS ÉQUITABLE.

Un facteur qui joue un rôle prépondérant dans la question forestière, c'est l'impôt. Actuellement, l'impôt, sous toutes ses formes, pèse tellement sur les forêts que beaucoup de propriétaires se découragent et sont tentés de se défaire de leurs bois parceque ceux-ci sont trop onéreux à conserver.

A) Impôt successoral

En premier lieu, on doit regretter l'augmentation des droits de succession résultant de la loi de finances du 8 avril 1910. Sous le régime de la loi de 1901, les tarifs variaient de 1 à 2,5 % entre époux, de 3 à 3,47 % entre frères et sœurs et de 8,5 à 12 % entre oncles et neveux. Actuellement, ils peuvent s'élever jusqu'à 7 1/2 % en ligne directe, jusqu'à 12 1/4 % entre époux, jusqu'à 23 % entre oncles et neveux. Si l'on tient compte, en outre, des frais de toute nature qu'entraîne la liquidation d'une succession, la moitié de l'héritage peut, dans certains cas, être absorbée.

M. H. Defert (1), après avoir cité à ce propos quelques

(1) *Revue Touring-Club de France*, juillet 1910.

exemples numériques très suggestifs dans la *Revue du Touring-Club de France*, ajoute :

« Quel nouveau coup de massue sur la tête des propriétaires forestiers ! l'impôt successoral achève ainsi l'œuvre de l'impôt annal ; l'un tue et l'autre assomme ».

B) Impôt foncier

1^o *Dégrèvements*. — En ce qui concerne l'impôt annal, deux textes de loi actuellement en vigueur ordonnent le dégrèvement dans les cas de reboisement. Ce sont :

1^o L'article 116 de la loi du 3 frimaire an VII : « Le revenu imposable des terrains qui sont plantés ou semés en bois ne sera évalué pendant les trente premières années de la plantation ou du semis qu'au quart de celui des terres d'égale valeur non plantées » ;

2^o L'article 226 du Code forestier : « Les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes, sur les dunes et dans les landes seront exempts de tout impôt pendant 30 ans ».

Il serait à désirer que ces textes fussent élargis, de façon à encourager le plus possible le boisement par les particuliers. Or, on semble plutôt, et bien à tort, vouloir les supprimer.

On n'a pas maintenu ces dégrèvements indispensables dans le projet d'impôt sur le revenu qui a été discuté en 1908 à la Chambre des députés. Lors de cette discussion, MM. Bonnevay et David ont proposé un amendement en vue de maintenir en faveur des semis et plantations l'exonération actuelle ; mais celui-ci ne fut pas adopté, le Ministre de l'agriculture ayant donné l'assurance que le nouvel impôt ne frapperait

que le revenu réel et que la future forêt jouirait de fait de l'immunité, puisqu'elle ne serait pas taxée tant qu'elle ne rapporterait rien. « L'impôt, a déclaré M. Caillaux, ne sera établi qu'à partir de l'époque où la première coupe sera effectuée ou plutôt sera possible ».

Mais, malgré cette déclaration, nous demeurons sceptique et nous pensons que, si le Ministre des finances s'est si vivement opposé au maintien du dégrèvement, c'est uniquement parceque cela coûte et qu'il est toujours opposé à tout ce qui peut diminuer les ressources du budget.

Espérons néanmoins que ces dégrèvements seront conservés lorsqu'il s'agira de donner sa forme définitive au projet d'impôt sur le revenu.

II^e *Assiette équitable de l'impôt foncier.* — Assurer à la forêt un impôt modéré, encourager les propriétaires à l'épargne au lieu de les punir par des taxes exagérées, c'est certainement un des moyens les plus efficaces d'enrayer cette déforestation dont on se plaint si vivement de nos jours. L'intérêt seul du propriétaire particulier peut l'empêcher de réaliser les gros bois dont il trouve un placement avantageux. C'est vainement qu'on veut recourir à des mesures coercitives ; on n'empêchera pas la forêt de se dépeupler, si les conditions économiques sont telles, que le propriétaire trouve un avantage certain au dépeuplement.

A quoi bon encourager le reboisement et la création de forêts par un dégrèvement de l'impôt foncier, si cet impôt, par son exagération même et son assiette peu équitable, fait obstacle à l'exploitation rationnelle et à la culture intensive des forêts ?

La propriété forestière est déjà, par l'interdiction du défri-

chement, soumise dans l'intérêt général à certaines restrictions au droit de disposition ; il existe même un courant d'opinion qui tendrait à aggraver ces restrictions. Sans aller jusqu'à demander de compenser celles-ci par une réduction de l'impôt sur le revenu des forêts, les propriétaires forestiers sont en droit d'exiger que le législateur ne fasse pas peser l'impôt sur la propriété forestière plus lourdement que sur les autres propriétés foncières non bâties.

Il importe tout d'abord de remarquer que le mode d'évaluation du revenu, fondé sur la détermination de la valeur locative (soit au moyen de baux authentiques, soit à l'aide de déclarations de location verbale dûment enregistrées, soit par comparaison avec les propriétés similaires dont le loyer a été régulièrement constaté) est inapplicable à la propriété forestière. Pour la forêt, l'expression « valeur locative » ne correspond à rien de réel ; l'expression « revenu » est la seule convenable. Les ventes de coupes de bois ont le caractère de ventes mobilières et il serait arbitraire de les considérer comme des baux au point de vue de la perception de l'impôt foncier.

Les forêts rentrent donc dans la catégorie des propriétés non bâties qui ne peuvent être évaluées directement. Les méthodes d'évaluation ont été jusqu'à ce jour celles prescrites par les articles 67 à 73 de la loi du 3 frimaire, an VII, et c'est précisément cette loi qui a conduit à attribuer aux forêts un revenu exagéré.

La loi de finances du 31 décembre 1907 dispose, dans son article 3, que « les opérations prescrites par l'art. 4 de la loi du 21 juillet 1894 seront immédiatement entreprises et qu'elles auront pour but de déterminer le revenu net actuel des propriétés foncières non bâties ». Quant à la loi de 1894, elle chargeait l'Administration des contributions directes de pro-

céder aux évaluations nécessaires pour transformer la contribution foncière des propriétés non bâties en un impôt sur le revenu net de ces propriétés.

L'opération ainsi prévue aura la plus grande importance pour la propriété forestière. Mais, pour cette sorte d'immeubles, elle présentera des difficultés spéciales. L'Instruction générale du Ministre des finances en date du 31 décembre 1908 donne bien, dans son article 26, les détails de la marche à suivre ; d'autre part, la circulaire n° 749 de l'Administration des Eaux et Forêts prescrit bien aux agents de cette administration de prêter leur concours aux contrôleurs des contributions directes ; il n'en est pas moins certain qu'une extrême prudence et une connaissance approfondie des lois de la formation du revenu des forêts sont indispensables de la part des opérateurs, si l'on veut éviter de retomber dans les erreurs de la méthode de l'an VII.

Voici les points sur lesquels il convient d'attirer tout particulièrement l'attention des agents chargés de l'évaluation.

a) Si, pour les propriétés susceptibles d'affermage, la valeur locative est la même pendant toute la durée du bail et échappe par suite à l'influence de la variation du cours des produits récoltés sur la propriété pendant le bail, il en est autrement pour les forêts. Le prix de vente des coupes dépend en effet du cours du bois au moment de la vente. Ils s'ensuit que la valeur du revenu d'une forêt ne peut être déterminée que par une moyenne portant sur les revenus d'un assez grand nombre d'années.

b) En examinant les caractères économiques de la culture forestière, nous avons dit que le revenu de la forêt non aménagée était essentiellement périodique et non annuel

comme celui des autres cultures. Or il ne faut pas perdre de vue qu'un revenu de 10.000 fr. par exemple, perçu tous les 10 ans, n'est pas la même chose qu'un revenu de 1.000 fr. perçu annuellement. Cet oubli grave est l'une des principales fautes commises par le législateur de l'an VII.

Par le versement de 20 annuités égales (a), on constitue, par le jeu des intérêts composés, un capital :

$$A = a \times \frac{(1+t)^{20} - 1}{t}, \text{ où, au taux de } 3\% :$$

$$A = a \times 26,87$$

Le propriétaire d'une coupe de bois exploitée à 20 ans, qui a du, pendant 20 ans, économiser ses revenus, doit retrouver à l'exploitation les intérêts cumulés des revenus non perçus ; si la coupe donne un revenu, le revenu R annuel correspondant est, au taux de 3 % : $\frac{R}{26,87}$ et non pas $\frac{R}{20}$. En divisant le revenu périodique par le nombre d'années de la période, on attribue donc à la propriété forestière un revenu annuel notablement supérieur au revenu réel et c'est là une inégalité choquante vis à vis des autres propriétés foncières non bâties. Pour une coupe exploitée à 20 ans, le rapport entre le revenu vrai et le revenu calculé selon la loi de frimaire an VII est, au taux de 3 %, de $\frac{20}{26,87} = 0,744$; pour une coupe exploitée à 35 ans, ce rapport est de : $\frac{35}{60,46} = 0,578$. Il est donc indispensable, dans les nouvelles évaluations en cours d'exécution, de faire intervenir les intérêts composés :

« Le revenu annuel moyen d'une parcelle boisée, exploitée à l'âge n et produisant une somme R , est représenté par la valeur r de l'annuité qui, versée pendant n années, amortirait le capital R . Cette valeur est donnée par la formule générale :

$$r = R \frac{t}{(1+t)^n - 1} \quad »$$

c) Une forêt, quelque vaste qu'on la suppose, n'est qu'une réunion de coupes ; le revenu total du sol de la forêt doit être la somme des revenus fonciers de chaque coupe et ne peut être supérieur à cette somme.

L'aménagement d'une forêt, qui a, comme nous l'avons dit, pour but de transformer un produit périodique par sa nature en un revenu annuel sensiblement constant, augmente le revenu de la forêt, mais n'augmente pas celui du sol. L'augmentation du revenu total provient du capital engagé dans l'exploitation en vue d'une culture intensive, capital constitué par des économies réalisées sur le revenu de la forêt et représenté par la valeur des coupes en croissance.

Les parcelles boisées de faible étendue n'étant pas susceptibles d'être aménagées en coupes annuelles, l'impôt basé sur le revenu exagéré, calculé suivant la méthode de la loi de l'an VII, pèsera plus lourdement sur le propriétaire d'un petit bois que sur celui d'une grande forêt. Cette conséquence suffirait à faire abandonner la méthode.

Indépendamment de la superficie des coupes en croissance, un propriétaire soucieux d'augmenter le revenu de sa forêt, constitue un autre capital d'exploitation représenté par les arbres réservés lors du partage des coupes : c'est la réserve ou le balivage.

En conséquence, on peut énoncer la loi suivante : « Le revenu d'une forêt est la somme du revenu du sol et du revenu du capital-bois engagé dans l'exploitation (coupes en croissance et réserve) ».

La question qui se pose maintenant est celle-ci : le revenu du capital-bois engagé dans l'exploitation doit-il être assujéti à l'impôt foncier ?

S'il devait être établi un impôt égal sur tous les revenus,

il importerait peu de distinguer entre les deux sources du revenu des forêts ; mais si, selon leur origine, les revenus doivent être répartis en diverses cédules, à chacune desquelles correspondra un tarif spécial, la stricte justice, ainsi que le principe de l'égalité devant l'impôt, exigent impérieusement que la distinction soit faite. A plus forte raison doit-il en être ainsi, si l'impôt foncier continue à servir de base aux centimes départementaux et communaux et à la taxe vicinale.

Les récentes instructions relatives à l'évaluation du revenu des forêts réalisent, dans le sens de cette distinction fondamentale, une amélioration qu'il importe de signaler. C'est ainsi que la circulaire de l'Administration des Eaux et Forêts du 20 avril 1909 dit :

« Par analogie avec ce qui a été décidé pour les revenus de la terre qui comprennent la rente foncière ou la valeur locative d'une part, d'autre part les bénéfices de l'exploitation agricole, il y aura lieu de séparer dans le revenu forestier :

1^o Le revenu donné par le sol, considéré comme peuplé d'un taillis simple, coupé à l'âge moyen d'exploitation adopté dans la contrée, revenu qui correspond à la rente foncière ;

2^o Le rendement donné par le capital forestier accumulé dans les réserves, revenu d'un caractère mixte, produit du capital et de la prévoyance ».

Nous sommes donc en progrès sensible sur la loi de primaire, an VII ; mais, pour favoriser pleinement la propriété forestière, pour encourager l'initiative privée, nous pensons qu'il conviendrait de percevoir l'impôt foncier uniquement sur le revenu donné par le sol de la forêt.

Voici ce que dit à ce sujet M. H. Defert, dans un article de la *Revue du Touring-Club de France* (1) :

« Le croît annuel de l'arbre n'est pas un revenu ; c'est une réserve capitalisée qu'on ne saurait sans une injustice criante considérer comme un revenu actuellement perçu, pour donner un aliment à l'impôt.

C'est une injustice criante parceque le croît annuel est soumis à une foule de vicissitudes telles que tempêtes, incendies, maladies cryptogamiques et autres causes de mortalité, qui font que le propriétaire n'est jamais assuré d'en profiter un jour et qu'on lui demande de faire ainsi au fisc une avance sur un produit qu'il n'est pas sûr d'encaisser. C'est une injustice parceque la règle en matière d'impôt, c'est l'égalité, et qu'en imposant le croît annuel, on viole manifestement cette règle.

Lorsqu'une société anonyme établit ses comptes annuels, elle ne distribue pas à ses actionnaires tout son bénéfice net. Elle en met une partie en réserve, réserve légale, statutaire, extra-statutaire même, et le fisc établit à son tour l'impôt, non sur la réserve ainsi capitalisée, mais seulement sur le dividende distribué. Les propriétaires de bois ont droit au même traitement. C'est une iniquité que de vouloir frapper leurs réserves forestières quand on épargne celles des sociétés financières. C'est même plus qu'une iniquité, c'est une faute ! Car un pareil système aboutira fatalement à l'anéantissement complet de ces réserves à tous égards si précieuses, à la disparition des futaies, à la disette de bois d'œuvre, à la dénudation du sol qui sera la mort de nos paysages dépouillés d'un de leurs plus séduisants attraits ».

A ce même propos encore, MM. Arnould et Colomb,

(1) *Revue du Touring-Club de France*, juillet 1910.

déplorant les charges qui pèsent sur les propriétaires de bois traités en futaie, écrivent (1) : « Comparez la situation faite à deux propriétaires de forêts, également économes et désireux d'épargner sur leurs revenus. L'un exploite ses bois en taillis simple et chaque année prélève une partie du prix de vente de ses coupes qu'il emploie en placements mobiliers ; l'autre, préférant élever sur ses taillis des futaies qui lui assureront un revenu égal, réduit le rendement en matière de ses coupes et constitue des réserves en vue de l'éducation de la futaie. Ces revenus de l'épargne du premier sont soumis à l'impôt modéré qui frappe les valeurs mobilières (3 à 4 % du revenu) ; les revenus de l'épargne du second, sont considérées comme revenus du sol de sa forêt, et comme tels assujettis à l'impôt foncier, qui absorbe 10 ou 15 % au moins de leur valeur. En frappant plus lourdement les revenus du second placement que ceux du premier, la loi fiscale a pour effet de détourner les capitaux de la culture forestière et d'arrêter le développement et les progrès de la sylviculture ».

En résumé, il résulte des développements qui précèdent que les deux grands principes qui doivent servir de base à toute réforme de l'impôt forestier et qui, espérons-le, ne seront pas perdus de vue par les Commissions d'évaluation, sont les suivants :

1^o Les revenus fournis par les forêts étant essentiellement périodiques, la méthode des annuités devra être employée pour calculer le revenu imposable des forêts ;

2^o Le rendement total d'une forêt étant la somme du revenu du sol (fonds) et du revenu capital-bois (superficie) engagés dans l'exploitation, l'impôt foncier ne devra frapper que le revenu du sol.

(1) *Bulletin de la Société forestière de Franche-Comté*, du 2 juin 1903.

C) Taxe vicinale

L'article 14 de la loi du 21 mai 1836 a prévu le cas de dégradations habituelles ou temporaires aux chemins vicinaux résultant du transport des produits forestiers et assimilés, à ce point de vue, les forêts aux mines et carrières, c'est-à-dire à des exploitations dont les produits exigent, pour leur transport, des charrois spécialement lourds et dégradants.

Cette assimilation est fort contestable. La superficie d'une forêt est, en effet, toujours grande eu égard au matériel qui en sort chaque année et un hectare de forêt exige certainement beaucoup moins de charroi qu'un hectare de terre arable. La question de dégradation extraordinaire pourrait à la rigueur se poser en cas de défrichement intégral ; mais il n'y a aucune raison pour surimposer un propriétaire qui tire de sa forêt un revenu normal.

Le principe admis par la loi de 1836 — principe dont les communes ne manquent jamais de tirer profit — est donc funeste à la propriété forestière et, d'une façon générale, l'entretien des chemins vicinaux pèse trop lourdement sur cette propriété. Il conviendrait, selon nous, de modifier sous ce rapport la loi de 1836 et aussi celle du 31 mars 1903, qui autorise les conseils municipaux à remplacer par une taxe, dite vicinale, le produit des journées de prestation que les communes sont tenues de voter pour les chemins vicinaux.

Cette taxe est représentée par des centimes additionnels aux quatre contributions directes et la plupart des communes ont usé du droit d'option qui leur était accordé, pour mettre à la charge des seuls propriétaires fonciers ce qui devrait être payé individuellement par chaque citoyen, et la forêt a eu sa large part ! !

CHAPITRE VI

UTILITÉ DE LA PROPAGANDE FORESTIÈRE. — LA PRESSE. — LES CONFÉRENCES. — L'ENSEIGNEMENT. — LE TOURING-CLUB DE FRANCE. — LA SOCIÉTÉ FORESTIÈRE DE FRANCHE-COMTÉ ET DE BELFORT. — LES AMIS DES ARBRES. — L'INTERVENTION DE L'ÉTAT. — SUBVENTIONS. — CRÉATION DE PÉPINIÈRES. — DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT SYLVICOLE. — L'ADMINISTRATION COMPÉTENTE ENVISAGÉE COMME GUIDE ET ÉDUCATRICE DES PARTICULIERS DE BONNE VOLONTÉ.

En signalant les merveilleux résultats auxquels est parvenue l' « Association générale pour l'aménagement des montagnes », nous avons eu l'occasion de voir quels précieux auxiliaires pouvaient être, en matière de reboisement, la persuasion et l'exemple. Dans l'œuvre ingrate entreprise par M. Descombes, ils ont largement contribué à vaincre l'atavisme des montagnards, « à peine effleuré par trois lois et cent millions de dépenses budgétaires ». Mieux vaut donc persuader que contraindre et cela est si vrai, qu'à notre époque, aucune législation, aucune réforme, aucun progrès ne sont possibles si l'on ne gagne au préalable l'appui de l'opinion publique.

Lorsque l'Allemagne a voulu nous ravir le rang de seconde puissance maritime, elle a commencé par créer « *la Ligue maritime* » et lui donner le plus énergique appui pour la mettre en situation de répandre par la presse, la parole et le livre

toutes les idées dont elle désirait assurer le triomphe. Ainsi devons-nous agir si nous désirons gagner des adeptes à la cause du reboisement et rendre possible la réalisation de nos projets de réforme.

Il faut d'abord créer un mouvement en faveur de la reforestation. Déjà les heures d'angoisse traversées par la France entière et Paris durant l'hiver et l'automne écoulés, ont plaidé la cause forestière d'une voix puissante. L'attention générale a été attirée sur ce fait que le reboisement est, en même temps que la meilleure défense du sol contre les ravages des eaux, le moyen le plus certain d'accroître la valeur foncière de notre pays. Il importe, maintenant que tout danger a disparu, d'insister à nouveau sur la nécessité de reboiser et de divulguer en même temps la science forestière jusqu'ici par trop monopolisée. La presse, sous toutes ses formes, peut prêter son concours à la réalisation de la première partie du programme ; l'enseignement de la sylviculture dans les écoles et les lycées, les conférences, les cours d'adultes contribueront à faire le reste. Certaines nations étrangères peuvent à cet égard nous fournir de précieuses indications. Ainsi, dans la plupart des pays allemands, pendant l'hiver, la sylviculture est enseignée aux élèves des écoles communales, dans les classes du soir ; des subventions sont accordées dans ce but par les divers Etats.

En Saxe, des cours ont été créés à l'intention des propriétaires forestiers et des personnes qu'ils emploient ; ils sont complétés par des tournées en forêt, faites sous la direction de praticiens éminents. Ce système paraît excellent.

En Suisse, les avantages du reboisement sont expliqués au public par de nombreuses brochures de vulgarisation ;

des cours professés par les agents forestiers en sont le complément indispensable (1).

En France, les sociétés scolaires forestières, de création récente, commencent à rendre de grands services. Elles ont vu le jour après le vote de la loi du 1^{er} avril 1898. Celle-ci ouvre aux enfants l'accès des associations de prévoyance et autorise les mutualités scolaires à acheter sous certaines conditions précisées et préalables, des étendues de terrain destinées à être mises en valeur par les membres mêmes de ces petites associations.

Conformément à cette loi, M. Audiffred, sénateur de la Loire, a organisé dans son département des mutuelles scolaires cantonales forestières. Dans ces sociétés, les enfants sont groupés par canton ; à chacune on affecte un terrain de quelques hectares qui est reboisé. L'Instituteur préside la société ; elle est, en outre, placée sous le patronage du maire, de l'Agent des Eaux et Forêts et de l'Inspecteur primaire.

Chaque année, des « fêtes de l'arbre » viennent compléter l'œuvre des sociétés. Elles sont l'occasion de récompenses dues à la générosité des pouvoirs publics et des sociétés forestières ou autres : livrets de caisse d'épargne pour les uns, distinctions honorifiques pour les autres. Ces fêtes laissent un souvenir durable dans l'esprit des enfants ; elles contribuent à leur faire aimer l'arbre qui les leur a procurées. Bien plus, en intéressant ainsi la jeunesse à l'œuvre de protection des arbres, on parviendra en même temps à y intéresser les populations rurales. L'enfant répètera chez lui les enseignements de l'instituteur : le petit bois sera une leçon de choses pour ses parents.

(1) Loi fédérale du 11 octobre 1902, art. 5 à 12.

Ces sociétés, qui ont surtout acquis une extension rapide dans l'est, sont moins répandues dans les autres parties de la France. On commence cependant à les voir apparaître dans les régions les plus hostiles : Pyrénées, Cévennes, Alpes méridionales. Nous ne pouvons souhaiter que l'accroissement de leur nombre ; car, suivant l'opinion de M. Descombes, « elles sont un admirable instrument d'une puissance d'extension incroyable, qui réunit au reboisement effectif la leçon de choses, la propagande, la mutualité et la prévoyance ».

L'enseignement de la sylviculture un peu développé pourrait aussi trouver place dans les cours d'histoire naturelle professés dans les établissements d'instruction secondaire. Il remplacerait fort avantageusement, comme le dit M. Ducrot (1), « la paléonthologie et tout son cortège de fossiles ». Enfin, dans les cours de nos facultés, ne serait-il pas possible de faire une place, si modeste soit-elle, à quelques notions d'économie forestière ? Il n'est pas, à ce propos, sans intérêt d'ajouter que, de nos jours, l'étude de la législation forestière et du Code qui la régit est soigneusement exclue du programme de la licence en droit ! C'est une regrettable lacune, qu'il y aurait lieu de combler.

Un autre mode d'enseignement, d'une réalisation plus aisée, consisterait à organiser des conférences. En Italie, le gouvernement a créé des chaires ambulantes de sylviculture et des conférences sont faites dans les écoles et dans les casernes. De même, en Belgique, les agents de l'Etat doivent faire chaque année de trois à six conférences dans les cantons forestiers de leur circonscription.

Les personnes au courant des questions forestières, les

(1) DUCROT, *op. cit.*, p. 211.

agents de l'Administration notamment, ont un autre moyen de remédier à l'ignorance presque générale des notions sylvicoles : ils peuvent très utilement fournir des avis et des conseils aux propriétaires de forêts et de friches à reboiser. En Belgique, ils ont été invités à donner des consultations à tous ceux qui le désirent.

Dans le même ordre d'idées, les sociétés et les institutions agricoles ou forestières peuvent également faire œuvre très utile en organisant des bureaux de renseignements. Des bibliothèques forestières bien composées, placées dans les centres et ouvertes au public, pourraient être créées pour contribuer aussi à l'instruction du peuple. Pourquoi celles qui existent en France chez la plupart des brigadiers forestiers ne seraient-elles pas accessibles aux personnes étrangères à l'administration, à l'instituteur, aux habitants du village désireux de s'instruire ?

*
* *

S'il est nécessaire de faire connaître la forêt et tous les bienfaits qu'elle peut dispenser, il n'est pas moins utile de grouper les initiatives individuelles qui veulent se consacrer au reboisement et de leur prodiguer les encouragements dont elles peuvent avoir besoin. Les sociétés forestières, les associations diverses sont toutes désignées pour y contribuer dans une large mesure. Au nombre de celles qui ont pris cette tâche à cœur, la place d'honneur revient au Touring-Club de France.

Cette puissante association, avec ses 125.000 membres et son budget de plus d'un million, s'est donné comme programme le développement de la beauté et de la prospérité de la France. Elle s'est fait l'apôtre de la forêt. Un des premiers

par l'organe de sa revue mensuelle, le Touring-club de France a, dans des articles dus à la plume de savants éminents, dénoncé les dangers de la déforestation et s'est efforcé d'enrayer sa marche.

Par ses soins ont été aussi propagés deux ouvrages illustrés : *le Manuel de l'Arbre* et *le Manuel de l'Eau*, dans lesquels M. Cardot, Inspecteur des Eaux et Forêts et M. O. Reclus convient grands et petits à restaurer la religion des arbres.

Parallèlement à cette campagne de propagande forestière, le Touring-Club accorde des subventions, des encouragements, organise des conférences (1). En 1906, une commission des pelouses et forêts était créée sous la présidence de M. Defert ; elle n'a cessé depuis de faire preuve d'une inlassable activité et nombreuses sont déjà les victoires qu'elle compte à son actif. Enfin le legs de 250.000 francs fait par un ami des arbres, M. Jansen, avec affectation à la création d'une caisse forestière, permet depuis quelques années au Touring-Club de contribuer directement à l'œuvre de reforestation ; ainsi ont été acquis et reboisés par ses soins les petits domaines de « la Chiquette » (Saône-et-Loire) et des « Dames Huguettes » (2) (Côte d'Or) ; ainsi sont distribués généreusement aux communes qui en ont besoin des plans de diverses essences forestières.

Mentionnons à côté du Touring-Club la Société forestière de Franche-Comté et Belfort, fondée en 1890 et dont le siège est à Besançon. C'est une association amicale entre propriétaires de bois, forestiers, industriels utilisant le bois et tous

(1) 117.000 francs ont été employés ainsi durant les quatre dernières années écoulées.

(2) *Revue T. C. F.* Janvier 1911, p. 6.

ceux enfin qui s'intéressent aux forêts à quelque titre que ce soit. Elle a pour but de contribuer :

1° A l'avancement et à la propagation des connaissances se rapportant à l'économie forestière ;

2° A la conservation des richesses forestières existantes, à l'amélioration des forêts de peu de valeur, au reboisement des terres incultes.

Ses congrès annuels, suivis d'excursions en forêt, ont une grande vogue ; des conférences sur les sujets les plus variés y sont faites par des amateurs compétents ; des concours avec médailles et encouragements de toutes sortes y sont organisés en faveur des reboisements, du perfectionnement des industries forestières.

Pour faire suite à cette impulsion et venir en aide aux nombreux préposés forestiers, gardes particuliers, propriétaires de bois, la Société, sur la proposition de son office de statistique et de recherches, a décidé de faire paraître un agenda forestier, devenu le *Vade-Mecum* de tous ceux qui s'intéressent aux questions forestières.

Signalons encore la « Société française des amis des arbres », fondée à Nice par M. le docteur Jeannel, en 1895 et transférée à Paris par M. Demontzey. Elle a pour but :

1° D'inciter et de seconder, en France et dans les Colonies françaises, l'initiative individuelle en vue de la plantation, et de la propagation des arbres isolés ou en massif ;

2° D'aider par son concours au groupement des bonnes volontés et à la défense des intérêts des propriétaires.

Cette société a déjà rendu de grands services ; comme la précédente, elle encourage par tous les moyens l'initiative individuelle et la conseille en outre, dans un bulletin trimestriel fort instructif.

Elle a, en province, des sections locales : section Lorraine, inaugurée en 1902, à Nancy ; section Tarentaise ; section d'Annecy. Tout en étant rattachées à la Société-Mère de Paris, ces sections étendent la zone d'action de cette dernière, en groupant sur place les bonnes volontés.

Citons enfin certaines associations régionales non moins dignes d'intérêt : Société horticole, vigneronne et forestière de l'Aube ; Société horticole et forestière de Sens ; Société de protection des arbres et des forêts.

*
* *

Comme on le voit, nombreux sont les amis des arbres qui apportent leur collaboration à l'œuvre de reboisement et propagent son utilité. Tous ces efforts commencent à faire merveille ; ils feront mieux encore si, comprenant son rôle, l'Etat sait les seconder plutôt que les méconnaître.

Chaque année, des sommes considérables sont employées à octroyer des primes à la sériciculture, à la marine marchande, à encourager des œuvres de bienfaisance ou de multiples sociétés poursuivant les buts les plus divers. Ne serait-il pas tout aussi désirable de voir l'Etat s'intéresser d'une manière un peu large aux travaux de reboisement ? Jusqu'ici, il s'est borné à faire une application beaucoup trop restreinte de l'article 5 de la loi du 4 avril 1882, qui prévoit que, dans tous les pays de montagnes, des subventions (en nature ou en argent) pourront être accordées aux communes, associations pastorales, fruitières, établissements publics et propriétaires particuliers, à raison des travaux entrepris par eux pour l'amélioration, la consolidation du sol et la mise en valeur des pâturages. Pourquoi ne pas faire un usage plus

large de ces dispositions? Pourquoi ne pas les étendre à toutes les sociétés de reboisement et ne pas subventionner aussi les plantations effectuées en plaine? (1).

Le Ministre de l'agriculture ferait également un emploi très utile de ses crédits, s'il établissait au centre même des terrains en voie de repeuplement des pépinières que les cultivateurs pourraient visiter et où il leur serait facile de s'approvisionner sans déplacement onéreux. Quand les pépinières sont éloignées des lieux où s'opèrent les plantations, les propriétaires ne sont pas tentés d'en profiter et lorsqu'ils demandent des plants, ils doivent s'attendre à un déchet, car le séjour dans les gares de départ et d'arrivée et le transport à distance occasionnent inévitablement la perte d'un certain nombre de sujets. Il en est autrement lorsque le propriétaire transporte lui-même les plants de la pépinière à sa demeure, avec sa voiture. A peine arrachés, il les met en terre et la reprise en est mieux assurée (2).

Certains conseils généraux ont déjà pris l'initiative de favoriser de la sorte la replantation dans la mesure de leurs ressources. Le Conseil général du Rhône affecte ainsi chaque année 11.000 francs à l'entretien de pépinières qui fournissent gratuitement des plants aux communes et aux particuliers. Le Conseil général des Bouches-du-Rhône consacre annuellement 15.000 francs au reboisement; celui de la Côte-d'Or 1.500 francs; celui des Alpes-Maritimes 3.000 francs; ceux du Doubs et du Jura 2.000 francs. Les Conseils généraux de

(1) Des récompenses sous forme de médailles, de primes, décernées aux propriétaires, aux régisseurs et aux gardes qui exécutent des semis ou plantations d'une certaine importance encourageraient également les particuliers. Il en est ainsi en Russie. Arrêt du 4 avril 1888, art. 17.

(2) Rapport AUDIFFRED, page 36.

la Seine, de la Gironde, de l'Aude, des Hautes et Basses-Pyrénées subventionnent l'Association centrale pour l'aménagement des montagnes ; celui de l'Isère, l'Association Dauphinoise pour l'aménagement des montagnes. A côté des corps élus, les Chambres de Commerce, les Municipalités — celle de Bordeaux et de Bayonne entre autres — font dans le même but de très louables efforts (1).

L'Etat pourrait davantage encore en facilitant le Crédit sylvicole comme il l'a fait pour le Crédit agricole, le Crédit foncier et le Crédit maritime. A notre avis, c'est dans ce sens qu'il faut surtout tenter un effort. Comme nous l'avons démontré, la forêt est une caisse d'épargne dans laquelle les capitaux engagés travaillent à un taux souvent élevé. Mais peu de propriétaires ont la possibilité de recourir à ce mode de placement parcequ'ils ont besoin pour vivre des intérêts annuels de leur petit capital. Or, l'hypothèque est le seul procédé qui leur permette d'obtenir des avances à long terme ; malheureusement, c'est un procédé coûteux. Il serait donc à souhaiter que le petit propriétaire puisse trouver des capitaux remboursables à longue échéance et par annuités. Ce résultat pourrait être atteint en autorisant les caisses de crédit agricoles instituées par la loi du 31 mars 1889, à prêter aux particuliers ou aux communes, en diffèrent le service des intérêts et le remboursement jusqu'au moment où les bois commenceraient à produire des revenus. L'existence

(1) Les travaux de semis et plantations sont assez largement subventionnés dans la plupart des pays étrangers d'Europe. En Saxe, ordonnance du 28 février 1877 ; en Hongrie, loi XXXI de 1879, art. 177 ; en Russie, en Suisse où les sommes allouées par l'Etat atteignent de 50 à 80 %, des dépenses pour le boisement de fonds qui seront convertis en prêts, loi fédérale du 11 octobre 1902, art. 41 et 42 ; en Prusse, loi du 16 septembre 1899.

des syndicats forestiers dont nous avons eu l'occasion de parler, favoriserait dans une large mesure le service de ces prêts.

Ces concours matériels seraient heureusement complétés par les instructions et les conseils fournis par les agents de l'Administration des Eaux et Forêts ; dans une circulaire du 9 février 1906, son directeur, M. Daubrée, prescrivait aux conservateurs de prêter leur concours aux Préfets, en vue d'organiser dans les écoles l'enseignement élémentaire de la sylviculture : il serait aisé d'étendre les dispositions de cette circulaire et d'autoriser les agents et préposés forestiers à éclairer également de leurs avis les sociétés et les particuliers qui s'adonnent à des travaux de reboisement (1). Le dévouement et la complaisance du personnel des Eaux et Forêts sont, par avance, garants de son acquiescement.

Enfin, il conviendrait, comme nous l'avons dit déjà, de réviser la législation financière relative aux forêts et de réduire à de justes proportions les impôts qui écrasent actuellement la propriété boisée ; ce serait là, pour l'Etat, un des moyens les plus efficaces de venir en aide à cette propriété !

Lever les entraves administratives qui paralysent les tentatives d'amélioration forestière, prodiguer à celles-ci des encouragements plus nombreux, en un mot faire appel à l'intérêt plus qu'à la force, tel est, en définitive, le but vers lequel doit tendre l'Etat, s'il veut, en restituant aux forêts de France leur splendeur passée, prévenir de nouveaux désastres.

(1) Cela existe en Saxe, ordonnance du 26 février 1877. En Russie, arrêt du 4 avril 1888.

De même qu'un arbre puisant dans un sol fécond une sève généreuse, voit ses branches s'allonger, ses rameaux s'étendre et couvrir de leur ombre bienfaisante un terrain chaque jour plus vaste, ainsi peut-il en être de l'initiative privée ; qu'on lui assure désormais un ferme appui et on la verra, embrassant chaque année des entreprises de reforestation plus considérables, accroître avec la richesse de la Patrie son patrimoine de beauté !

Vu :

Lyon, le 4 avril 1911,
Le Doyen de la Faculté,
FLURER.

Vu et approuvé :

Lyon, 1^{er} avril 1911,
Le Président de la Thèse,
EMMANUEL LÉVY.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 5 avril 1911,
Le Recteur de l'Académie,

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,
C. DEPÉRET.

ANNEXES

ANNEXE 1

Proposition de la loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées. (Votée par la Chambre des députés, le 12 mars 1909. Rapportée au Sénat le 6 juillet 1909).

L'article 1^{er} du Code forestier est ainsi complété :

Art. 1^{er}. — Sont soumis au régime forestier et seront administrés conformément aux dispositions de la présente loi :

- 1^o Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'Etat ;
- 2^o Les bois et forêts des communes et des sections de communes ;
- 3^o Ceux des établissements publics ;
- 4^o Les bois et forêts dans lesquels l'Etat, et les communes ou les établissements publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers ;
- 5^o Les bois, forêts et terrains à boiser des associations reconnues d'utilité publique et des sociétés de secours mutuels ;
- 6^o Ceux des particuliers mentionnés par le § 3 de l'article 117.

Art. 2. — Les dispositions du Code forestier relatives aux bois des établissements publics sont applicables aux bois des associations reconnues d'utilité publique et des sociétés de secours mutuels approuvées.

Art. 3. — L'article 117 du Code forestier est ainsi complété :

Les dispositions des articles 91, 93, 94, 97, 107 (§ 2), 108, 109 (§ 1^{er}), relatives aux bois des établissements publics, ainsi que les dispositions de la section 2 du titre 10 ; celles de la section 1^{re} du titre 11 à l'exception du § 2 de l'article 169 ; celles du § 2 de l'article 189 et celles de la section 1^{re} du titre 13 seront applicables aux bois des propriétaires et des sociétés qui en auront fait la demande à l'Administration forestière.

L'Administration forestière pourra se charger, en tout ou en partie, de la conservation et de la régie de ces bois moyennant une redevance annuelle ou des perceptions établies d'après les règles édictées par l'article 106 pour les établissements publics.

Seront déclarées nulles, les conventions et les ventes conclues par les propriétaires ou les administrateurs de ces bois qui auraient consenti à des tiers des droits d'usage ou procédé à des coupes tant ordinaires qu'extraor-

dinaires sans l'autorisation de l'administration forestière ou en dehors des conditions fixées par elle.

Art. 4. — Le deuxième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association est ainsi complété :

« Cependant elles peuvent acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit des bois, forêts ou terrains à boiser. »

Art. 5. — L'article 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne est ainsi complété :

Les caisses d'épargne sont autorisées à employer leur fortune personnelle ; 1^o, 2^o, 3^o, 4^o. Elles pourront, en outre, employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en valeurs locales énumérées ci-dessous à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans le département où les caisses fonctionnent ; bons de Mont-de-Piété, ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique ; prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opération d'escompte de ces sociétés ; acquisition de bois, forêts ou terrains à boiser ; acquisitions ou construction d'habitations à bon marché, etc.

Art. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

ANNEXE II

Proposition de la loi présentée par M. Guyot au 1^{er} congrès de l'A. G. A. M. (1905).

Art. 1^{er}. — Peuvent être classés, comme forêts de protection, les forêts dont le maintien à l'état boisé est reconnu nécessaire.

1^o Au maintien des terres sur les montagnes et sur les pentes ;

2^o A la défense du sol contre les érosions et les envahissements des fleuves et des torrents ;

3^o A la protection des dunes et des côtes contre les érosions de la mer et les envahissements des sables.

Art. 2. — Des décrets rendus, après enquête sur la proposition du Ministre de l'agriculture, déterminent les forêts qui sont classées comme forêts de protection. Les formes de l'enquête sont déterminées dans un règlement d'administration publique.

Art. 3. — Les forêts de protection appartenant à des particuliers sont soumises à un régime spécial.

Art. 4. — Les forêts de protection appartenant à des communes ou sections de communes ou établissements publics sont toujours soumises au régime forestier communal, sans que l'exception fondée sur l'impossibilité d'aménagement ou d'exploitation régulière puisse, dans aucun cas, être opposée à cette soumission.

Art. 5. — Les forêts de protection, quelque'en soient les propriétaires, sont exemptes de tout impôt et de tous centimes additionnels, départementaux ou communaux.

Art. 6. — Il n'est rien changé au régime des autres forêts de particuliers qui n'auraient pas été classées comme forêts de protection. Elles demeurent notamment soumises au titre 15 du Code forestier concernant le défrichement.

Art. 7. — En montagne l'expropriation des forêts des particuliers, classées ou non comme forêts de protection, continue à être régie par la loi du 9 avril 1882.

BIBLIOGRAPHIE

- ADER. — *Modifications législatives à apporter au régime des propriétés forestières privées*, 1907, p. 12.
- ARNOULD. — *L'Evaluation du Revenu imposable des forêts et les arguments du fisc*. — *Revue des Eaux et Forêts*, 15 novembre 1909, p. 673 à 680.
- AUDEBRAND, Ct. — « *Usez, n'abusez pas* », *Bulletin du Syndicat des forces hydrauliques*, n° de juin 1905. — *La houille blanche et la question sylvicole*, Grenoble 1907.
- BAUBY. — *Le Reboisement et les questions économiques en montagne*, Bordeaux 1906, p. 256.
- BELLOC. — *L'Arbre et ses ennemis*. — *La Nature*, 11 avril 1908.
- BRUNHES B. — *Houille blanche, déboisement et droit de propriété*. — *Revue de Fribourg*, mars 1908, p. 208. — *Lutte contre le déboisement et l'aménagement des chutes d'eau*. — *Semaine sociale de France*, mars 1908, p. 208 et 262.
- BRUNHES J. — *Géographie humaine*, p. 22, 25, 40, 45.
- BUFFAULT Pierre. — *Insuffisance de notre législation en matière de conservation et de restauration des forêts*, Bordeaux 1902, p. 13 et 133.
- CARDOT. — *Le manuel de l'arbre et de l'eau*, Paris 1907, p. 32, 33, 35, 48, 80, 81 et 82.
- CLERGET. — *La Suisse au xx^e siècle*. — *Annuaire de législation étrangère*, p. 30.
- CONGRÈS. — Second congrès du Sud-Ouest navigable, tenu à Toulouse en juin 1903. — *Compte rendu*, Toulouse 1904. — Troisième congrès du Sud-Ouest navigable, tenu à Narbonne en 1904. — Quatrième congrès du Sud-Ouest navigable, tenu à Béziers en 1905, *compte rendu* en un volume. — Premier congrès de l'Aménagement des montagnes, *compte rendu*, Bordeaux 1909.
- DALLOZ. — *Jurisprudence générale. — Répertoire méthodique*, au mot *Forêts*. — *Supplément, Régime forestier*. — *Codes annotés*. — *Code civil*, art. 592, art. 815, 823, 827, 1382. — *Code de procédure civile*, art. 23, n° 274. — *Code forestier*, art. 144 à 150.
- DESBAZELLES. — *Les forêts*, Paris, Hachette 1884, p. 1 à 20, 90, 120.

- DEROYE. — *Le revenu imposable des forêts*, supplément au n° 6 du *Bulletin de la société de Franche-Comté et de Belfort*, 1908.
- DESCOMBES. — *Le problème pastoral et forestier*, Bordeaux 1908. — *Rapport à M. le Ministre sur l'œuvre accomplie de 1904 à 1908 par l'A. G. A. M.* — *Première étape pour l'aménagement des montagnes*, Bordeaux 1909. — *Syndicats forestiers*, Bordeaux 1908. — *Le centime du reboisement*, Bordeaux 1908. — *Les immeubles forestiers et les compagnies d'assurances*. (Ces diverses brochures se trouvent en vente au siège de l'A. G. A. M., à Bordeaux, 142, rue de Pessac).
- DUCROT L. — *La réforme forestière et la propriété privée*, titre II, chapitres 1, 2 et 3, Lyon 1910. — Imprimerie Poncet.
- FABRE L.-A. — *L'exode montagnoux en France*, *Bulletin de géographie historique et descriptive*, Paris 1905. — *Deux questions forestières*, Besançon 1907, p. 17. — *L'exode du montagnard et la transhumance du mouton en France*, Paris 1907.
- FRON. — *Sylviculture*, librairie Baillière, Paris 1903, p. 459, 460, 475, 479, 505, 508, 509, 513, 514, 515.
- GAUDET A. — *Rapport au conseil général du Rhône*, deuxième session ordinaire de 1909.
- GLASSON. — *La liberté de tester*, art. paru dans la *Réforme Sociale*, numéro du centenaire de la Révolution, Paris 1890.
- GONNARD. — *La défense du sol en Hongrie*. — *Revue économique internationale*, 1908, p. 67.
- GUYOT A. — *La nationalisation du sol forestier*, Besançon 1905, p. 9. — *Les forêts de protection*, Besançon 1905, p. 17.
- HÜFFEL. — *Economie forestière en trois volumes*, Paris 1904, t. I, p. 20, 21, 25 ; t. II, 1907, p. 381 à 383 ; t. III, même année, p. 294 à 298.
- LIOCOURT et PARDÉ. — *Projet d'association forestière*. — *Bulletin de la société forestière de Franche-Comté et de Belfort*, t. VIII, décembre 1905.
- MADÉLIN. — *Les restrictions légales au droit de propriété forestière*, Paris 1905, p. 152, 193, 197, 198.
- MÉLARD. — *Insuffisance de la production du bois d'œuvre dans le monde*. — Imprimerie Nouvelle, Paris 1906.
- MILHAUD. — *La régie directe au village*. — *Les annales de la régie directe*, numéro de septembre 1910, p. 337.
- MOREL. — *La question forestière en France*, Rousseau, Paris 1910, titre 2, chapitre VI.
- PAMPALONI. — *Legislazione e giurisprudenza forestale*, Vallombrosa, 1897.
- PARDÉ. — *La question forestière*. — *Revue des Eaux et Forêts*, 15 juin et 1^{er} juillet 1906.

- PENSA Henri. — *L'avenir de la Tunisie*, p. 89, 90, Paris 1903, André.
- PLANIOL. — *Cours de droit civil*, dernière édition, Paris 1910. — Succèsions, partage.
- ROUSSET et BOUER. — *Dictionnaire général des forêts*, Digne 1900, 2 vol.
- SURELL. — *Etude sur les torrents des Hautes-Alpes*, Paris 1870; suite, par Cézanne, 1872.
- TESSIER. — *L'idée forestière dans l'histoire*, Paris 1906, p. 1 à 28.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

- 1^o Proposition de loi présentée par M. Fernand BOUGÈRE, député, relative à la faculté pour les propriétaires de soumettre leurs bois au régime forestier. Annexe, séance du 7 mars 1907, n^o 813.
- 2^o Proposition du même député, portant modification des art. 6 et 11 de la loi du 1^{er} juillet 1901, autorisant les associations reconnues d'utilité publique ou déclarées à posséder des bois et des terrains à utiliser pour le reboisement. Annexe, séance du 7 mars 1907, n^o 814.
- 3^o Proposition de M. F. DAVID, député, ayant pour but de mettre fin au déboisement du sol de la France. Annexe, séance du 15 mars 1907, n^o 843.
- 4^o Proposition de MM. F. DAVID et P. BAUDIN, ayant pour objet de modifier la législation forestière en vue de mettre obstacle au déboisement du sol de la France. Annexe, première séance du 2 décembre 1907, n^o 1351.
- 5^o Proposition des mêmes députés, ayant pour objet d'introduire dans la législation, certaines dispositions permettant à divers établissements ou associations de coopérer à l'œuvre de reboisement du sol de la France. Annexe, première séance du 2 décembre 1907, n^o 1352.
- 6^o Projet du Gouvernement renouvelant celui du 14 février 1906. Annexe, séance du 20 février 1908, n^o 1526.
- 7^o Rapport de M. L. VIGOUROUX, au nom de la Commission de l'agriculture, sur une proposition de résolution de M. P. BAUDIN et plusieurs de ses collègues, tendant à faire établir un inventaire des domaines forestiers de France. Annexe, séance du 25 février 1908, n^o 1540.

8° Rapport de M. F. DAVID, au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions ci-dessus, nos 1526, 843, 1351. Annexe, séance du 11 juillet 1908, n° 1933.

9° Rapport de M. L. VIGOUROUX, sur les propositions ci-dessus, nos 813, 814, 1352. Annexe, deuxième séance du 25 juin 1908, n° 1385.

10° Rapport de M. le sénateur AUDIFFRED, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 12 mars 1909, tendant à faciliter le relèvement et la conservation des forêts privées (séance du 6 juillet 1909), n° 185.

Ces divers documents parlementaires sont publiés par la maison MUSARD et EBIN, place Dauphine, Paris.

Italie. — Legge forestale. (Raccolta n° 3917) *Bulletino ufficiale del ministero di lavori pubblici*, 1^{er} juillet 1906.

PÉRIODIQUES

Association générale pour l'aménagement des montagnes. — A. G. A. M.; publications, statuts.

Compte rendu des assemblées générales, 1908-1909.

Compte rendu in extenso des premiers et deuxième congrès de l'A. G. A. M.
— Ces brochures sont publiées à Bordeaux et peuvent être demandées au siège de l'Association, rue de Pessac.

Association Dauphinoise pour l'aménagement des montagnes. — *Statuts.* — *Compte rendu des assemblées générales de 1907 et 1909.* — Ces brochures peuvent être demandées au siège de l'Association, à Bordeaux ou à Grenoble.

La Réforme sociale, janvier-février 1911.

Le Correspondant français, années 1907 et 1908, plus spécialement, nos du 10 août 1908, 10 octobre 1908.

L'Echo de Paris, 21 avril 1908.

L'Indépendant Savoyard, 14 octobre 1905.

Journal officiel de la République française, nos du 5 mars 1910, 6 avril 1910, p. 2908.

Le Journal, 4 et 10 novembre 1905, 8 février 1908, 27 mars 1910, 4 avril 1910, 11 avril 1910.

Le Lyon Républicain, 5 et 8 décembre 1910.

Le Nouvelliste de Lyon, 21 novembre 1908.

La Houille Blanche, 1905, n^{os} 10 et 11.

La Nature, juin 1909.

Le Petit Parisien, 27 octobre 1905.

Revue des Eaux et Forêts, 15 juin 1906, p. 353 ; 1^{er} juillet 1906, p. 385 ;
15 novembre 1909, p. 673 ; 15 décembre 1909, p. 738.

Revue forestière de France, novembre 1907, p. 2 ; décembre 1907, janvier
1908, p. 3 et p. 7 ; février 1908, p. 3 ; mars 1908, p. 13 ; novembre
1908, p. 3 ; décembre 1909, p. 6 ; mars 1910, p. 6 ; mai 1910, p. 4 ;
décembre 1910, p. 5.

Revue mensuelle du Touring-Club de France, 65, avenue de la Grande-
Armée, Paris. Octobre 1905, p. 436, 437 ; septembre 1906, p. 387, 388 ;
février 1907, p. 54, 55 ; septembre 1907, p. 395 ; novembre 1907,
p. 483, 484, 485 ; mars 1908, p. 103, 104, 107, 108 ; avril 1908,
p. 152, 153, 154 ; juillet 1908, p. 292, 293, 294 ; mars 1909, p. 111,
112 ; avril 1909, p. 149 ; février 1910, p. 53, 54 ; mai 1910, p. 196,
197 ; juin 1910, p. 245, 246, 247 ; février 1911, p. 59, 60, 61.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	3

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Du rôle de la forêt au point de vue économique. — Emplois modernes du bois. — Ebénisterie. — Etais de mines. — Poteaux télégraphiques. — Pâte de cellulose. — Papier. — Accroissement de la consommation du papier. — Besoins de l'imprimerie. — Déficit de la production ligneuse française.....	9
---	---

CHAPITRE II

Du rôle physique des forêts. — Leur action sur la température. — Le régime des pluies. — La grêle. — La constance et le débit des sources. — Les torrents en montagnes. — Les avalanches.	17
---	----

CHAPITRE III

Du rôle social des forêts. — Mise en valeur des terres incultes. — Protection contre l'envahissement des dunes. — Assainissement et esthétique.....	23
---	----

CHAPITRE IV

Les caractères économiques des exploitations forestières. — Les agents de la production. — Le travail. — Le capital. — Le capital de roulement. — Le capital fonds. — Le capital superficie. — Relations entre le capital et le revenu. — Le taux de placement des exploitations forestières. — Ses variations. — Comparaison du taux de placement des exploitations forestières avec celui des emplois concurrents de capitaux.....	27
--	----

CHAPITRE V

	Pages
Le déboisement. — Ses causes. — L'exploitation abusive des propriétaires. — Les marchands de bois. — Les sociétés d'exploitation. — L'extension des cultures temporaires. — Les mauvaises méthodes pastorales. — La chèvre. — Le mouton. — La surcharge des pâturages. — La transhumance. — Les causes naturelles : l'ouragan, l'incendie.	35

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Balance entre l'intérêt de la conservation et celui de la destruction des forêts. — Coupes abusives et spéculation. — Le déboisement et la dépopulation des montagnes. — Les crues des fleuves et des rivières. — Les forêts et la houille blanche. — La houille blanche et l'industrialisation des montagnes.	45
--	----

CHAPITRE II

La reforestation, source nouvelle de richesses pour le pays. — Solutions diverses proposées. — L'individu. — La famille. — L'héritage. — Critiques adressées aux propriétaires particuliers. — L'inconstance des patrimoines. — Le défaut de continuité de la gestion des forêts par les individus. — La nationalisation du sol forestier et ses exagérations. — Les moyens proposés pour nationaliser les forêts. — L'expropriation forcée. — L'acquisition amiable. — Impossibilités budgétaires. — L'école interventionniste. — Les forêts de protection. — Autres solutions ayant pour but de sauvegarder et d'améliorer la propriété forestière.	57
---	----

CHAPITRE III

Les personnes morales. — Intérêt qu'il y aurait à les voir concourir aux opérations de reforestation. — Leurs caractères communs avec l'Etat. — Avantages par lesquels elles l'emportent sur lui. — Les communes. — La commune de Givrins. — Résultats obtenus dans le Jura. — Moyens propres à les généraliser. — Les départements. — L'initiative privée mise en	
--	--

œuvre par la philanthropie. — L'association générale pour l'aménagement des montagnes. — L'association Dauphinoise. — Points sur lesquels doit porter la réforme.....	Pages 73
---	-------------

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Convien­drait-il de modifier l'état actuel de notre législation suc­ces­so­rale pour permettre à l'individu d'assurer à son œuvre un caractère plus grand de stabilité ? — Défauts du système actuel : incompatibilité entre le morcellement légal et obligatoire et les exploitations forestières. — Les réformes. — L'article 832 du Code civil. — Les inconvénients de l'extension donnée aux partages d'ascendants. — Orientation nouvelle de la Jurisprudence. — Dérogations apportées à la règle de l'égalité en nature. — La liberté de tester. — Avantages inhérents à son extension. — Moyens de la réaliser. — L'anerbenrecht. — Le système successoral anglais. — Le système espagnol. — Ses avantages. — L'œuvre du père de famille à l'abri des effets du morcellement. — Orientation nouvelle de la Jurisprudence en vue de la protection des droits de l'usufruitier.....	89
--	----

CHAPITRE II

Difficulté de réaliser pratiquement la réforme successorale. — Le groupement des initiatives privées. — Les associations syndicales entre propriétaires. — Le contrat de complant tunisien. — Syndicats patronaux. — Syndicats ouvriers.....	101
--	-----

CHAPITRE III

Les entraves légales écartent les associations et sociétés de la propriété forestière. — Associations placées sous le régime de la loi de 1901. — Associations déclarées d'utilité publique. — Caisse d'épargne et projet de loi du 12 mars 1909. — Sociétés de secours mutuels. — Caisse nationale des retraites. — Article 15 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. — Compagnies d'assurances. — Caisse de secours des employés et ouvriers. — Caisse de secours et retraites des ouvriers mi-	
--	--

	Pages
neurs. — Sociétés de mines. — Entreprises de publicité. — Compagnies de chemin de fer. — Soumission facultative au régime forestier.....	109

CHAPITRE IV

Insuffisance de la législation répressive. — Critique des lois du 18 juillet et 31 décembre 1906 portant modification du Code forestier. — Retour à l'ancienne législation....	127
--	-----

CHAPITRE V

Législation financière. — Les impôts grèvent trop lourdement la propriété forestière. — Impôt successoral. — Impôt foncier. — Impôt sur le revenu. — Taxe vicinale. — Mesures tendant à une répartition plus équitable.....	133
---	-----

CHAPITRE VI

Utilité de la propagande forestière. — La presse. — Les conférences. — L'enseignement. — Le Touring-Club de France. — La Société forestière de Franche-Comté et de Belfort. — Les amis des arbres. — L'intervention de l'Etat. — Subventions. — Création de pépinières. — Développement du crédit sylvicole. — L'administration compétente guide et éducatrice des particuliers de bonne volonté.....	145
---	-----

ANNEXES. — Proposition de la loi tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées. — Chambre des députés, 12 mars 1909. — Sénat 6 juillet 1909. — Proposition de loi présentée par M. Guyot au premier Congrès de l'A. C. G. A. M., Bordeaux 1905.....	157
--	-----

